

By

EW'AG

NOV 2024 N° 189

BONFILON.INFO

Bien anticiper les entretiens annuels

CFE

Zoom sur un impôt mal connu

5 CHOSES À SAVOIR

Le boom des métiers de la mort

Sébastien Luissaint,

président de la Technopole I-NOVA et de la French Tech Guadeloupe

DOSSIER
AU DÉFI DE L'ÉCONOMIE LOCALE
RENCONTRE DES RÉSEAUX ET DE 13 ENTREPRISES

UNE VITRINE DE L'INGÉNIOSITÉ CARIBÉENNE

L'Auto GFA

2 MOIS D'ASSURANCE OFFERTS À VIE !*



gfacaraibes.fr



Asiré nou la !

Pour toute nouvelle souscription d'une assurance auto GFA, profitez de deux mois de cotisations offerts à vie !

Offre valable du 18/11/2024 au 31/01/2025.



**GFA
CARAÏBES**

IDocument non-contractuel à caractère publicitaire. Les garanties peuvent donner lieu à exclusions, limitations et franchises. Pour connaître le détail, l'étendue et les conditions de garantie, reportez-vous aux dispositions générales et particulières du contrat. La souscription d'un contrat ou de certaines garanties demeure soumise à nos règles d'acceptation des risques.

*Pour toute nouvelle souscription d'un contrat auto GFA Caraïbes, en tacite reconduction et par prélèvement mensuel. Cet avantage est acquis à vie (tant que ce contrat souscrit dans le cadre de cette opération restera en vigueur). Offre valable du 18/11/2024 au 31/01/2025.

Une affaire collective

Si “Le pire n’est même pas certain” comme titrait avec finesse et sagesse le dessinateur Voutch, c’est qu’il reste une chance, un espoir et un espace pour le meilleur. Le meilleur ça serait quoi dans ce cas ? Sans doute nos avis individuels divergent-ils, conditionnés par nos objectifs immédiats, nos contraintes quotidiennes et nos désirs impatients.

À l’aune des mobilisations des dernières semaines, en Martinique, contre la vie (trop) chère et le poids assommant de 40 % de surcoût par rapport aux prix pratiqués dans l’Hexagone, un scénario se dessine pour l’ensemble des Antilles-Guyane et les Outre-mer. Celui d’une production locale mieux développée, plus solide et davantage valorisée.

Jouer cette carte, collectivement, représente un véritable levier pour bâtir ici un avenir plus solidaire et plus durable. Produire plus encore sur place permet de réduire notre dépendance aux importations, de maîtriser les coûts et de créer des emplois et des sources de revenus. Chaque produit fabriqué ici soutient notre économie et préserve notre environnement. Qui dit mieux ?

Le bonheur serait-il donc collectif ? Le chemin doit l’être en tout cas pour permettre que la production locale s’impose et amplifie la création de richesses. Pour démarrer sur cette voie, dans ce numéro, EWAG est allé à la rencontre de 13 entreprises des Antilles-Guyane. Leur existence et leurs réalités reposent les termes de l’essor de notre économie locale, tracent les atouts et les limites de la plus essentielle des aventures collectives.

Mathieu Rached
Rédacteur en chef
Guadeloupe Martinique Guyane

édito



Les magazines **KaruMag**, **GuyaMag**, **MadinMag** et **SoualiMag**
sont édités par le groupe EWAG.

Consultez tous nos
magazines sur www.ewag.fr
Pour nous envoyer un mail :
prenomnom@ewag.fr

Directeur de publication
Laurent Nesty

Directrice du digital
Audrey Barty

Directrice de la stratégie commerciale
Aurélie Bancet (0690 37 54 82)

Directeur du développement
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

Directeur Guyane
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

RÉDACTION

Rédacteur en chef
Mathieu Rached

Coordination
Amandine Sauvage (0690 68 34 49)

Rédacteurs
Adeline Louault - Alix Delmas - Colette
Coursaget - Floriane Jean-Gilles
Laetitia Juraver - Laurie-Anne Antoine
Maë Poyel - Marie Ozier-Lafontaine
Sarah Balay - Sandrine Chopot
Thomas Thurar

Secrétaire de rédaction
Chantal Bigay

Photographes
Jean-Albert Coopmann - Jody Amiet
Lou Denim - Mathieu Delmer

Photo couverture
Lou Denim

Design graphique
Gwénaél Tilly (0690 65 23 97)
Jessica Schwaller (0696 74 00 22)
Orane Phedon

RÉGIES

Martinique
Élodie Losada (0696 19 31 98)
Luciano Sainte-Rose (0696 07 62 64)

Guadeloupe
Aurélie Bancet (0690 37 54 82)
Mathilde De Denaro (0691 24 28 92)

Assistante commerciale
Christiana Fidelin (0691 28 12 40)

Guyane
Mathieu Delmer (0694 26 55 61)

DIGITAL

JRI
Alice Colmerauer (0690 30 84 30)

Motion design - JRI
Sariatha Boulard
Noémie Marlet (alternance)

Rédaction web
Mathilde Claverie

DISTRIBUTION

Guyamag : Iguanacom (0694 26 55 61)
Karumag : Colibri Agency (0690 53 72 30)
Madinmag : M.C.P. (0696 78 36 58)

© EWAG - La reproduction, même partielle, des
articles et illustrations publiés dans ce magazine est
interdite. EWAG décline toute responsabilité pour les
documents remis.

Ce magazine est imprimé aux Antilles-Guyane,
imprimeur certifié PEFC, sur papier issu de
forêts gérées durablement. Ouvrage imprimé
à 100% avec des encres respectueuses de
l'environnement et conforme à la norme
imprim'vert.



EWAG GUADELOUPE - SIÈGE
Rue H.Becquerel - BP2174
97195 Jarry Cedex
0590 41 91 33

EWAG GUYANE
5 Chemin Grant
Lotissement Montjoyeux
97300 Cayenne
0694 26 55 61

EWAG MARTINIQUE
Immeuble Périé Médical, 22 Rue Ernest
Hemingway, ZAC Etang Z'abricot,
97200 Fort-de-France
0596 30 14 14

**Ils et elles ont contribué
à ce numéro**



Amandine Sauvage
Coordinatrice des magazines



Luciano Sainte-Rose
Directeur de développement



Alix Delmas
Rédactrice



L'Europe dans ma région



Mi on pakèt koté pou nou lyanné !

La Région Guadeloupe, avec le soutien de l'Union européenne, développe et renforce les infrastructures éducatives, sportives et culturelles dans tout l'archipel afin d'améliorer durablement le quotidien et le bien-être de tous. Écoles mises aux normes parasismiques, piscine olympique et city-stades, espaces culturels pour petits et grands tels que le Centre René Philogène et Kazagwoka : une multitude de lieux où nous pouvons partager nos valeurs et cultiver ensemble nos talents dans les meilleures conditions.



POUR PLUS
D'INFORMATIONS

Léwòp sé nou osi !





88



34



96

À LA UNE

8/ I-NOVA. Une vitrine de l'ingéniosité caribéenne

TERRITOIRES

12/ Nouveau tour de table pour les start-ups ultramarines

14/ Image du mois

16/ Brèves

18/ Paris pour l'emploi. Un capital pour l'avenir

20/ France Travail Pro. Partenaire RH des entreprises

22/ CCI des Îles de Guadeloupe et Ademe. Engagez-vous pour l'avenir du territoire !

24/ ADEME. 7 jours d'actions pour moins de déchets

26/ Transition des territoires, passage au vert

27/ "Que cherchez-vous ?" "Quels sont les liens entre les chants et l'identité"

ENTREPRISES

28/ Carrière d'Ultramarin. Yes man : le « oui » comme plan de carrière

30/ En chiffres

32/ Mobilisation pour le handicap

34/ MLS Caraïbes. Collaborer au lieu de concurrencer

36/ Réseau Entreprendre Guadeloupe. De l'enjeu d'être (bien) accompagné !

38/ CEPAC. Nouvelle agence !

40/ GBH. "Priorité Au Recrutement Local"

42/ Opcommerce. Le commerce en Guadeloupe, ça bouge !

44/ Dans le bureau de Tony Allaguy Salachy

45/ Tendance au travail. Un Noël en équipe, durable et solidaire

EXPERTISE

46/ Cotisation foncière des entreprises. Un impôt encore mal connu

48/ Ordre des avocats. Un avantage compétitif

50/ Bonfilon.info. C'est l'heure de l'entretien annuel !

52/ 5 choses à savoir sur le boom des métiers de la mort



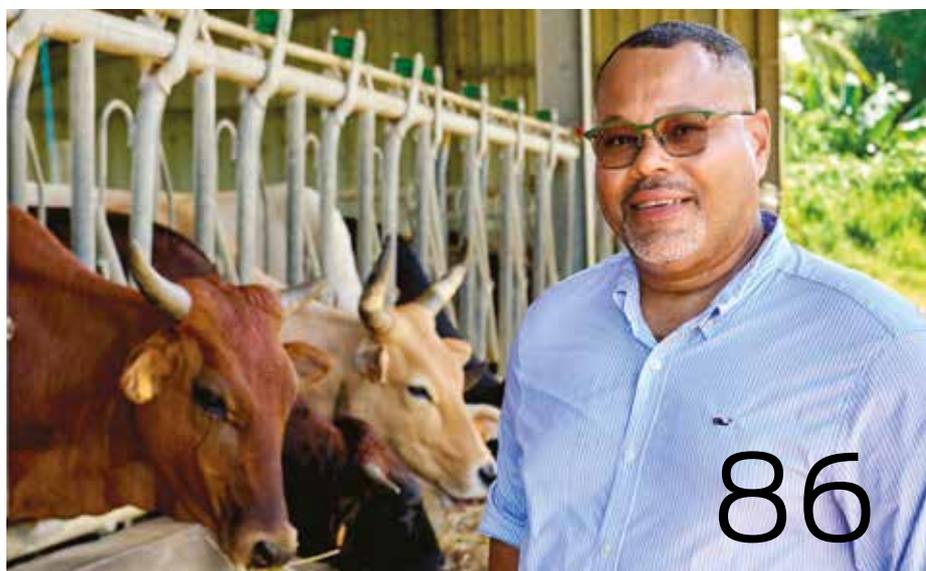
24



76



70



86

DOSSIER

// Au défi de l'économie locale

- 56/ Dossier de la rédaction
- 68/ **Région Guadeloupe.** Au cœur des actions de la collectivité régionale
- 70/ **CCI IG.** Une dynamique de croissance
- 72/ **MPI.** Octroi de mer cet outil pivot de la valeur ajoutée locale
- 74/ **Semaine de l'industrie.** Promouvoir l'industrie guadeloupéenne
- 76/ **Top Caraïbes.** Le challenge du recrutement
- 78/ **Collectivité départementale.** Renforcer l'agriculture locale pour une Guadeloupe autosuffisante
- 81/ **Entre terre et saveurs : ensemble, cultivons l'avenir**
- 82/ **Promouvoir nos produits à l'échelle mondiale**
- 84/ **Iguafthor.** Faire face au défi climatique

86/ **Iguavie.** Nous devons travailler davantage en "transfilères"

88/ **IDDOM.** Des tomates toute l'année grâce à l'aquaponie

90/ **Cap Créole.** Une marque au service de la production locale

92/ **Carrefour Destreland et Contact.** Cultiver les producteurs de demain

PAUSE CAFÉ

96/ Coup de cœur

98/ Instant déco avec Chloé Lasserre

100/ Sélection Culture

102/ Archives départementales. Gardiennes de notre mémoire

104/ Ce qu'il ne fallait pas louper

Sommaire

UNE VITRINE DE L'INGÉNIOSITÉ CARIBÉENNE

Du 3 au 5 décembre 2024,
les Caribbean Innovation Days ouvrent leurs portes pour une première édition en Guadeloupe. **Sébastien Luissaint**, président d'I-NOVA et Lisa Harding, invitée d'honneur, nous décryptent les enjeux d'une Caraïbe toujours plus innovante.

Texte Laurie-Anne Antoine - Photo Lou Denim

Avec un parcours aussi impressionnant dans la tech et l'entrepreneuriat, qu'est-ce qui vous motive à toujours plus explorer ? Particulièrement dans le contexte caribéen ?

Sébastien Luissaint : C'est l'idée de résoudre des problèmes concrets par la technologie. Dans les Caraïbes, on fait face à des défis uniques : l'éloignement géographique, les contraintes d'infrastructure et la difficulté d'accès aux ressources. Pour moi, la tech et l'IA sont des outils puissants pour pallier ces limitations et optimiser la gestion des ressources naturelles ou encore améliorer la logistique, par exemple.

Vous parlez souvent d'«adaptation locale». Dites-nous en plus sur les grands défis rencontrés lors d'implémentation de solutions locales.

Le financement est l'un deux, car indispensable pour soutenir les différentes étapes de leur développement et l'accès aux prêts. Les entreprises locales font face à des obstacles de reconnaissance, de représentativité, et à un manque de visibilité concernant leurs compétences. Et ces freins jouent un très grand rôle sur leur capacité à financer leurs projets ou non. C'est pour ces raisons qu'il est crucial de valoriser notre savoir-faire en mettant en lumière des projets qui sont conçus par et pour les acteurs locaux.

Parlons à présent des synergies entre entrepreneurs et investisseurs. En quoi ces alliances sont essentielles au développement de l'écosystème caribéen ?

En tant qu'entrepreneur, il est nécessaire de pouvoir compter sur un réseau d'investisseurs qui comprennent la réalité de notre région. Ce n'est pas qu'une question d'argent, mais plutôt d'accompagnement stratégique. Grâce à ces alliances, nos entrepreneurs peuvent bénéficier de ressources et de conseils adaptés à leur environnement. Tandis que les investisseurs percevront les Caraïbes comme un terrain fertile d'innovations où ils peuvent faire la différence.

Selon vous, quel est l'élément fondamental qui manque pour accélérer l'innovation dans les Caraïbes ?

Je dirais que c'est une meilleure connexion entre les talents et les opportunités. Nous avons des profils très qualifiés, mais les moyens de les mettre en avant manquent. Mon ambition est de créer un écosystème dynamique où les entrepreneurs, les investisseurs et les experts en tech collaborent pour bâtir un futur durable et connecté pour les Caraïbes. J'aimerais que chaque participant reparte avec des solutions concrètes, mais surtout avec l'énergie et le réseau nécessaire pour faire avancer son projet. Si on parvient à insuffler cette envie de collaboration et de partage, alors les Caribbean Innovation Days auront accompli leur mission.

« Les investisseurs percevront les Caraïbes comme un terrain fertile d'innovations où ils peuvent faire la différence »

Fils d'agriculteurs et profondément attaché à ce secteur, Sébastien Luissaint fonde en 2017 MYDITEK, une solution technologique dédiée à l'optimisation des processus agricoles. Il devient alors rapidement un acteur clé de l'innovation en Guadeloupe, porté par une vision dynamique et multidisciplinaire. Depuis 2022, il est aussi président de la Technopole I-NOVA et de la French Tech Guadeloupe, avec pour objectif premier de renforcer l'écosystème d'innovation local afin qu'elle soit reconnue internationalement.



AU PROGRAMME DES CARIBBEAN INNOVATION DAYS

Pendant trois jours, environ 400 participants, 15 investisseurs, 30 experts sont attendus dans un cadre propice à l'échange, la valorisation d'expériences, de réussites et la projection d'une Caraïbe toujours plus innovante. Un programme riche pour découvrir des solutions concrètes, se former aux tendances de demain, et développer ses projets aux côtés des meilleurs :

- **Des ateliers et masterclass** de FUTURIBLE, EOG Group, Be The Change, et Whistle Caribbean ;
- **Des keynotes et panels** sur les filières à impact auprès des acteurs emblématiques caribéens ;
- **Un forum d'affaires et d'investisseurs** auquel assisteront des figures comme Adrien Chaltiel (Eldorado.co), Vera Baker (4P Capital), et bien d'autres encore.



LISA HARDING, ENTREPRENEURE ENGAGÉE DANS L'ÉCONOMIE DURABLE À LA BARBADE

Entrepreneure dans l'âme et engagée dans le soutien à la résilience des entreprises locales, Lisa Harding est directrice par intérim de la division Secteur privé de la Banque de développement des Caraïbes. Son parcours, marqué par la création de programmes pour les jeunes entrepreneurs et le financement des industries créatives, fait d'elle une ambassadrice de choix pour cette première édition des Caribbean Innovation Days.

Une des affiches conçues
pour les Caribbean
Innovation Days qui met
en lumière les pionniers
caribéens de l'innovation.

Qu'est-ce qui distingue les enjeux de durabilité dans les Caraïbes par rapport à d'autres régions ?

Lisa Harding : Les Caraïbes sont particulièrement vulnérables aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles, ce qui rend la durabilité non seulement importante, mais vitale. Nous avons des ressources limitées, et une économie souvent dépendante de l'importation, ce qui fait de l'économie circulaire un modèle idéal ici. Les Caribbean Innovation Days permettent justement de sensibiliser et d'éduquer les entreprises et le grand public sur ces questions, en montrant que la durabilité peut être une opportunité de développement pour la région.

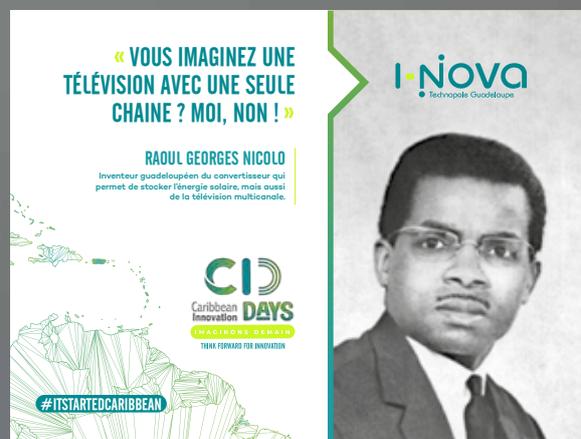
Quel est selon vous le potentiel des entreprises caribéennes en matière d'innovation durable ?

Il est immense ! Les Caraïbes ont un accès privilégié à des ressources naturelles et une biodiversité exceptionnelle. Nous avons une chance unique de devenir un modèle de durabilité. Cependant, il faut également des formations et un accompagnement spécifique pour que les entreprises locales puissent transformer ces ressources en leviers de croissance efficaces.

Quels obstacles freinent encore les entreprises de la région dans leur démarche écologique ?

L'un des plus grands obstacles reste l'accès limité aux financements pour les projets écologiques. Beaucoup d'entreprises ont la volonté de changer, mais elles n'ont pas toujours les moyens pour investir dans des pratiques plus durables, qui peuvent coûter cher au départ.

Un des objectifs des Caribbean Innovation Days, à mon sens, est de fournir des solutions pratiques et d'ouvrir un dialogue autour de la durabilité. Que ce soit par des formations, des financements ou du mentorat, chaque action compte.



I-NOVA
● Technopole Guadeloupe

présente



Caribbean
Innovation **DAYS**

IMAGINONS DEMAIN

THINK FORWARD FOR INNOVATION

1ERE EDITION

**3-4-5 DÉC.
2024**

EXPOSITION
PLATEAU STUDIO
ONE-ON-ONE MEETINGS
PITCH SESSIONS
CONFÉRENCES
NETWORKING



Networking

NOUVEAU TOUR DE TABLE POUR **LES START-UPS** **ULTRAMARINES**

Le plus grand concours de start-ups ultramarines tiendra sa 9^e édition du 18 au 22 novembre à Paris. Un rendez-vous décisif pour des centaines d'entrepreneurs et d'investisseurs. Texte Mathieu Rached

On ne change pas une recette gagnante. Au programme de cette 9^e édition d'Innovation Outremer : une semaine d'immersion au cœur de l'écosystème FrenchTech hexagonale et aussi un grand concours qui récompense les start-ups les plus prometteuses, en partenariat avec le ministère des Outre-Mer, des grandes entreprises et une dizaine de fonds d'investissement. Depuis la 1^{re} édition en 2015, ce sont 43 millions d'euros qui ont été levés pour des start-ups ultramarines ! De quoi faire de cet événement « LE rendez-vous incontournable des start-ups et des investisseurs sur les sujets d'innovation en Outre-Mer », tel que le décrit Paul-François Fournier, directeur exécutif innovation de BPI France.

Fondé par Daniel Hierso, le concours vient offrir de la visibilité, des fonds, des partenariats et l'émulation nécessaire au succès des nombreux projets présentés à Paris. Il vise aussi à corriger une réalité qui veut que « moins de 1 % des levées de fonds sont réalisées par des entrepreneurs issus de la diversité ». La mise en mouvement d'un écosystème complet sur une semaine à la Station F, « le plus grand campus de start-ups au monde », fait de ce rendez-vous un concours aussi atypique qu'efficace.

La semaine de cette 9^e édition débutera avec les IOM Days, journées business qui concentrent les opportunités de networking avec les acteurs clés de l'écosystème French Tech hexagonale, au rythme de workshops thématiques, learning expeditions et présentations aux décideurs à Paris et en province. La semaine se clôturera le 22 Novembre 2024 avec la

French Tech Night Outre-Mer, qui rassemblera à la Station F les leaders de la Tech ultramarines et de la French Tech hexagonale. Les lauréats du concours Innovation Outre-Mer dans les 8 catégories récompensées y seront annoncés, sous le haut parrainage du ministère des Outre-Mer. À cette occasion, Innovation Outre-Mer accueillera également une délégation de start-ups du Sénégal pour inciter à poursuivre les coopérations économiques avec les pays africains qui ont pu être initiées ces dernières années.

Une start-up est bien une entreprise à très fort potentiel de croissance économique, qui doit pouvoir trouver rapidement les relais, partenaires et marchés nécessaires à son développement. C'est ce à quoi œuvre Outremer network toute l'année en accompagnant les start-upers, et ce que cristallise Innovation Outremer en réunissant tout le monde sur une semaine, inventant à Paris la marketplace des start-ups ultramarines à la conquête de leur avenir.

Bilan 2015 - 2024

43 millions d'euros : levées de fonds en 8 ans, dont 10 m€ sur 12 derniers mois

123 lauréats du concours Innovation Outre-Mer

700 finalistes depuis 2015

1 200 entrepreneurs formés avec HEC Business School Les Jeudis de la Stratégie

+12 000 salariés & entrepreneurs mis en réseau physiquement

6 300 emplois pérennisés avec l'ensemble des acteurs de la French Tech

900 porteurs de projets conseillés

Un palmarès en 8 catégories

Le concours Innovation Outre-Mer évolue et récompensera les start-ups à haut potentiel parmi les finalistes présélectionnés dans 8 catégories :

- > **Or Bleu** : Innovations issues de l'océan et de la mer
- > **Or Vert** : Innovations issues du monde végétal
- > **AgriTech, FoodTech** : autonomie alimentaire
- > **Transition écologique** : recyclage, gestion et transformation des déchets
- > **Santé et Innovations médicales**
- > **Tourisme & loisirs durables, Artisanat & Culture**
- > **Digital inclusif, services et distribution responsables**
- > **Start** : catégorie dédiée aux pépites early-stage à fort potentiel de croissance



Créée en 2015 à l'initiative de l'incubateur Outre-Mer Network, avec le soutien de BPI France et en partenariat avec le ministère des Outre-Mer, Innovation Outre-Mer (IOM) est une association qui a pour mission de promouvoir les innovations à impact environnemental et social, développées au cœur des régions et territoires d'Outre-Mer, d'Afrique, des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville par des entrepreneurs de la diversité.

Ewag vous donne rendez-vous le sur les réseaux sociaux où seront diffusées des capsules vidéos créées pour Innovation Outremer qui mettent à l'honneur plus de 35 start-ups ultramarines. La French Tech en force dans les Outre-mer !



L'ATOUT INDUSTRIE PÉYI

Éparpillés sur les territoires, leurs sites font tellement partie du paysage qu'on en oublie leur dimension technique, les sommes qui y sont régulièrement investies, leur impact tout à la fois économique et sociétal. Ces espaces de production généralement bruyants, non autorisés et étroitement contrôlés sont des lieux de production de richesse sur nos territoires, un "patrimoine économique" qui évolue en toute discrétion, se transforme à la faveur des mutations de marché et des exigences environnementales... tout en assurant la continuité de l'activité, la production, concrète de matériaux, de fusées, d'électricité, de carburant etc. La semaine de l'industrie avec des événements programmés sur les 3 territoires donne l'occasion de regarder de plus près nos chaînes de production, de mieux connaître certaines activités et les nombreux métiers qui en découlent. Au total, pour ne citer qu'un chiffre, l'industrie aux Antilles-Guyane comprend 12400 emplois directs (et autant d'emplois indirects), autant d'hommes et de femmes, avec casque, chasuble et chaussures de sécurité, directement impliqués dans une certaine souveraineté industrielle et énergétique locale.

Légende photo : Sur le site de SARA en Martinique



Guadeloupe

AÉRODROME MARYSE CONDÉ

C'est officiel depuis le 26 septembre 2024. Le gouvernement a fait un choix symbolique en renommant l'aéroport du Raizet en l'honneur de l'écrivaine guadeloupéenne disparue il y a six mois : Maryse Condé. L'appellation commerciale reste Guadeloupe Pôle Caraïbe, seul le nom administratif change. Il s'agirait « du premier aéroport portant le nom d'une femme noire en France et peut-être même le premier du monde », rapportent certains médias.

LA MICRO-ENTREPRISE SOUFFLE SES 15 BOUGIES

C'est la loi de modernisation de l'économie qui est à l'origine de la création du régime de l'auto-entrepreneur en 2009. Ce nouveau régime est une aubaine pour l'entrepreneuriat, tant il simplifie les démarches administratives et fiscales des entrepreneurs individuels. Preuve en est : 15 ans plus tard, la majorité des entrepreneurs sont des micro-entrepreneurs. Une réalité qui se vérifie en Guadeloupe. Sur 8 000 entreprises créées en 2023, 4 328 sont des micro-entreprises, donc, plus de la moitié. C'est un peu moins flagrant en Martinique avec 1/3 des créations en 2023 sous le régime de la micro-entreprise.

90,7

MILLIONS D'EUROS

COÛT TOTAL PROGRAMMÉ POUR
LE PROJET D'EXTENSION DU TCSP
(TRANSPORT COLLECTIF EN
SITE PROPRE) EN MARTINIQUE
QUI PRÉVOIT 5,1 KM DE LIGNE
SUPPLÉMENTAIRE.



LA CARAVANE DES Droits

Guadeloupe

Caravane des Droits

Labellisée territoire expérimental « zéro non-recours », la Guadeloupe a lancé le concept de Caravane des Droits. Le principe : faire circuler des bus équipés de guichets dédiés aux services publics. Prochain rendez-vous : 22 novembre à Sainte-Anne.



Guyane

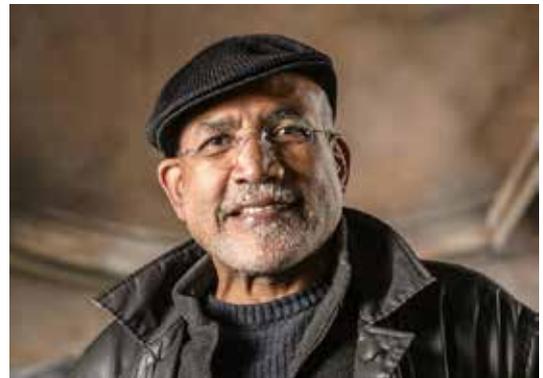
Rendez-nous nos morts

Des Amérindiens de Guyane et du Surinam se sont rendus, en septembre, au musée de l'Homme à Paris. Non pas pour y contempler ses collections... mais pour réclamer le rapatriement des dépouilles de six personnes décédées en France à la fin du XIXe siècle, conservées dans les collections du musée. Ils souhaitent pouvoir les inhumer selon les rites des populations du Maroni. A suivre.

Réunion

Adieu à l'hôtel Concorde Bellepierre

Il avait été inauguré en grande pompe en 2004 par le footballeur Zinédine Zidane... L'hôtel le Concorde Bellepierre, situé à Saint-Denis de la Réunion, faisait rêver avec ses 54 chambres et une suite panoramique. En 2011, il passe même 85 chambres dont cinq suites après la construction d'une annexe. Le 29 novembre, il fermera pourtant ses portes aux touristes. Depuis la crise sanitaire, 54 de ses chambres étaient louées au CHU pour son personnel. Les chambres restantes seront vraisemblablement rachetées par la Région qui compte y installer ses locaux pour les élèves infirmiers.



Ils ont dit

« Le système-outremer génère une invivabilité qui, malgré des convulsions fréquentes, ne cesse de perdurer (...). Sa fatalité est intériorisée par tous : depuis les décideurs français (des plus réactionnaires aux meilleurs « insoumis »), en passant par nos militants décoloniaux les plus exaspérés, jusqu'à ceux qui, à présent, érigent la « vie chère » en grand soleil carré de cette affaire ».

Patrick Chamoiseau, écrivain,
dans une tribune au Monde le 28 septembre 2024

Polynésie

L'UNESCO, ENFIN...

Les îles Marquises (Polynésie) ont été inscrites, en août, au patrimoine mondial de l'Unesco. Une inscription qui célèbre « l'extraordinaire richesse biologique et culturelle de la France ultramarine et l'histoire des peuples insulaires du Pacifique ».

Salon

UN CAPITAL POUR L'AVENIR

Le rendez-vous francilien de l'emploi et de la formation **Paris pour l'emploi** aura lieu les 21 et 22 novembre sur la place de la Concorde. Pour la 7e année consécutive, le salon accueillera un espace dédié à l'Outre-Mer.

Texte Sarah Balay



Théâtre des plus grands succès olympiques il y a encore quelques semaines, la place de la Concorde change de décor les 21 et 22 novembre pour accueillir la 21e édition du principal salon de recrutement français : Paris pour l'emploi. Au programme : des centaines d'employeurs/centres de formation réunis ainsi que des milliers d'emplois à saisir.

Organisé par la Ville de Paris, aux côtés de Carrefours pour l'emploi, cet événement, libre et gratuit, est destiné à tous, quels que soient l'âge et le niveau d'expérience. Gestion, ressources humaines, grande distribution, transport, santé,

logistique... toutes les catégories de métiers sont représentées. « Ce salon ne sert pas qu'à trouver un travail », confie le directeur Michel Lefèvre. « Il est utile pour toutes celles et ceux qui cherchent leurs voies, une orientation, une formation ou encore un domaine de transition professionnelle ». Ses atouts ? Son emplacement stratégique en plein cœur de la capitale, mais aussi et surtout sa plateforme numérique (oui-emploi.fr) qui permet à chaque candidat de déposer son CV et de consulter les offres des entreprises en amont afin de se préparer efficacement.

ENCOURAGER LE RETOUR AU PAYS

Incontournable pour les acteurs économiques de l'Hexagone, ce salon l'est tout autant pour les Outre-Mer. Cette année, des représentants d'une vingtaine d'institutions et d'entreprises locales des Antilles, de la Guyane, de Mayotte et de la Réunion ont répondu présentes. « Il s'agit avant tout d'encourager le retour au pays », poursuit le directeur. « Les candidats peuvent rencontrer ces employeurs ultramarins, mais pas seulement. La logique de mobilité, grâce à certaines collectivités ou associations, s'impose également pour un départ et une prise de poste réussis ».

Différents temps forts pour l'Outre-Mer seront aussi proposés : une web-conférence, portée par de nombreux experts, le 19 novembre, intitulée « Face aux enjeux démographiques cruciaux en Outre-mer, la mobilité n'est pas une fatalité » ; un after-work le 21 novembre afin de consolider les partenariats entre les associations ultra-marines de l'Hexagone et les entreprises et institutions présentes sur le salon et enfin, le 23 novembre, une matinale KréOl parrainée par la délégation de Mayotte à Paris qui permettra de poursuivre les échanges et les rencontres entre candidats, associations et exposants.

En chiffres

- **10 000 m²** d'exposition
 - **400** employeurs/centres de formation
 - **2 000** chargés de recrutement
 - **+25 000** candidats attendus
 - **+350** métiers
- Une offre d'emploi sur 10 est pourvue à l'issue du salon

PARIS

POUR L'EMPLOI

DES OUTRE-MER

**JEUDI 21 & VENDREDI 22 NOVEMBRE 2024
PLACE DE LA CONCORDE - PARIS 8^E**



MARTINIQUE



GUYANE



LA RÉUNION



GUADELOUPE



MAYOTTE

OUTREMER-EMPLOI.FR

ICI, ON RECRUTE !

Votre espace Emploi EN OUTRE-MER

Emploi

PARTENAIRE RH DES ENTREPRISES

Après un coup d'envoi à l'échelle nationale, **France Travail Pro** a été lancé le mardi 29 octobre dans les seize agences France Travail Guadeloupe & Îles du Nord. Zoom sur cette offre de service rénovée dédiée aux entreprises avec le directeur régional **Fabrice Marie-Rose**. Texte Maë Poyel - Photo France Travail



Fabrice Marie-Rose, directeur régional de France Travail

En plus des dispositifs existants tels que la méthode de recrutement par simulation, les immersions professionnelles, France Travail amplifie son offre de service dédiée aux entreprises. Au sein de l'agence des Abymes Caruel, en présence d'employeurs, le directeur régional Fabrice Marie-Rose a souligné l'importance de France Travail Pro, qui se veut être le « partenaire RH des entreprises ». Rencontre.

Qu'est-ce qui a motivé la création de France Travail Pro ?

Fabrice Marie-Rose, directeur France Travail Guadeloupe et Îles du Nord : Nous avons créé France Travail Pro pour marquer notre ambition de devenir le partenaire RH de toutes les entreprises de la Guadeloupe. Nous sommes motivés par le fait de faire en sorte que France Travail accompagne l'ensemble

des employeurs de la Guadeloupe et des Îles du Nord afin de rendre visible notre offre de services. C'est aussi permettre à davantage d'entreprises de faire appel à nous. Nous partons du constat qu'aujourd'hui, un tiers seulement des entreprises fait appel à nos services pour leur recrutement alors que celles qui recourent à nos services en sont à 83 % satisfaites. J'ai une pensée pour les TPE et PME, qui concentrent en réalité la majorité des recrutements du territoire et qui, bien souvent, n'ont pas de services des ressources humaines.

Cette offre rénovée s'adresse-t-elle à un profil type d'entreprises ?

France Travail Pro est véritablement ouvert à l'ensemble des entreprises de la Guadeloupe. Il bénéficie à tout le monde, les petites, moyennes et grandes entreprises.

Quelle est la plus-value de France Travail Pro vis-à-vis des services des ressources humaines déjà présents dans certaines entreprises ?

La plus-value d'utiliser les services de France Travail Pro est de bénéficier d'un fichier conséquent de talents que nous avons en Guadeloupe, d'être en capacité d'opérer ces recrutements le plus rapidement possible avec ces personnes qui ont déjà les compétences requises. C'est aussi bénéficier d'un accompagnement qui, grâce à France Travail, permet de former les personnes aux métiers de l'entreprise afin qu'elles soient recrutées par la suite. C'est également mettre en place tous les dispositifs et leviers qui sont à la disposition de France Travail pour accélérer le retour à l'emploi.

Quels sont les besoins spécifiques des entreprises sur le territoire ?

Les besoins en recrutement sont tout à fait classiques. À partir du moment où les entreprises ont des besoins, dès lors qu'elles veulent se développer, répondre à de nouveaux marchés, ont un besoin de compétences et de talents supplémentaires, elles ont recours à France Travail. Aujourd'hui, avec ce service dédié aux employeurs, France Travail Pro est présent pour assurer les recrutements.



Eddy Sarant, gérant de Gwada Voyages

« Avec mon épouse, nous n'avions pas le temps, et nous ne voulions pas venir [à France Travail] compte tenu de l'expérience compliquée avec Pôle emploi. Mais est arrivé un moment où il est devenu nécessaire de chercher un partenaire. Nous avons contacté France Travail. On s'est rendu compte que l'écoute était différente et ils étaient mieux à même de nous faire des propositions. Nous avons rencontré une conseillère qui nous a écoutés, rassurés. Quand nous sommes revenus vers elle, le résultat a été probant puisque nous avons embauché deux salariés en CDD dont nous sommes très satisfaits. »



Des changements de taille

Dans le cadre de l'offre de service rénovée, des changements sont à souligner. On note l'élargissement des horaires du 3995, la ligne directe pour les entreprises. « Désormais, il sera possible de joindre un conseiller du lundi au samedi, de 7h30 à 20 heures. L'idée est de s'adapter aux horaires des entreprises », précise Rosan Boudhou, responsable d'équipe à France Travail. Et de poursuivre : « Nous irons à la rencontre des employeurs. Cela se fait aujourd'hui mais nous souhaitons que cela soit plus proactif aussi bien via le téléphone qu'en présentiel. France Travail, c'est beaucoup de partenariats avec les services de l'État et d'autres. Nous avons créé la Task force Entreprise, qui regroupe l'ensemble du réseau pour l'emploi avec les partenaires comme la Mission Locale, Cap Emploi, l'État, qui nous permettent d'aller vers les entreprises tous ensemble. »

Entreprises

ENGAGEZ-VOUS POUR L'AVENIR DU TERRITOIRE !

Organisée par la **CCI des Îles de Guadeloupe et l'Ademe*** depuis 2018, la 6^e édition des Rencontres Pro du Développement Durable (RDD) se tiendra le 22 novembre 2024 à Jarry sur le site de la déchetterie professionnelle.

Texte Sandrine Chopot

Les RDD sont une occasion unique pour les acteurs économiques du territoire de se retrouver, d'échanger et d'avancer ensemble vers une gestion plus responsable de leurs flux. Dans le contexte de la transition écologique, chaque entreprise joue un rôle essentiel pour atteindre un avenir durable. « Aujourd'hui, la gestion des déchets professionnels est un levier stratégique incontournable pour réduire notre empreinte environnementale et optimiser nos ressources. C'est précisément pour répondre à ces enjeux que l'événement des Rencontres pro du développement durable, qui se tiendra durant la Semaine européenne de réduction des déchets, prend tout son sens », nous explique Audrey Nagapin, chargée de mission Économie circulaire CCI IG.

UN PARI GAGNANT-GAGNANT

Participer à ces rencontres permet aux entreprises et porteurs de projets d'acquérir de nouveaux outils et connaissances indispensables pour transformer leur gestion des déchets en avantage compétitif. « Avec l'augmentation des coûts des matières premières et l'évolution des attentes des consommateurs,

intégrer des pratiques de recyclage, de valorisation, de réduction des déchets devient non seulement bénéfique pour l'environnement mais aussi pour la rentabilité à long terme », ajoute-t-elle.

DES SOLUTIONS CONCRÈTES

Le programme s'articule autour d'une conférence sur la gestion des déchets professionnels animée par des experts dans le domaine, de tables rondes avec des prestataires du territoire, de témoignages d'entreprises, d'une visite guidée du site de la déchetterie professionnelle. « Grâce à son format immersif et éducatif, cet événement permet aux professionnels de repartir avec une vision claire des possibilités de valorisation de déchets, avec des idées pour réduire leur impact environnemental. Ils pourront découvrir les options comme le recyclage des matériaux spécifiques ou encore la réutilisation de certains sous-produits », complète Audrey Nagapin.

CONSTRUIRE UN RÉSEAU

C'est aussi l'opportunité de bâtir des collaborations fortes que ce soit pour partager des pratiques durables, mutualiser des ressources,

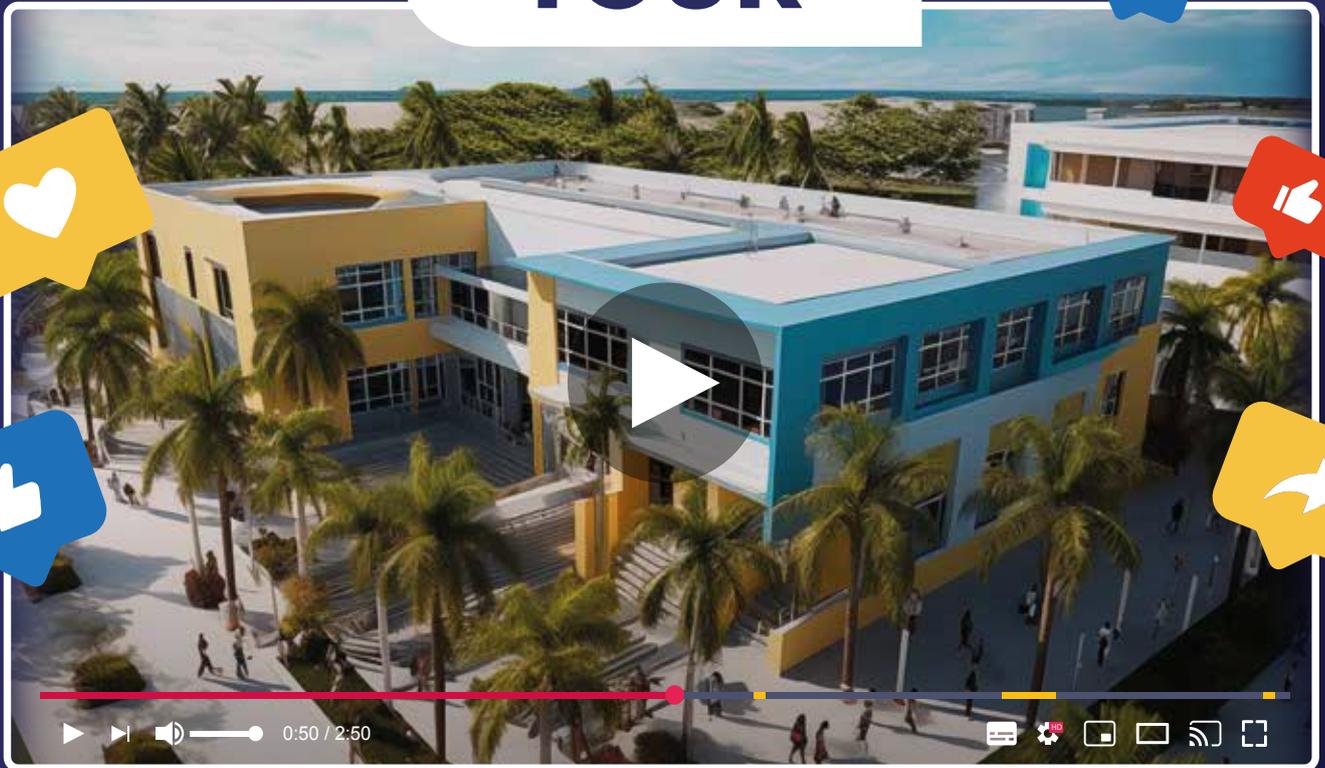
identifier des partenaires logistiques. « Participer à ces rencontres, c'est un Engagement pour l'avenir de nos entreprises et de notre environnement ! » conclut Audrey Nagapin.

Soutien technique et financier

La CCI IG propose un accompagnement technique aux entreprises pour soutenir leur transition (diagnostic déchets, mise à disposition d'outils de prestataires existants...). La Région et l'Ademe proposent également une expertise technique et un soutien financier pour des projets d'économie circulaire, d'efficacité énergétique, de réduction de l'empreinte carbone.

*CCI IG : Chambre de commerce et d'industrie des Îles de Guadeloupe
Ademe : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

CARIBBEAN CAMPUS TOUR



Un voyage inédit dans l'enseignement supérieur caribéen

Une immersion dynamique au coeur des établissements.
Des témoignages inspirants.
Des opportunités et filières mises en lumière !



Abonne-toi à
notre chaîne : **@educarib**

Environnement

7 JOURS D' ACTIONS POUR MOINS DE DÉCHETS

Du 16 au 24 novembre 2024 se tient la SERD (Semaine Européenne de la Réduction des Déchets) sur le thème « Manger mieux, gaspiller moins ». L'**ADEME** (Agence de la Transition Écologique) et la Région Guadeloupe mobilisent les acteurs locaux pour encourager des comportements durables. Explications avec Axelle Robiolle, ingénieure déchets et économie circulaire à l'ADEME et Francine Garnier Arbau, directrice de l'environnement et du cadre de vie à la Région. Texte Maë Poyel - Photo Lou Denim



Axelle Robiolle (ingénieure déchets et économie circulaire (entreprises et associations)), Laurent Poulain (ingénieur déchets économie circulaire (collectivités)) et Raïssa Saverimoutou (cheffe de projets déchets et économie circulaire)

En quoi consiste la SERD ?

Axelle Robiolle : La Semaine Européenne de la Réduction des Déchets (SERD) est un temps de mobilisation consacrée à la réduction des déchets et à la promotion des comportements durables. La SERD apparaît essentielle pour notre archipel qui a généré en 2022 environ 347 000 tonnes de déchets, dont 70 % ont été enfouis. Ces chiffres démontrent l'importance de mobiliser les acteurs du territoire à agir pour une gestion optimisée de nos déchets.

Quels messages clés souhaitez-vous transmettre ?

A.R. : C'est prendre conscience que le gaspillage alimentaire est présent à tout niveau (production, transformation, distribution, restauration, consommation, etc.) et qu'il est colossal : en France, près d'un tiers des déchets ménagers sont constitués de déchets alimentaires, c'est environ 4 millions de tonnes de déchets par an qui pourraient être évités ou valorisés. C'est aussi faire prendre conscience de l'importance des choix dans notre alimentation pour adopter une alimentation durable : les emballages, la provenance, la qualité, la quantité, les dates de péremption, les modes de conservation, etc.

Quels sont les défis à relever pour mobiliser l'ensemble des acteurs (collectivités, entreprises, associations) durant cette semaine ?

A.R. : Il faut défaire les idées reçues sur la gestion des déchets en Guadeloupe et promouvoir un changement de comportement. En collaboration avec la Région Guadeloupe, nous avons organisé un séminaire le 10 septembre, pour encourager les acteurs à

communiquer sur leurs actions de gestion et prévention des déchets et à le partager avec le grand public : visite de centres de tri, porte ouverte des déchèteries, atelier de sensibilisation, de réparation et de réemploi, formation au compostage, etc. L'objectif est que ces pratiques deviennent pérennes dans les comportements de chacun. Toutes les actions SERD 2024 sont renseignées sur le site de la SERD.



Existe-t-il des ressources ou aides mises à disposition des porteurs de projets locaux ?

A.R. : L'ADEME propose des guides pratiques et outils adaptés aux réalités locales, disponibles sur le site de la Librairie ADEME. Nous proposons aussi des subventions pour accompagner des projets de gestion des déchets ainsi que des partages d'expériences pour faciliter les échanges entre porteurs de projets. Les dispositifs d'aide sont disponibles sur le site d'Agir pour la transition.

Comment la Région collabore-t-elle avec les différentes parties prenantes dans le cadre de la réduction des déchets ?

Francine Garnier Arbau : La Région a voté son plan de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) qui inclut des objectifs

précis pour réduire la production de déchets, améliorer le tri, encourager le recyclage et favoriser l'économie circulaire. Pour cela, elle met en place des actions coordonnées de réduction des déchets. Elle accompagne les acteurs pour mener des campagnes et des actions de sensibilisation et soutenir les initiatives visant à réduire les déchets.

Des aides pour les porteurs de projets locaux sont-elles prévues ?

F. G-A : La Région investit dans le développement d'infrastructures de tri et de traitement des déchets adaptés en collaboration avec les acteurs publics. Des aides financières et techniques sont proposées aux acteurs publics et privés pour leurs investissements, pour améliorer la réduction des déchets tout en limitant leurs coûts. Des appels à projets viennent soutenir les actions des établissements scolaires et des associations.

La Région a-t-elle d'autres projets pour promouvoir la réduction des déchets ?

F. G-A : Le PRPGD fixe l'ambition du « 0 déchet en 2035 ». Il s'agit d'encourager l'économie circulaire avec 3 axes d'actions : le soutien aux filières de réemploi, réutilisation et recyclage en facilitant leur financement et promouvant leur visibilité, l'incitation aux entreprises à adopter des pratiques durables de production et de consommation notamment en s'inscrivant dans une approche d'écologie industrielle et territoriale, et la réalisation de la 3^e édition du village régional de l'économie circulaire.

Il s'agira également d'organiser des campagnes de sensibilisation continues devant aboutir à une conscience écologique citoyenne.

Transition des territoires

PASSAGE AU VERT

Les subventions d'État réussiront-elles à donner le coup d'accélérateur suffisant au verdissement de nos territoires et de nos économies ? Enquête auprès des lauréats du Fonds vert 2023. (4/6)

Texte Floriane Jean-Gilles



Étude du trait de côte soumis à érosion du littoral

Porteur du projet : Commune de Macouria/Commune d'Awala-Yalimapo

Subventions Fonds vert : 95 600 €/40 000 €

Les deux communes guyanaises ont noué un partenariat avec le BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières) dans le cadre de leur projet d'étude du trait de côte soumis à érosion du littoral. Guillaume Brunier, ingénieur-chercheur risque littoral, nous explique que, dans ce cadre, sa mission est double : « Il s'agit de réaliser la cartographie des littoraux en adaptant la méthode nationale au contexte très singulier de la Guyane. Ces deux réalisations serviront ensuite de base à l'édition d'un document qui sera une note de cadrage à la réalisation d'autres cartes dans le contexte guyanais. Nous avons donc noué une convention de recherche appliquée pour développer une méthodologie adaptée ».

Le littoral guyanais est l'un des plus dynamiques du monde, l'apport massif de sédiments, par l'Amazonie, transforment considérablement la morphologie des côtes, qui sont

principalement de deux types : les côtes à mangrove et les côtes sableuses. « Les sédiments de l'Amazonie parviennent en Guyane de manière indirecte. Ils dérivent vers le nord pour former des super structures côtières : des bancs de vase. Ces entités font l'essentiel de la dynamique côtière guyanaise, développe Guillaume Brunier. Dans le cas des côtes à mangrove, quand le banc de vase se déplace, la côte réexposée aux vagues va reculer autant que ce qu'elle avait avancé, cela se compte en plusieurs centaines de mètres par an, et touche 80 % du littoral guyanais. C'est le cas de Macouria dont le bourg de Tonate est une ancienne plage piégée derrière des mangroves pendant des décennies qui se sont fortement érodées depuis 2015. Certains secteurs sont à érosion chronique, comme Awala-Yalimapo, on enregistre un recul de 1 à 5 mètres par ces 10 dernières années. »

Guillaume Brunier poursuit : « Aujourd'hui, 2 à 3 personnes travaillent sur ces dossiers. Nous avons compilé les données du secteur de Macouria et nous sommes en train de finaliser les analyses complémentaires sur ces données (chronologie des arrivées et départs des bancs de vase, prise en compte du changement climatique). L'étape suivante va consister à définir les vitesses de recul, en fonction des types de sols (banc de vase ou ancienne plage sableuse). Pour l'étude qui concerne Awala-Yalimapo, la convention sera proposée prochainement. Dans ce cas, il s'agit d'actualiser un document existant en introduisant les notions de changement climatique et en appliquant certains outils utilisés pour Macouria. Dans les deux cas, nous prévoyons un rendu l'année prochaine ».

L'EUROPE S'ENGAGE EN
GUADELOUPE



CAP SUR 2027 !

**PROGRAMMES
EUROPÉENS**

FEDER - FSE+ - FEADER - FEAMPA

Vous avez *un projet* ?

RECHERCHE - INNOVATION - NUMÉRIQUE - COMPÉTITIVITÉ - ENVIRONNEMENT
FORMATION - EMPLOI - AGRICULTURE - PÊCHE - AQUACULTURE



www.europe-guadeloupe.fr

RETROUVEZ TOUTES LES INFORMATIONS SUR LES FINANCEMENTS
EUROPÉENS EN GUADELOUPE SUR LE SITE INTERNET DÉDIÉ

happy birthday



En décembre...
**JE NE ME REFUSE
AUCUN PLAISIR !**

Happy Beauty

RAIZET
0590 28 15 98

LAMENTIN
0590 8118 61

LE MOULE
0590 236 306

ABYMES
0590 47 46 34

JARRY
0590 98 57 53

CAPESTERRE
0590 92 74 63

PARIS ALESIA
01 45 39 25 29

-15%

OFFRE DE BIENVENUE
sur votre premier chouchoutage
sur présentation de ce coupon

DU 1^{er} AU 31
DÉCEMBRE

www.happybeauty.fr

[f](#) [t](#) [v](#) [i](#) [d](#) [e](#) [i](#) [n](#) [s](#) @HappyBeauty

“Que **cherchez**-vous ?”

Réponses courtes et précises des jeunes chercheurs et docteurs de l'université des Antilles-Guyane.

Texte Sarah Balay

Esther Eloidin

“Quels sont les liens entre les chants et l'identité”

Quel est l'intitulé de votre thèse ?

“Regard anthropo-musicologique sur l'évolution de la société martiniquaise à travers les chansons antillaises du XIXe au XXIe siècle.”

Où et quand l'avez-vous soutenue ?

Le 6 octobre 2023 à l'université des Antilles - Pôle Martinique.

Pouvez-vous résumer vos travaux en une phrase ?

Comment les chansons coquines antillaises aident à mieux comprendre les problèmes de nos sociétés.

Quelles sont les applications concrètes de votre étude ?

- 1 - La reconnaissance de la fonction sociale du «canteur*» coquin, paillard, obscène et pornographique au sein de la société antillaise ;
- 2 - La valorisation du statut de musicien professionnel ainsi que la mise en lumière des grands orchestres comme Les Léopards de Saint-Pierre qui ont permis de faire rayonner le «kanman» martiniquais ;
- 3 - La nuance entre chansons coquines et chansons paillardes, ainsi que la gradation entre les chansons obscènes ou pornographiques, sans oublier les chansons grivoises ;
- 4 - Les chansons du répertoire coquin et paillard, notamment du XIXe siècle, mettent en évidence un pan de l'histoire martiniquaise longtemps occulté : le devenir des anciens esclavagisés. Trop souvent, l'image du « nègre fainéant » est dépeinte.



D'où l'importance de mes travaux : rappeler qu'ils étaient prêts pour cette libération. Comment se sont-ils organisés ? Que sont-ils devenus ? Toutes ces réponses contribuent à replacer les héros historiques martiniquais à leur vraie place et à redonner au peuple fierté et volonté d'aller de l'avant ;

- 5 - L'évolution des chansons coquines et paillardes vers des formes plus vulgaires, voire obscènes, nous pousse à réfléchir sur notre identité. Au-delà des concepts de Négritude, de Créolité ou d'Antillanité, la question centrale de mes recherches est : qui sommes-nous et comment nous définir au XXIe siècle ?

Quels sont vos projets après votre thèse ?

Je souhaite partager mes travaux à travers différents formats (colloques, conférences, articles, formations...) et développer des projets pour préserver le patrimoine artistique et culturel martiniquais, en collaboration avec les institutions. J'aimerais aussi faire connaître Chanté malélivé, une série d'entretiens filmés, réalisée avec le cinéaste martiniquais Christian Foret.

*Le mot «canteur» vient de cantologie une discipline initiée par Stéphane Hirschi, spécialiste de la chanson française dans les années 1980 qui permet d'aborder la chanson sous tous ses aspects socioesthétiques et culturels mais également de façon transversale avec les autres disciplines des sciences humaines.

YES MAN : LE « OUI » COMME PLAN DE CARRIÈRE

Au lycée, Yannick Myrtil se projetait comme professeur de mathématiques. Aujourd'hui, entre le monde du web et celui des jeux vidéo, l'expert digital explique sa réussite par sa capacité à dire "oui" aux opportunités. Texte Marie Ozier-Lafontaine - Photo Vincent Macher

Était-ce un rêve d'enfant de travailler dans le domaine des jeux vidéo ?

Non, pas vraiment. Je suis de la génération « gameboy » mais je n'imaginai pas à l'époque pouvoir en faire un métier ! Après une première année d'études en mathématiques, j'ai découvert l'univers du web. J'ai créé un blog sur le cinéma et j'ai été fasciné par le fait que mes articles puissent être lus à l'autre bout de la planète ! Je me suis orienté vers des études de design et de développement web, encore rares dans les années 2000. Pour me rendre en cours, je passais tous les jours devant Ubisoft. J'y ai naturellement postulé après avoir obtenu mon diplôme. J'ai d'abord décroché un stage, puis, j'y ai travaillé quelques années plus tard en tant que Digital Marketing Manager, puis responsable de l'activité Influence pour l'Europe. J'ai pu me rendre à des événements comme l'E3 à Los Angeles, le graal pour un passionné de jeux vidéo ! J'ai ensuite effectué des allers-retours entre le monde du web et celui des jeux vidéo. Aujourd'hui, je suis associé chez Levelup, une entreprise spécialisée dans l'analyse des résultats marketing des jeux vidéo.

Vous avez participé à plusieurs lancements de produits, avez-vous déjà pensé à créer votre propre structure ?

J'ai un état d'esprit entrepreneurial, j'aime l'idée de partir d'une feuille blanche pour créer quelque chose. C'est extrêmement gratifiant de voir des projets prendre vie, se concrétiser. C'est ce que j'ai fait chez Ubisoft, en déployant le nouveau segment des influenceurs ; chez Complay, en développant l'offre de formation ; chez Digicel, en lançant Wizzee, et aujourd'hui chez Levelup, en participant à la montée en puissance d'une plateforme innovante. Si l'entrepreneuriat me

tente, j'apprécie pour l'instant de travailler au sein de structures qui me donnent l'opportunité d'être créatif et de toucher à tout.

Vous dites que vous avez eu de la chance dans votre parcours, pourquoi ?

Je parle de chance parce que j'ai souvent fait des choix risqués, qui se sont finalement révélés être les bons. J'ai par exemple refusé un CDI chez SQLI pour un stage chez Ubisoft, je suis parti en Australie apprendre l'anglais pour prétendre à des postes intéressants chez Ubisoft ; alors qu'ils me proposaient un emploi, j'ai quitté LinkedIn pour venir travailler en Martinique... Ces décisions auraient pu être perçues comme irrationnelles, mais elles ont fait toute la différence dans ma carrière. Comme le dit le professeur de psychologie et de management Philippe Gabilliet : « La meilleure façon d'avoir des opportunités, c'est d'en devenir une soi-même ». C'est exactement ce que j'ai essayé de faire.

BIO EXPRESS

Né en Martinique en 1985, Yannick Myrtil commence ses études en mathématiques avant de se tourner vers le web. Il obtient un diplôme en infographie et webdesign à l'ETPA de Toulouse, puis poursuit à HETIC, une école pionnière du web à Paris. Il rejoint Ubisoft, puis enchaîne les postes chez LinkedIn, Complay, Digicel, GameAnalytics, Skillshare. Il est aujourd'hui associé et directeur du développement chez Levelup.



- ENTREPRISES

80%

des handicaps sont des "handicaps invisibles"

55% DES DEBOE* SONT EN CHÔMAGE DE LONGUE DURÉE

(-2 points en un an)
* demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi

En chiffres

Travailler EN SITUATION DE handicap

« Handicap et parcours professionnel : comment assurer une vraie égalité des chances ? », la thématique de la 28e semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées (SEEPH), du 18 au 24 novembre, est l'occasion de se pencher sur quelques chiffres. Texte Floriane Jean-Gilles

1 205 000

personnes handicapées en emploi, soit 4,3% de l'ensemble des personnes en emploi. (chiffre national, 2023)

La part des BOE dans les retours à l'emploi :

1,7% en Martinique
1,9% en Guadeloupe
2% en Guyane

6% DE TRAVAILLEURS HANDICAPÉS

minimum, pour toute structure employant plus de 20 personnes, publique ou privée.

45% :

TAUX D'ACTIVITÉ des travailleurs handicapés en 2023 (en hausse par rapport à 2022)

12%

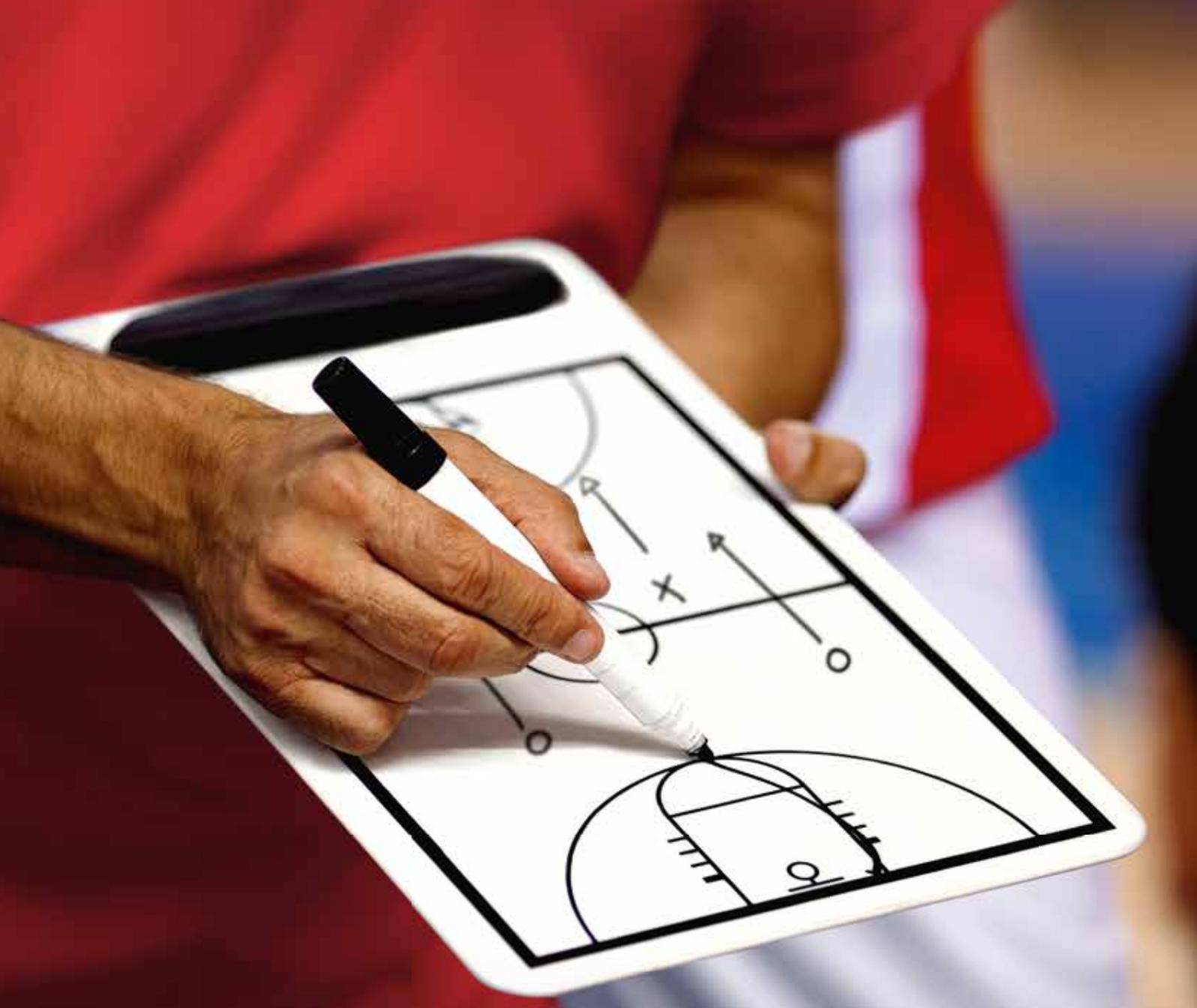
c'est le **TAUX DE CHÔMAGE** des travailleurs handicapés en 2023 (stable par rapport à 2022), soit 1,7 fois plus que la moyenne nationale.

800 ENTREPRISES ADAPTÉES

emploi 40 500 salariés handicapés. (source UNEA, 2023)

3,1 MILLIONS DE BÉNÉFICIAIRES DE L'OBLIGATION D'EMPLOI

(BOE), en 2023, dont **50% DES FEMMES.**



Pour l'épargne comme pour le sport, mieux vaut avoir un bon coach.

**Assurance vie, Plan Epargne Retraite, Diversification financière,
prenez rendez-vous avec votre conseiller.**

Investir vous expose à un risque de perte en capital.



**CAISSE
D'ÉPARGNE**

Vous être utile.

Banque & Assurances

Document à caractère publicitaire et sans valeur contractuelle.

BPCE - Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 197 856 880 euros - Siège social : 7, promenade Germaine Sablon 75013 PARIS - RCS Paris N°493 455 042, intermédiaire d'assurance immatriculé à l'Orias sous le N° 08 045 100 www.orias.fr - Contrat d'assurance distribué par votre Caisse d'Épargne - ALTMANN + PARTNERS - Crédit photo : Getty Images.



Insertion

MOBILISATION POUR LE HANDICAP

Martine Ledieu (cheffe de projet PRITH Guyane), Erwan Leastic (délégué régional Uniformation Antilles-Guyane), Aurélie Charton (coordinatrice PRITH Guyane), Frédérique Madelaine (déléguée COORACE Guyane), Mehdi Khodjet El Khil (conseiller emploi formation Uniformation Guyane)

Le 22 novembre à Cayenne, les partenaires de la cohésion sociale proposent une journée de rencontre entre les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) et les chercheurs d'emploi en situation de handicap pour améliorer l'inclusion de ce public fragile.

Texte Adeline Louault – Photo Ronan Liétar

Dans le cadre de la Semaine européenne pour l'emploi des personnes en situation de handicap (SEEPH), du 18 au 24 novembre, L'Accordeur accueille un événement multi-partenarial inédit. « Née de la volonté conjointe d'Uniformation, l'opérateur de compétences de la cohésion sociale, de Coorace Guyane, la délégation régionale du réseau national de l'IAE et de l'économie sociale et solidaire, et de la coordination du PRITH (Plan régional d'insertion des travailleurs handicapés), cette journée de rencontre a pour but de favoriser les liens entre les structures d'insertion par l'activité économique et l'ensemble des acteurs intervenant dans l'accompagnement des personnes en situation de handicap », précise Mehdi Khodjet El Khil, conseiller emploi formation chez

Uniformation Guyane. Deux actions phares sont prévues : la présentation d'une offre de professionnalisation pour les salariés des structures IAE et un job dating spécial IAE pour les travailleurs handicapés.

UNIFORMATION OPCO DE LA COHÉSION SOCIALE, ACTEUR DU DÉVELOPPEMENT LOCAL

Grâce à un travail de proximité, Uniformation apporte réponses et solutions au plus près des intérêts et de la réalité des entreprises de la cohésion sociale, employeurs et salariés. Il les oriente dans les financements de la formation professionnelle et les accompagne sur des aspects d'emplois, d'ingénierie pédagogique, de parcours RH : recrutement par l'alternance, insertion, gestion

prévisionnelle des emplois et des compétences. 315 entreprises principalement associatives bénéficient de l'offre de services déployée sur tout le territoire y compris en communes éloignées dont celles du Parc amazonien de Guyane.

L'Opco agit également sur l'emploi et la formation par la recherche de solutions innovantes permettant de renforcer l'offre de formation locale qu'elle soit certifiante (enregistrée au Répertoire national des certifications professionnelles) ou sur des enjeux majeurs (transition écologique, formations juridiques, métiers, etc.).

Grâce aux cofinancements et partenariats divers, Uniformation déploie le plan d'investissement dans les compétences pour l'insertion par l'activité économique



(PIC IAE) pour faire face aux problématiques locales d'illettrisme, d'accès à l'emploi sur des métiers en tension et de parcours de formation pour l'accès à la certification des compétences et des métiers. « Uniformation participe au développement des compétences des entreprises locales et donc facilite leur pérennité », assure Mehdi Khodjet El Khil. « Nous avons engagé près de 4,2 millions d'euros en 2023 — dont près de la moitié au titre du PIC IAE ».

COORACE ACCOMPAGNE L'IAE EN GUYANE

Coorace Guyane, délégation régionale du réseau national de l'économie sociale et solidaire, accompagne les acteurs de l'IAE dans leur professionnalisation et leur structuration. « On sait que c'est notamment par la formation des salariés permanents qu'on va réussir à développer et à consolider les associations et entreprises du secteur », explique Frédérique Madelaine, déléguée Guyane. Pour Coorace Guyane, l'événement du 22 novembre est capital : « Il met en valeur l'utilité sociale de nos

structures, souvent méconnue ; il permet à l'ensemble des acteurs de la cohésion sociale d'échanger ; enfin, il répond à deux de nos objectifs : aller vers les publics éloignés de l'emploi, ici les personnes en situation de handicap, mais aussi sensibiliser les salariés permanents de nos structures au monde du handicap en vue de proposer à ceux qui sont intéressés un cycle de professionnalisation leur permettant d'avoir les bases pour accueillir et accompagner vers l'emploi des travailleurs handicapés et de savoir vers quel organisme spécialisé ils peuvent s'orienter en fonction de leurs besoins ».

LE PRITH RENFORCE LA COORDINATION ENTRE LES ACTEURS DE L'EMPLOI-FORMATION-HANDICAP

Outil d'appui de la gouvernance territoriale des politiques de l'emploi des personnes en situation de handicap, le PRITH est un collectif de partenaires qui s'engage pour l'insertion et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap. En Guyane, il est financé par la DETCC/

DGCOPOP, l'AGEFIPH Antilles-Guyane et le FIPHFP. « Le 22 novembre, le PRITH intervient en tant que facilitateur. Notre rôle est de coordonner les actions et de favoriser la mise en relation des différents acteurs », précise Martine Ledieu, cheffe de projet du PRITH. « L'entrée en emploi des PSH est parfois compliquée (illettrisme, peu de qualification), le secteur de l'IAE propose un accompagnement psycho-social, des horaires adaptés, permet d'évoluer dans un métier. Cette flexibilité et cette attention portée aux publics fragiles en font une porte d'entrée idéale dans le monde du travail, une sorte de starter pour augmenter l'accessibilité à l'emploi des PSH ». Afin d'assurer l'efficacité du job dating, l'équipe du PRITH est allée à la rencontre des prescripteurs et des SIAE. « Nous leur avons adressé un questionnaire pour sonder leur connaissance du handicap et leur souhait de collaborer avec les acteurs du handicap. Les retours sont très positifs, on ressent une vraie volonté de prendre en compte ce public », ajoute Aurélie Charton, coordinatrice du PRITH.

Immobilier

COLLABORER AU LIEU DE CONCURRENCER

Pablo Yahuda lance **MLS Caraïbes**, le label de l'immobilier collaboratif, destiné à dynamiser le marché immobilier en Guadeloupe et à Saint-Martin. Ce réseau permet aux agences d'optimiser leurs transactions immobilières et de renforcer la solidarité professionnelle. Texte Marie Ozier-Lafontaine



Pablo Yahuda, fondateur de MLS Caraïbes

UN OUTIL COLLABORATIF AU SERVICE DES AGENTS IMMOBILIERS

Depuis son installation à Saint-Martin en 2016, Pablo Yahuda a étudié le marché immobilier local, noté ses particularités et réfléchi à la meilleure stratégie pour contribuer à le développer. Quand il découvre le modèle MLS lors d'un voyage professionnel sur la Côte d'Azur, il est tout de suite convaincu. Le principe est simple : chaque agent immobilier partage ses mandats exclusifs avec les autres membres du réseau sur la plateforme MLS de son territoire, offrant ainsi à chacun une base de biens plus large à commercialiser. En retour, les commissions sont partagées, créant un cercle vertueux de collaboration. « Ce label de l'immobilier collaboratif répond parfaitement aux attentes des clients vendeurs et acquéreurs de biens immobiliers. MLS est une référence sur les marchés immobiliers des États-Unis et du Canada. Sur la Côte d'Azur, ce système, implanté depuis 22 ans, regroupe aujourd'hui plus de 500 agences ! C'est un gage de sérieux et de qualité. »

DES RÈGLES STRICTES, UNE GARANTIE DE TRANSPARENCE

Pour garantir le bon fonctionnement du système, les agences labellisées doivent respecter certaines règles. Chaque bien sous mandat exclusif doit être inscrit sur la plateforme, assurant une diffusion rapide et une collaboration transparente entre agents. De plus, seuls les agents disposant d'une agence physique et d'une carte professionnelle peuvent adhérer à MLS Caraïbes. Un audit annuel est prévu pour vérifier que les engagements en

termes de publication de mandats sont respectés. « L'objectif est de mettre en avant l'intérêt du client, même si cela implique de partager les commissions », souligne Pablo Yahuda. En effet, dans un marché souvent marqué par la concurrence, ce système encourage la solidarité et permet une meilleure sécurisation des transactions.

UNE ADHÉSION QUI BOOSTE LE CHIFFRE D'AFFAIRES

Pour Pablo Yahuda, l'adhésion à MLS Caraïbes représente une opportunité unique pour les agences immobilières de la région d'augmenter leur chiffre d'affaires. « En collaborant, les agences accèdent à un réseau élargi de biens, ce qui dynamise les ventes et leur offre une meilleure connaissance du marché », explique-t-il. Sept agences ont rejoint la plateforme, quatre en Guadeloupe et trois à Saint-Martin. Pablo Yahuda s'est fixé comme objectif de réunir 50 agences partenaires d'ici fin 2025. Afin d'accompagner ce développement, des événements réguliers tels que des rencontres et des petits-déjeuners professionnels seront organisés. « Il ne suffit pas de créer une plateforme, il faut aussi animer le réseau. Je serai présent sur le terrain pour rencontrer les agents et échanger avec eux. Je serai aussi accompagné à distance par Thomas Gheerbrant, agent immobilier sur la Côte d'Azur et vice-président du MLS Côte d'Azur », ajoute Pablo Yahuda. Le lancement officiel de MLS Caraïbes aura lieu le 14 novembre prochain au restaurant La Badiane à Valombreuse, lors d'une soirée destinée à présenter MLS Caraïbes, réseauter et répondre aux questions des agences intéressées.



*Thomas Gheerbrant, vice-président
du MLS Côte d'Azur*

Bio express

Né au Brésil d'un père canadien et d'une mère brésilienne, Pablo Yahuda se découvre une passion pour l'immobilier après avoir travaillé dans la location temporaire pour des professionnels à Montréal. Il s'installe à Saint-Martin en 2016 où il fonde l'agence Oceano Homes. Avec son équipe, il exerce son métier avec la même passion qu'à ses débuts, et reste attaché à une approche humaine de son métier, où le relationnel client est déterminant. Aujourd'hui, avec MLS Caraïbes, il souhaite transformer le secteur immobilier de la région en favorisant une approche collaborative et solidaire.

DE L'ENJEU D'ÊTRE (BIEN) ACCOMPAGNÉ !

Réseau Entreprendre Guadeloupe promet à ses lauréats des conseils avisés d'entrepreneurs expérimentés, un appui financier et un réseau à l'écoute...
Démonstration à travers 2 témoignages.

Texte par notre partenaire - Photo Lou Denim

LAURENT BONNET,
ACCOMPAGNATEUR
BÉNÉVOLE RÉSEAU
ENTREPRENDRE :



« En tant que membre de Réseau Entreprendre Guadeloupe, j'accompagne bénévolement Hassan Hatilip qui a repris un magasin d'optique. Mon rôle est de lui apporter un soutien personnalisé sur 3 ans, en partageant mon expérience et en l'aidant à relever les défis liés à la gestion et au développement de son entreprise. Cet engagement bénévole reflète les valeurs de solidarité et d'entraide qui sont au cœur de notre association. »

HASSAN HATILIP,
LAURÉAT RÉSEAU
ENTREPRENDRE :

« Après 15 années d'expérience au sein de Lynx Optique, j'ai eu l'opportunité de pouvoir en faire l'acquisition. Aussi j'ai ressenti le besoin d'être bien entouré pour mener à bien cette nouvelle

aventure. Au cours de ces années, j'ai acquis une connaissance approfondie du métier, de nos produits et des attentes de notre clientèle. Reprendre l'entreprise était une réelle opportunité pour moi, mais cela s'accompagne de nouveaux défis, tant en matière de gestion que de stratégie.

En rejoignant Réseau Entreprendre Guadeloupe j'ai trouvé bien plus qu'un soutien financier pour finaliser cette reprise : un accompagnement précieux et personnalisé.

Même avec une solide expérience, l'appui de personnes qui ont une expérience de l'entrepreneuriat est inestimable. Je pense notamment à Line Charles-Hélène et Sarah Duhamel qui réalisent un travail phénoménal et qui m'ont apporté un soutien sans faille pendant tout le processus de recherche de financement et de reprise ; Laurent Bonnet, mon accompagnateur, qui me permet d'anticiper et de faire face aux futures difficultés de mon nouveau statut de chef d'entreprise, en m'apportant son expérience et son expertise.

L'accompagnement offert par Réseau Entreprendre Guadeloupe permet non seulement de bénéficier de conseils avisés, mais aussi de faire partie d'un réseau d'entrepreneurs partageant les mêmes valeurs de solidarité, d'entraide et de bienveillance. Pour moi, ces échanges avec d'autres dirigeants lors des différents clubs des lauréats (avec des intervenants

variés) enrichissent énormément ma vision et mon approche de l'entrepreneuriat.

Ce qui m'a particulièrement séduit dans cette association, ce sont les valeurs communes que nous partageons. L'idée que chaque entrepreneur puisse, à son tour, aider les autres est un concept que je trouve admirable. À travers cet accompagnement, j'aspire non seulement à faire grandir mon entreprise, mais aussi à contribuer, à l'avenir, à aider d'autres entrepreneurs en retour.

En conclusion, rejoindre Réseau Entreprendre Guadeloupe est pour moi une manière d'assurer la réussite de cette nouvelle étape de ma vie tout en m'inscrivant dans une dynamique de partage et de croissance à long terme. »



LES VILLAS DE MARIE-GALANTE

Bienvenue aux villas Coccoloba & Jacaranda

Nous avons à cœur de vous proposer des villas offrant de superbes prestations à Marie Galante. Une des rares îles de la Caraïbe à conserver un charme authentique, préservé et intime. Sur un grand terrain de 7000 m2 vue mer, chaque villa est indépendante et dotée d'une capacité d'accueil de 8 personnes, d'un grand jardin paysager et d'une piscine privée. Les villas Coccoloba et Jacaranda se trouvent à 250 mètres de la plage calme et protégée de Petite Anse, lagon paradisiaque idéal pour les familles avec enfants.



Capesterre



Coccoloba



Jacaranda



Réservez dès à présent sur :

www.villamariegalante.com

Tél.: 0690 42 10 01 / 590 690 421 001

contact@villamariegalante.com

Banque

NOUVELLE AGENCE !

La **Caisse d'Épargne CEPAC** ouvre un nouveau chapitre dans la ville du Moule avec la création de l'agence bancaire Baie Side. Visite guidée avec la directrice d'agence, Nathalie Viardot et le directeur du territoire commercial Grande Terre, Max Ramssamy Texte Rédaction - Photo Lou Denim

Issue de la fusion de deux points de vente installés depuis plus de 30 ans, cette nouvelle agence, inaugurée le 22 novembre, marque une étape importante dans l'engagement de la Caisse d'Épargne CEPAC à offrir des services bancaires de proximité et de qualité à ses clients.

UN PROJET AMBITIEUX ET ATTENDU

Ce projet, qui a duré plusieurs mois, a mobilisé de nombreuses équipes et ressources pour offrir aux clients un espace moderne, convivial et fonctionnel. La directrice d'agence, Nathalie Viardot, partage son enthousiasme : « Nous sommes très heureux de pouvoir enfin accueillir nos clients dans cette nouvelle agence. Ce projet a été long et complexe, mais le résultat en vaut la peine. Nous avons hâte de pouvoir proposer un meilleur service, encore plus personnalisé ».

UN SERVICE DE PROXIMITÉ RENFORCÉ

Le regroupement des équipes en une seule agence permet de centraliser les compétences et de renforcer la cohésion. Max Ramssamy, le directeur de territoire commercial Grande-Terre précise : « Cette fusion nous permet d'affirmer notre présence au Moule et de mieux répondre aux besoins de nos clients. Nous avons investi dans des technologies de pointe offrant des services bancaires modernes, tout en conservant l'aspect humain, au cœur de notre relation clients ».

UN EMPLACEMENT STRATÉGIQUE

Située dans la zone de Baie Side,



Max Ramssamy, directeur du territoire commercial Grande Terre et Nathalie Viardot, directrice de l'agence de Baie Side

emplacement stratégique et en plein développement, la nouvelle agence est facilement accessible et dispose de nombreuses commodités pour un accueil dans les meilleures conditions. Ses conseillers sont à pied d'œuvre afin de mettre à profit leur expertise en gestion de patrimoine, en solutions de financement adaptées et en conseils personnalisés, déjà accessibles sur les services de banque au quotidien en ligne et mobiles.

UN ENVIRONNEMENT PROPICE AUX ÉCHANGES

La modernité des locaux, combinée à un design ergonomique, offre un

environnement agréable et propice aux échanges. Les clients pourront profiter d'un espace d'accueil chaleureux, de salles de réunion privées pour des consultations personnalisées, et d'un accès facilité aux services bancaires grâce à des équipements de dernière génération.

UN ENGAGEMENT ENVERS LA COMMUNAUTÉ

Nathalie Viardot conclut sur l'importance de ce nouvel ancrage pour construire ensemble l'avenir du Moule : « Nous sommes fiers de pouvoir contribuer au développement économique du Moule et de la Guadeloupe. Cette

nouvelle agence est un symbole de notre engagement envers le territoire et de notre volonté de soutenir les initiatives locales ». Un engagement qui s'illustre par une présence renforcée, une équipe investie composée de 7 collaborateurs et d'une directrice ainsi qu'un maillage consolidé grâce à 7 agences sur le Territoire commercial Grande-Terre.

“ Cette fusion nous permet d'affirmer notre présence au Moule et de mieux répondre aux besoins de nos clients ”

Nathalie Viardot,
directrice d'agence



Horaires d'ouverture

La nouvelle agence est ouverte du mardi au vendredi de 7h30 à 16h15 et le samedi de 7h30 à 12h10. Elle dispose d'un libre-service bancaire, ouvert 7 jours/7 accessible de 6h à 22h.



Emploi

“ PRIORITÉ AU RECRUTEMENT LOCAL ”

GBH crée des dispositifs innovants pour promouvoir le recrutement local. Formations diplômantes, insertion des jeunes éloignés de l'emploi et retour des talents ultramarins : focus sur les actions du groupe en faveur de l'emploi.

Texte Marie Ozier-Lafontaine



Pascal Chavignat, directeur des ressources humaines du groupe GBH

partenariat avec SKILLFOR Campus et l'université de Rouen. Cette formation diplômante, d'une durée d'un an, permet de former les apprenants au poste de manager de rayon dans la grande distribution. « C'est une opportunité unique pour les participants d'évoluer dans leur entreprise », explique Pascal Chavignat. À l'issue de cette formation en alternance, les collaborateurs accèdent à des postes à responsabilités. « Le but est qu'à terme, ils puissent continuer à progresser vers des postes de chefs de département, puis de directeurs de magasin. » La formation est ouverte à tous les acteurs de la grande distribution. Depuis son lancement, sept promotions ont vu le jour aux Antilles-Guyane et

à la Réunion, permettant chaque année à une vingtaine de salariés de bénéficier de ce levier d'évolution professionnelle.

INSÉRER LES JEUNES ÉLOIGNÉS DE L'EMPLOI

GBH s'implique aussi en faveur des jeunes éloignés de l'emploi, en leur proposant un parcours de professionnalisation, notamment dans des secteurs en tension, comme celui de la mécanique automobile. Le dispositif « Tremplin pour l'emploi », créé en partenariat avec des acteurs locaux tels que France travail, les Missions locales et le RSMA, vise à intégrer ces jeunes dans un parcours d'insertion en deux phases : une première phase de 6 mois au RSMA, consacrés à

Pascal Chavignat, directeur des ressources humaines du groupe GBH, supervise la mise en œuvre de plusieurs dispositifs favorisant l'emploi local. Le groupe, qui emploie plus de 75 % de collaborateurs recrutés sur les territoires ultramarins, affiche son engagement à prioriser le recrutement local, tout en luttant contre la fuite des talents.

FORMER À DES POSTES D'ENCADREMENT

Le groupe a lancé, pour la première fois aux Antilles, la licence professionnelle Commerce et distribution DISTRISUP en



GBH organise un job dating pour les jeunes étudiants et jeunes actifs désireux de travailler dans leur territoire. Avril 2023

l'acquisition des bases du savoir-être en entreprise, suivie de 9 à 15 mois réalisés en alternance entre un CFA et des entreprises du groupe GBH. « Si le jeune réussit ce parcours, il est assuré d'obtenir un diplôme et un CDI. » Ce programme, lancé en Guyane en 2018, puis décliné en Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion, a déjà formé près d'une centaine de jeunes.

LA PREMIÈRE ÉCOLE DES MÉTIERS DE L'AUTOMOBILE DE LA CARAÏBE

Face à la pénurie de mécaniciens formés aux Antilles-Guyane, GBH a créé la première École des métiers de l'automobile de la région, basée en Guyane. Ce CFA, ouvert il y a un an, propose des formations en mécanique pour des jeunes en apprentissage. Les cinq premiers apprentis de la promotion ont obtenu un titre professionnel de niveau CAP mécanique. Une seconde promotion prépare actuellement un diplôme de niveau bac professionnel. « Nous répondons à un besoin important en main-d'œuvre qualifiée dans ce secteur, tout en offrant des perspectives aux jeunes du territoire », souligne M. Chavignat. À terme, l'école envisage de former des jeunes pour toutes les entreprises du secteur automobile, renforçant ainsi son rôle de contributeur au marché de l'emploi.

18 - 25 ANS **GUADELOUPE**

TREMPLIN POUR L'EMPLOI

GBH **RSMA GUADELOUPE**

UN PARCOURS DE FORMATION POUR DEVENIR
TECHNICIEN-NE ÉLECTROMÉCANICIEN-NE AUTOMOBILE
 FORMATION DIPLOMANTE NIVEAU BAC PRO (NIVEAU 4)
 AVEC UN CONTRAT EN FIN DE FORMATION VALIDÉE

POSE VITE TA CANDIDATURE

SCANNE-MOI POUR + D'INFOS ET INSCRIPTION
 www.rsma.gp

ET SUIS-NOUS SUR
 tremplinpourlemploiGBH
 tremplin_pour_emploi_GBH



Faire revenir les talents

Avec le label « Avenir Outremer By GBH », le groupe souhaite inciter les ultramarins ayant quitté leur région pour leurs études ou leur carrière à revenir au pays. Chaque année, des événements comme des afterworks ou des interventions dans les écoles de commerce sont organisés dans l'Hexagone pour présenter aux jeunes talents, notamment ultramarins, les opportunités de carrière au sein du groupe. Le dernier afterwork à Paris a réuni 130 participants. Une vingtaine d'entre eux ont été recrutés par GBH à la suite de cette opération. Des campagnes de recrutement digital ont également été lancées pour toucher ces profils hyperconnectés. L'enjeu : montrer à ces jeunes que des carrières enrichissantes les attendent ici, avec de belles perspectives d'évolution.

Rencontres

LE COMMERCE EN GUADELOUPE, ÇA BOUGE !

Le 10 octobre, le centre commercial Destreland à Baie-Mahault accueillait un jeu de piste à la découverte des métiers du commerce. Destinée aux jeunes, cette expérience interactive proposée par l'**Opcommerce Antilles-Guyane** et ses partenaires a recueilli un franc succès.

Texte Adeline Louault – Photo Lou Denim

Lancée par l'Opcommerce, la 1^e édition des Rencontres des métiers du commerce s'est déroulée dans toute la France du 9 au 23 octobre à travers plus de 200 événements variés. L'objectif ? Promouvoir la diversité des métiers du commerce auprès des jeunes, par le biais de la marque sectorielle « Le commerce, ça te bouge ».

En Guadeloupe, la délégation régionale a conçu « le circuit de la découverte des métiers », un jeu de piste original, adapté aux besoins des entreprises en matière de recrutement. « L'idée était de valoriser les métiers en tension tout en permettant aux jeunes d'acquérir une meilleure compréhension des opportunités de carrière qui s'offrent à eux », précise Sandrine Natolo, déléguée territoriale Antilles-Guyane de l'Opcommerce.

Le Centre commercial Destreland, le groupe GBH, les enseignes Carrefour, Mr Bricolage, Décathlon, Eurogold, Cultura, Courir, Muy Mucho, Alain Afflelou, City Sports et MicroForce se sont mobilisés pour accueillir pendant une matinée une centaine de participants parmi lesquels des élèves du lycée Ducharmoy de Saint-Claude et du lycée Carnot de Pointe-à-Pitre, des jeunes diplômés, des demandeurs d'emploi, des personnes en recherche d'alternance ou en reconversion.

UN PARCOURS IMMERSIF

Accompagnés sur place par France

Travail, la Mission locale, l'APEC, l'association NQT, le RSMA et le Rectorat de Guadeloupe, les jeunes étaient invités à naviguer dans l'infrastructure pour résoudre des énigmes et relever des défis. Cette aventure interactive les a menés vers différents secteurs, tels que les métiers de bouche, le management, la vente, l'optique, la bijouterie et l'horlogerie, le bricolage, la papeterie et la bureautique, ainsi que le sport et les loisirs. Les candidats ont ainsi eu l'opportunité d'interagir directement avec les professionnels et d'obtenir des conseils personnalisés. « Et s'ils manquaient de temps pour poser des questions, un QR code les renvoyait vers la fiche métier correspondante sur notre plateforme "Perspective commerce" qui est une véritable mine d'informations », poursuit Sandrine Natolo. À l'issue du jeu, les équipes gagnantes ont reçu des lots composés de casques de gaming, de bons d'achat, de kits de sport, de bijoux fantaisies, de goodies Opcommerce, etc. Enthousiasmés par l'expérience, les participants, qu'ils soient candidats ou partenaires de l'Opcommerce en Guadeloupe, réclament déjà une nouvelle édition. « Avec cette action innovante, mes collaborateurs et moi-même avons voulu apporter autant aux jeunes qu'aux professionnels et, surtout, faciliter le lien entre eux. Les retours positifs nous confortent dans notre mission », se félicite Sandrine Natolo.



7 180 salariés
Avec près de 1 266 entreprises adhérentes, l'Opcommerce Guadeloupe et ses 20 branches professionnelles représentent plus de 7 180 salariés, dont 85 % en CDI. Une majorité de métiers est accessible en alternance : 593 contrats d'apprentissage ou de professionnalisation ont été signés en 2023 en Guadeloupe.

bonfilon

by EWAG

Vous recherchez un **talent** ?



Vous recherchez un **emploi** ?

Trouvez celui ou celle qui partage vos valeurs sur **bonfilon.info**

Inscrivez-vous

ANTILLES - GUYANE



Dans le bureau de...

TONY ALLAGUY SALACHY

Chefs d'entreprise, directeurs du secteur privé ou public, présidents d'association, leaders nés ou révélés, comment conduisent-ils équipes et projets ? Ce mois-ci, plongée dans la vie professionnelle du président de l'association Alternative Espoir.

Texte Alix Delmas - Photo Jean-Albert Coopmann

Votre heure de réveil ?

5 heures du matin et je suis rarement couché avant 23 heures !

Quelle est la première chose que vous faites en arrivant au bureau le matin ?

J'ai trois bureaux (sourire). Comme psychologue, je suis salarié d'une institution et exerce également en libéral. Mon cabinet se situe juste à côté

du siège de l'association que j'ai co-fondé en 2014.

Tous les jours, mon premier réflexe est de faire le point avec l'assistante de gestion et le coordinateur des services. Je consulte mes mails en continu et appelle mes collaborateurs, il ne faut pas passer à côté des urgences.

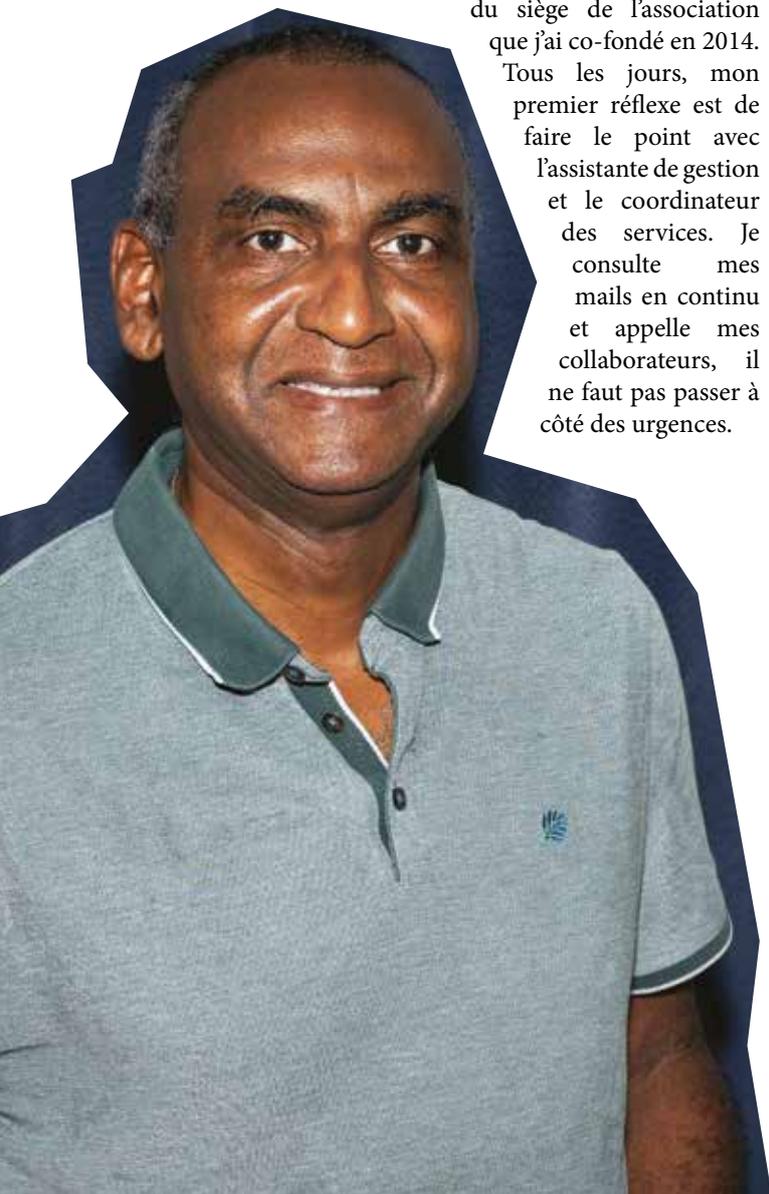
Qu'avez-vous appris en étant sur le terrain ?

J'ai appris le management d'une entreprise et au quotidien, ma formation me sert dans la gestion des ressources humaines. Nous sommes passés d'un salarié en 2014 à 8 aujourd'hui en CDI sans compter les vacataires et prestataires. Surtout, on peut dire que j'ai appris l'auto-financement, pour ne pas dépendre que de subventions. Et d'ici 2026, nous espérons pouvoir atteindre notre objectif. Nous avons la chance d'avoir des mécènes, pour nous soutenir dans nos actions.

Que voudriez-vous transmettre ?

Le goût du militantisme (sourire). C'est beaucoup de travail, certains jours sont difficiles, mais je ne conçois pas ma vie autrement. Ma foi est aussi un moteur. J'aurais pu me satisfaire de ma vie professionnelle et de ma vie de famille, un emploi du temps déjà bien rempli mais notre association répond à un réel besoin sur le territoire. Aujourd'hui nous avons un plateau technique qui rassemble une équipe pluridisciplinaire au service des enfants et de leurs parents, un centre de formation en Martinique avec des contenus qui, jusqu'alors n'étaient disponibles que dans l'hexagone. C'est une joie pour moi.

Alternative Espoir est une association loi 1901 fondée en 2014, agréée par l'ARS et l'Éducation nationale. Elle soutient et accompagne les enfants (et leurs parents) qui présentent des troubles spécifiques des apprentissages (Dys). L'association coordonne également les PAEJ (Point accueil écoute jeune) du secteur sud de la Martinique. Pour en savoir plus : <https://www.alternative-espoir.com>



Tendance au travail

Un Noël en équipe, durable et solidaire

Pourquoi ne pas profiter de la période de Noël pour réinventer le team building ? Entre engagement écologique et partage, voici quelques idées pour offrir à ses équipes des moments de cohésion qui ont du

SENS. Texte Sarah Balay

RANDONNER UTILE !

En cette fin d'année festive, on troque bureaux et claviers contre une paire de baskets et une immersion en pleine nature ! De quoi revigorer l'équipe et renforcer la cohésion. Noël oblige, « un petit plus » s'impose. En contribuant à la régénération de l'écosystème, chaque collaborateur pourrait, par exemple, planter un arbre, ou un arbuste symbolique, tout en se sensibilisant à la déforestation.

COLLECTE ET DON SOLIDAIRE.

Nous avons tous dans nos placards quelque chose à donner : vêtements, sacs, chaussures, jouets, ustensiles, nourriture... Profitons de cette période pour faire le tri et penser aux personnes dans le besoin. L'entreprise peut organiser une collecte de ces dons et se rapprocher des associations locales (banque alimentaire, Croix Rouge, Secours catholique, épicerie solidaire, etc.) pour en assurer la distribution. Une belle occasion de renforcer l'esprit de

solidarité tout en apportant une aide concrète à l'approche des fêtes.

UN PIQUE-NIQUE, ÇA SE MÉRITE.

En partenariat avec une association environnementale ou non, une opération nettoyage sur un site naturel (plage, parc, rivière...) est une excellente idée de cohésion d'équipe. Cette activité peut être suivie d'un pique-nique éco-responsable.

Pour adopter une démarche zéro-plastique et zéro-déchet, prévoyez des serviettes et nappes en tissu, des plats faits maison (sandwichs, salades, tartes, fruits, gâteaux...), des contenants réutilisables (en verre, inox...), l'usage de gourdes personnelles, paniers, tote-bags et sacs isothermes.

CUISINER POUR LES PLUS DÉMUNIS

Le temps d'une matinée, les collaborateurs s'improvisent « restaurateurs du cœur ». Le principe : cuisiner en équipe un menu de Noël qui sera redistribué ensuite à

des personnes dans le besoin ou en difficultés via une association ou la Banque alimentaire.

S'ENGAGER ENSEMBLE

Noël rime avec entraide et partage. Une entreprise peut concrètement s'engager en dédiant quelques heures, voire une journée entière, à une bonne cause. Par petits groupes, les collaborateurs peuvent offrir leur soutien là où il est le plus nécessaire : dans un refuge pour animaux, par exemple, ou en organisant des activités pour des enfants défavorisés ou des personnes âgées.

LA FIN DU SECRET SANTA JETABLE

À la place du traditionnel échange de cadeaux entre collègues, pourquoi ne pas opter pour faire un don à une association ou acheter uniquement des produits issus du commerce équitable ou des cadeaux fabriqués par des artisans locaux. Objectif : encourager une consommation plus éthique et soutenir des initiatives locales.



Cotisation foncière des entreprises

Un impôt encore mal connu

La cotisation foncière des entreprises est un impôt local essentiel pour le financement des collectivités territoriales. Elle représente toutefois une charge importante pour de nombreuses entreprises qui, pour la plupart, maîtrisent mal le mécanisme et les évolutions. Texte Sarah Balay



EN CHIFFRES

227€ à 7046€. Il s'agit de la fourchette de la cotisation minimale due en 2022 par l'entreprise selon son chiffre d'affaires et sa localité.

7,6 milliards. C'est le montant en euros de la CFE versé en 2023 en France contre 7,1 milliards en 2022.

243€ C'est le montant minimum (variable chaque année) de la CFE en 2024.

Qu'est-ce que la cotisation foncière des entreprises (CFE) ?

La CFE est un impôt local obligatoire (variable chaque année) qui s'applique à toutes les entreprises françaises, y compris les micro-entreprises. Depuis 2010, elle remplace la taxe professionnelle. Elle est donc l'équivalent de la taxe foncière des particuliers, sauf qu'elle s'adresse aux professionnels (entreprise ou personne physique exerçant une activité régulière non salariée en France, même celle qui exerce depuis leur domicile ou chez leurs clients). L'entreprise ou l'entrepreneur est donc redevable de la CFE dans chaque commune où elle/il dispose de locaux (bureaux, lieu de vente, de stockage, magasin...) et de terrains. Le chiffre d'affaires doit, cependant, être supérieur à 5 000 euros.

À quoi ça sert ?

La CFE est, depuis 2010, l'une des deux composantes de la contribution économique territoriale (CET), perçue par les communes et de leurs groupements, représentant un quart de leurs recettes locales. L'autre composante, la CVAE (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) est répartie entre les communes (25 %), les régions (25 %) et les départements (50 %). Le taux de la CVAE est fixé selon un barème progressif en fonction du chiffre d'affaires. Cette taxe concerne les entreprises qui exercent une activité imposable

à la CFE et qui réalisent plus de 500 000 euros de chiffre d'affaires. La suppression de la CVAE serait annoncée pour 2027.

La CFE est, quant à elle, majorée d'une taxe additionnelle pour permettre le financement des chambres de commerces (CCI) et des chambres de métiers et de l'artisanat (CMA) pour les entreprises qui dépendent de ces réseaux.

Comment est-elle calculée ?

Le taux de CFE est voté librement par les assemblées délibérantes des communes ou des EPCI (établissement public de coopération intercommunale).

Le montant de l'impôt est ensuite calculé différemment selon que l'entreprise dispose d'un local ou non. Si c'est le cas, la base d'imposition dépend de la valeur locative des biens immobiliers (loyer) au cours de l'année N-2 (valeur locative cadastrale X taux CFE). La note finale varie donc beaucoup d'une commune à l'autre.

Si l'on ne dispose pas de local, la valeur locative est remplacée par la base d'imposition fixée par la commune dans laquelle l'entreprise est domiciliée (base d'imposition X taux CFE). Celle-ci est déterminée selon le chiffre d'affaires réalisé.

Peut-on y échapper ?

Certaines professions ne sont pas concernées par cet impôt comme les artisans, les chauffeurs de taxis ou d'ambulance, les vendeurs à domicile indépendants, les coopératives d'artisans, les ports maritimes et autonomes, certains pêcheurs, exploitants et coopératives agricoles, établissements privés d'enseignement, professeurs à domicile, peintres, sculpteurs, photographes, auteurs compositeurs, activités de presse, sage-femme, jeunes avocats, sportifs, etc.

Des exonérations temporaires de CFE peuvent être accordées aux entreprises en raison de leur lieu d'implantation (ZUS, zones urbaines sensibles, par exemple). La loi de finances (2021) a créé une exonération facultative de CFE de 3

ans en faveur des entreprises qui procèdent à la création ou à l'extension d'établissements.

Comment et quand la payer ?

Une déclaration initiale de CFE doit être déposée avant le 1er janvier de l'année suivant la création d'entreprise (formulaire sur le site impots.gouv.fr). L'entreprise reçoit ensuite annuellement un avis d'imposition dématérialisé sur son compte fiscal en ligne.

Pour un montant inférieur à 3 000 euros, le paiement doit être effectué intégralement avant le 15 décembre. Dans les autres cas, un premier acompte (50 %) est attendu avant le 15 juin et un versement du solde avant le 15 décembre.

BON À SAVOIR

Une entreprise est automatiquement exonérée de CFE l'année de sa création (jusqu'au 31 décembre de l'année en cours). Sa base d'imposition est ensuite réduite de moitié l'année suivante.

Sources : economie.gouv.fr ; mon-autoentreprise.fr ; service-public.fr ; impots.gouv.fr



Jean-Nicolas Gonand, Avocat au barreau de la Guadeloupe, Saint-Martin & Saint-Barthélemy

Accompagnement juridique des start-up

UN AVANTAGE COMPÉTITIF

Dans le secteur de l'innovation, où les enjeux juridiques sont multiples et évolutifs, un accompagnement par un expert en droit des affaires est un choix stratégique pour sécuriser le développement et maximiser les chances de succès. Explications avec Jean-Nicolas Gonand, avocat.

Texte Adeline Louault - Photo Lou Denim

QUALIFIER L'INNOVATION, UNE PREMIÈRE ÉTAPE INDISPENSABLE

Étape souvent négligée ou mal comprise, il s'agit de déterminer pour chaque projet ce qui constitue le cœur de l'innovation. Cela va permettre à l'avocat de définir les dispositifs juridiques capables d'offrir une protection optimale : protection de la propriété intellectuelle, c'est-à-dire protection des droits d'auteur, enregistrement de la marque, dépôt de brevet, dessins et modèles, protection du logiciel mais également protection du secret des affaires, accords de confidentialité, etc. Il n'est pas rare qu'aucun outil ne soit parfaitement adapté à la situation. Il faut alors jouer sur une combinaison de plusieurs dispositifs. S'il manque cette étape, l'entrepreneur aura du mal à valoriser son produit et à lutter contre la concurrence.

FAIRE L'ÉTAT DES LIEUX DES OUTILS UTILISÉS DANS LE CADRE DU PROJET

Personne ne part d'une page blanche pour créer un produit, quelle que soit l'innovation mise en œuvre. Chaque projet s'inscrit dans

un environnement technique donné et fait souvent appel à des outils fournis et développés par des tiers. Pour créer un logiciel par exemple, le porteur de projet va prendre appui sur un certain nombre de briques logicielles. Mais avant de vendre son produit, il doit s'assurer que les licences liées aux briques utilisées lui permettent de le commercialiser. Il est donc nécessaire de déterminer ce qui est autorisé ou interdit à chaque étape de la création afin de sécuriser sa propre innovation. Cela s'appelle respecter les droits des tiers. Négliger cette analyse, c'est s'exposer à des obstacles juridiques sévères (risque de contrefaçon, risque concurrentiel) alors que les investissements les plus conséquents sont déjà engagés.

FAIRE LA BALANCE ENTRE CONFIDENTIALITÉ ET ACCÈS AUX FINANCEMENTS

Chaque entreprise innovante est amenée à résoudre l'équation entre préservation du secret de son innovation et nécessaire communication aux tiers. En effet, elle doit recourir très tôt aux financements extérieurs. Plus le domaine est innovant et

technique, plus les investissements de départ sont importants. Il faut donc « pitcher » de manière judicieuse : fournir suffisamment d'informations pour intéresser les investisseurs sans tout dévoiler non plus. L'avocat va conseiller à son client de recourir largement aux accords de confidentialité et l'aider à faire des choix réfléchis quant à la nature et à l'étendue des données communiquées. Tant que les contrats ne sont pas signés avec des investisseurs, le porteur de projet est dans une période de vulnérabilité. L'avocat va conseiller à son client de recourir largement aux accords de confidentialité et l'aider à faire des choix réfléchis quant à la nature et à l'étendue des données communiquées.

BIO express

Avocat au barreau de la Guadeloupe, Saint-Martin & Saint-Barthélemy depuis 2004, vice-bâtonnier de cet ordre depuis le 1er janvier 2023, Jean-Nicolas Gonand intervient en droit des affaires. Il conseille et défend les entreprises innovantes, de la startup à l'entreprise expérimentée.



PRORENT
LOCATION DE VOITURES

Roulez Pro!

Gamme utilitaire



3m³



6m³



11m³

www.pro-rent.com

LARGE CHOIX DE VEHICULES

TARIFS ATTRACTIFS

NAVETTE AEROPORT & PORT

Z.I. JARRY

228 RUE ALFRED LUMIERE

0590 26 73 44

reservationpro-rent@orange.fr



Prorent Guadeloupe

Carte blanche à bonfilon.info

C'EST L'HEURE DE **L'ENTRETIEN** **ANNUEL !**



Si le début d'année est synonyme de bonnes résolutions et qu'on met souvent les bouchées doubles à la rentrée de septembre pour finir l'exercice en beauté, novembre et décembre sont l'occasion de faire le bilan et d'organiser les entretiens annuels. Découvrez notre FAQ dédiée.

Texte Axelle Dorville, rédactrice chez bonfilon.info



QU'EST-CE QUE L'ENTRETIEN ANNUEL ?

L'entretien annuel, aussi dit d'évaluation, est un rendez-vous entre un collaborateur et son manager destiné à réaliser un bilan de l'année écoulée et à préparer les 12 prochains mois.

POURQUOI ORGANISER DES ENTRETIENS ANNUELS ?

Pris dans les urgences du quotidien, on peut délaissier les points réguliers qui permettent de s'assurer des performances et du bien-être de ses collaborateurs. L'entretien annuel permet de connaître le niveau de motivation, d'engagement et d'alignement des employés avec leurs missions et la stratégie d'entreprise, et de mettre en place les mesures d'amélioration nécessaires.

Il s'agit donc d'un rendez-vous important en termes de gestion RH axé sur un sujet fort : comment accompagner le collaborateur pour qu'il puisse continuer à donner le meilleur de lui-même et contribuer à l'évolution de la boîte ?

QUELS SONT LES POINTS ABORDÉS DURANT L'ENTRETIEN ANNUEL ?

1-Les performances

L'entretien annuel permet de faire une revue des objectifs préalablement fixés et poursuivis par l'employé. C'est l'occasion d'aborder les réussites de l'employé, de valoriser les comportements appréciables, de montrer votre reconnaissance face au travail accompli ! Il s'agit également d'échanger sur les difficultés rencontrées afin d'améliorer les performances et de revoir les objectifs.

2-Le développement professionnel

Si l'évaluation est nécessaire, elle n'est que le support d'une discussion essentielle sur le plan de développement du collaborateur. Comment se projette-t-il, quelles formations lui sont nécessaires

pour développer ses compétences, souhaite-t-il changer de poste, faire évoluer ses missions ou les rééquilibrer pour gagner en efficacité ?

3-La qualité de vie et des conditions de travail

Les questions liées aux conditions de travail ne doivent pas être négligées afin de prévenir les problématiques de bien-être de votre collaborateur. L'entretien permet d'identifier et de discuter des soucis relationnels, besoins matériels et pratiques organisationnelles à optimiser et mettre en place.

4-L'évolution salariale et les objectifs futurs

Il s'agit enfin de définir conjointement les objectifs pour l'année à venir ; des objectifs spécifiques, mesurables, atteignables, réalistes et temporellement définis (retenez l'acronyme SMART), connectés à la stratégie de l'organisation et adaptés au collaborateur. N'hésitez pas à anticiper le sujet de l'évolution de la rémunération (salaire + avantages) et à préparer une proposition.

QUELLE PRÉPARATION PRÉ-ENTRETIEN ANNUEL ?

Pour que l'exercice soit fructueux, prenez le temps de préparer votre bilan, vos retours et vos propositions. Une trame peut être fournie aux collaborateurs pour qu'ils se préparent et que l'échange se fasse sur les mêmes sujets : performances chiffrées et analysées, récapitulatif des principaux projets, liste des ressentis et besoins, détail des ambitions, retour sur le management (ce qui fonctionne, ce qu'il faut limiter, ce qui gagnerait à être mis en place). Un feedback 360° peut être demandé aux collaborateurs de l'employé pour compléter les retours.

Et après l'entretien annuel ?

Deux choses doivent suivre l'entretien annuel : l'accord entre l'employé et le manager sur un plan d'action, ainsi que la planification de points de suivi d'avancement pour développer une culture du feedback, soit du bilan et du retour, en continu !

RETROUVEZ PLUS DE
CONTENUS SUR L'EMPLOI
SUR BONFILON.INFO



5 CHOSES À SAVOIR SUR LE BOOM DES MÉTIERS DE LA MORT

L'innovation stimule tous les secteurs d'activités... Pourquoi celui de la mort ferait-il exception ? Évolution de la société oblige, de nouveaux acteurs entrent en scène pour offrir des services inédits. Tour d'horizon. Texte Sarah Balay

1. Bienvenue aux doulas « fin de vie »
« Doula » signifie, serviteur ou aide en grec. On connaissait surtout les doulas de naissance, formées pour accompagner les femmes enceintes; les doulas de fin de vie (ou thanadoula) font la même chose, mais auprès des personnes mourantes et de leurs proches. Ce métier, qui nous vient des anglo-saxons, peut regrouper des compétences variées : thérapies douces (yoga, méditation...), aide administrative, accompagnement au deuil avec expertise en soins palliatifs, organisation des funérailles, rédaction des mémoires, etc. À ce jour, en France, il n'existe pas de certification ou de diplômes, mais certaines associations ou instituts proposent des formations.

2. Des funérailles écolos !
Un geste pour la planète pour son dernier souffle ? C'est désormais plus facile en ayant recours à des consultants ou conseillers funéraires écologiques. Ces professionnels aident ainsi à planifier des funérailles plus durables en proposant diverses solutions et orientations comme des cercueils biodégradables, l'inhumation en pleine terre, des

soins de conservation moins toxiques (sans formol par exemple), le choix de cercueils en carton, en osier, lin, coton ou chanvre, des urnes biodégradables en sel, en sable ou en terre, un corbillard électrique, etc.

3. L'art funéraire numérique
Avec l'essor des nouvelles technologies, de plus en plus de familles choisissent de commémorer leurs défunts en ligne, via des sites spécifiques, des vidéos, des albums photo ou des mémoriaux interactifs. Certains professionnels proposent même des sculptures et des monuments funéraires numériques en 3D, sans oublier des expériences dédiées à la mémoire du défunt grâce aux technologies de réalité virtuelle (paysages, objets interactifs, scénarios à partir de souvenirs et d'histoires partagées...).

4. Des écrivains publics de fin de vie
L'écriture comme outil de transmission... Pour les personnes en fin de vie, raconter son histoire, ses mémoires peut apporter un apaisement profond et un grand réconfort. C'est aussi une manière de laisser une trace, d'éviter l'oubli après le départ. Le métier d'écrivain fin de vie ou plus précisément « d'accompagnant-biographe » émerge doucement avec des formations qui lui sont désormais

dédiées. Le principe est simple : recueillir et retranscrire l'histoire d'une personne en fin de vie afin de laisser un souvenir à ses proches.

5. Customisation finale
La « customisation » de cercueil est encore peu répandue, mais elle gagne en popularité. L'essence de bois classique n'est, en effet, plus la seule option. Entre couleurs, matières (habillage de tissu, cercueil en ardoise pour accueillir les messages..) et décoration (dessins, peintures, poignets et cache-vis originaux...), il est possible aujourd'hui de personnaliser jusqu'à son ultime demeure. À quand du live painting pendant un enterrement ?

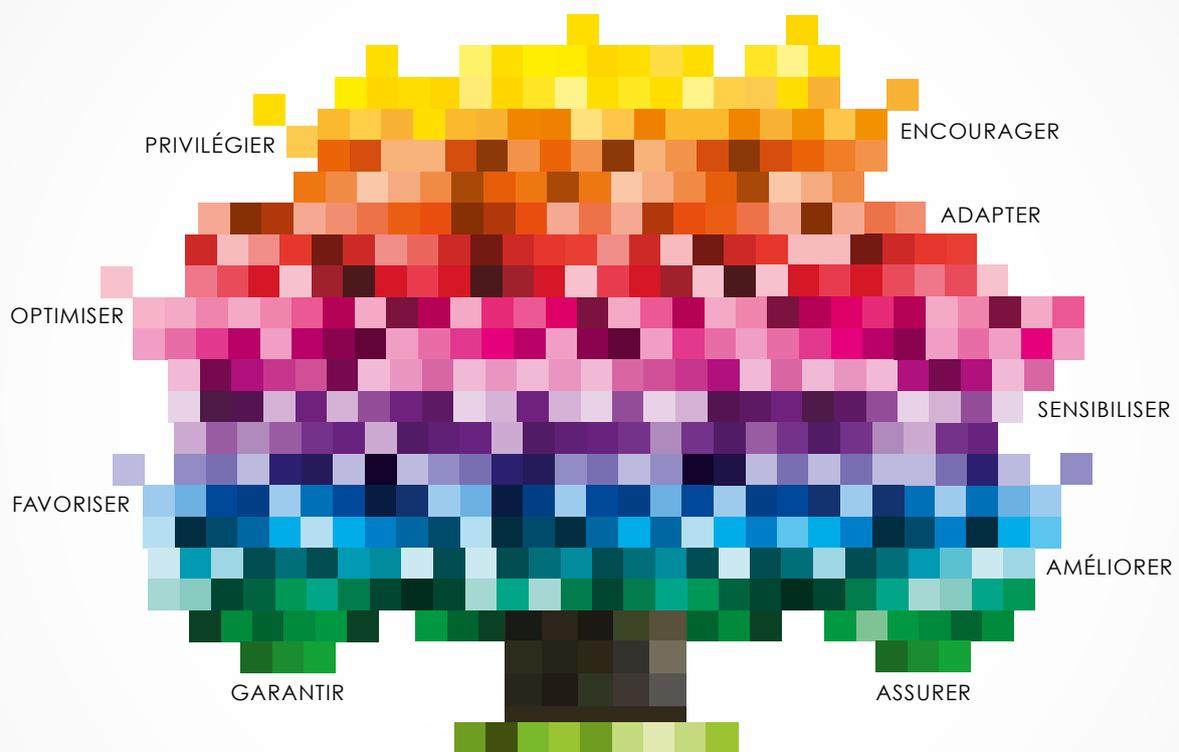
CHIFFRE

638 000

Nombre de décès enregistrés en 2023 en France, soit 4 % de plus qu'en 2019. Les projections de l'INSEE font part d'une progression constante jusqu'en 2050 avec une moyenne de 800 000 morts par an.

IMPRIMEUR ENGAGÉ

en faveur du **développement durable**



P R I M

947, rue Henri Becquerel - BP 2174 - 97195 Jarry cedex
tél. **0590 26 72 40** - mail : infos@primsas.com



ENSEMBLE, FAISONS DE LA PRODUCTION LOCALE UN LEVIER POUR L'AVENIR

La période difficile que traverse la Martinique, marquée par une vie chère qui pèse sur le quotidien de nombreux foyers, peut nous inviter, tous les ultramarins, au sursaut. Un sursaut d'égo, d'ambition et de planification. Nos terres ne sont pas arides et nos esprits sont déterminés à essayer, inventer et réussir. Donc tout est là. Et pour installer des sociétés pacifiées, saines économiquement, inspirantes socialement, le chemin à emprunter est simple et à portée de main : développer la production locale.

Loin d'être une simple option, c'est un véritable levier pour bâtir un avenir plus solidaire et plus durable pour nos territoires. En produisant davantage sur place, nous pouvons réduire notre dépendance aux importations, maîtriser les coûts et créer des emplois locaux. Chaque produit fabriqué ici soutient l'économie locale et préserve notre environnement.

Mais pour que ce modèle fonctionne, il faut que nous soyons tous ensemble dans cette démarche : les politiques doivent soutenir les initiatives locales avec des politiques publiques ambitieuses ; les entreprises doivent continuer d'investir dans la production et la transformation locale ; les associations doivent promouvoir la solidarité et les circuits courts ; et nous, consommateurs, avons un rôle clé à jouer en choisissant de consommer localement et en soutenant ceux qui produisent en Guadeloupe, en Martinique, en Guyane.

C'est en unissant nos forces que nous pourrions transformer nos sociétés et nos modèles. Cette transition ne se fera pas du jour au lendemain, mais elle est à notre portée si chacun prend sa part de responsabilité. La production locale doit demeurer un projet collectif, porteur d'espoir. Dans ce numéro, EWAG a souhaité mettre en scène cet espoir, nos équipes sont parties à la rencontre des acteurs du changement, chefs d'entreprise, associations, interprofessions, collectivités... De quoi reposer les termes de notre économie locale, jauger les atouts et les limites de la plus essentielle des aventures collectives. Texte Mathieu Rached



- DOSSIER

AU DÉFI DE L'ÉCONOMIE LOCALE

Face à la crise qui secoue la Martinique et à la question de la vie chère qui pèse sur tous les foyers des Antilles-Guyane, il existe une solution qui exige patience et endurance, talent et anticipation. L'économie locale, ses atouts et ses opportunités, son dynamisme et son audace sont un des remèdes à une économie pure d'importation. On ne peut pas produire tout ce que nous consommons certes, mais on peut créer de la richesse, un marché, de l'emploi éventuellement et ensuite aussi, mieux consommer. Tous les entrepreneurs de nos territoires œuvrent à cette consolidation de nos économies et d'une société pacifiée, capable de se projeter et faire valoir ses potentiels. Fin octobre nous sommes allés en rencontrer 13 d'entre eux, ils témoignent ici de ce qu'ils réussissent à accomplir.

Texte Adeline Louault, Alix Delmas, Laurie-Anne Antoine, Mathieu Rached



« En récupérant et recyclant, nous voulons insuffler un esprit artisanal et durable en Guyane »

Takari Design Victor Gautier

« Takari Design est né d'une idée simple : créer du mobilier local et écoresponsable en valorisant les matériaux disponibles, principalement du bois local et des palettes recyclées. Ces meubles sont produits à La Fabrique du Dégrad en partenariat avec les artisans résidents du tiers-lieu et des jeunes en parcours d'insertion. Pour la valorisation des palettes, notre défi principal reste le manque d'infrastructure adaptée : chaque palette est collectée et démontée à la main, un processus long et complexe. Malgré cela, nous avons déjà valorisé plus de 45 tonnes de matériaux depuis la création de la marque. Pour élargir notre champ d'action et favoriser des projets collaboratifs, nous avons créé de nouveaux espaces d'ateliers partagés au sein de notre manufacture permettant de diversifier nos actions (résidence de professionnels, animations, formations) et nos domaines (soudure, résine époxy, couture, recyclage plastique...). On vise aussi à former nos adhérents, jeunes, plus âgés, amateurs ou débutants pour transmettre l'intérêt du savoir-faire artisanal local, dans l'esprit de La Fabrique du Dégrad, notre tiers-lieu dédié à l'artisanat et l'économie circulaire. »



Photo : Lou Denim





« Je suis fier d'être apiculteur, notre alimentation dépend d'un tiers de la pollinisation »

Le monde des abeilles

Jean-François Abela

« En 2018, j'ai fondé l'association le Monde des abeilles en Guadeloupe après une carrière de chargé d'études statistiques dans l'Hexagone. Nous avons mis en place un système de mécénat. La raison principale de notre association ? Repeupler les écosystèmes guadeloupéens de pollinisateurs. Nous proposons aux entreprises, collectivités et particuliers de parrainer des ruches. Les entreprises peuvent sponsoriser des ruches entières, tandis que les particuliers optent souvent pour des cadres de ruche. Nous organisons également des sessions de team building. En retour, ils reçoivent du miel, parfois étiqueté à leur nom ou avec le logo de leur société. C'est un moyen original de sensibiliser à la protection de la biodiversité, tout en apportant un soutien concret à nos actions de sauvegarde des abeilles. À l'image d'une ruche, nous créons une communauté de parrains qui se rencontrent, s'étraintent, échangent des bons procédés. En 2018, nous avions quatre ruches, aujourd'hui nous en avons plus d'une quarantaine. À terme nous aimerions avoir un lieu dédié à la sensibilisation et à une meilleure connaissance de la flore mellifère guadeloupéenne. Je suis fier d'être apiculteur, notre alimentation dépend en effet d'un tiers de la pollinisation, les abeilles sont donc essentielles ! Aujourd'hui, j'y consacre toute mon énergie pour développer notre projet et ainsi sensibiliser davantage de personnes à l'urgence écologique qui nous concerne tous. »



« Nous créons des revues pour enfants, imaginées et imprimées aux Antilles »



Yékrik Gregory Ouana

« Née fin 2020, Yékrik est une entreprise familiale qui édite tous les mois les magazines Toupiti, pour les 3 à 6 ans, et Débouya, pour les 6-10 ans. Dépourvus de publicité pour ne pas gêner la lecture, ils sont imaginés et imprimés (1 000 exemplaires par numéro) aux Antilles avec pour objectif de reconnecter les enfants et leurs familles aux langues péyi (30 % du magazine est en créole martiniquais et guadeloupéen) et à la culture caribéenne. Nos revues sont disponibles par abonnement au prix de 9,90 euros par mois pour Toupiti et 12,90 euros par mois pour Débouya. On les trouve aussi à la Fnac et au point presse de l'aéroport. Basée à Fort-de-France, notre start-up a été mise en place sur fonds propres. Notre équipe est réduite au minimum avec des collaborateurs freelances qui jouent le jeu et pratiquent des prix très bas. Nous sommes en déficit mais il se résorbe peu à peu. Nous avons lancé en 2024 une série de publi-reportages avec l'ARS, cela nous a bien aidés. Nous envisageons de proposer ce type de collaboration à d'autres institutions. L'année dernière a été très critique financièrement mais le media RCI nous a donné un coup de pouce inespéré en venant passer une journée dans nos locaux. Ils ont fait un appel à contributions qui nous a relancés. Depuis un an, nous avons également deux apprentis en communication qui nous apportent beaucoup. Ils animent nos réseaux sociaux avec des contenus amusants, adaptés aux dates importantes du calendrier et contribuent à nous faire connaître. Aujourd'hui, notre principale difficulté réside dans la distribution de nos magazines qui, victime de blocages récurrents liés à notre insularité, n'est pas toujours fluide. Nous avons des abonnés en Martinique mais aussi en Guadeloupe, en Europe, aux États-Unis et au Brésil. Nous ne sommes pas Amazon et il faut l'accepter ! Malgré les difficultés, nous avons plein de projets. J'aimerais créer une cellule d'animateurs afin de proposer des lectures de nos magazines et des activités à travers des événements thématiques. Nous réfléchissons également à créer un magazine pour les 1-3 ans car nous avons une demande assez forte là-dessus. Enfin, je souhaiterais développer une "conteuse", une petite enceinte qui diffuserait une quarantaine d'histoires imaginées par Yékrik. »



Photo : Jean-Albert Coobmann



« Nous menons un gros travail pour vulgariser la beautytech »

Innoderm *Alysson Rénia*

« Exerçant dans le domaine de la réhabilitation fonctionnelle, je me suis passionnée pour la biotechnologie et les techniques non invasives suite à un accident qui m'a beaucoup diminuée. J'ai découvert des soins qui agissaient aussi bien sur la santé (en intervenant sur le réseau nerveux moteur) que l'esthétique (en activant la relance cellulaire). C'est ainsi qu'Innoderm est né il y a deux ans. Ma sœur et moi distribuons des appareils de beautytech experts en luminothérapie, en microcourant régénératif et des soins cosméceutiques. Basés sur des techniques professionnelles, conçus en France ou au Japon, ces dispositifs de haute performance sont utilisés en cabinet, en centre de rééducation, en EHPAD, mais peuvent aussi être employés pour un usage personnel. Complémentaires des soins médicaux, ils permettent de potentialiser et de maintenir les effets des actes effectués. Notre principale difficulté est de faire connaître ces techniques novatrices et ces marques premium en Martinique. Nous menons un gros travail de prospection auprès des professionnels de santé : dermatologues, médecins esthétiques, kinés, pharmaciens... certains connaissent déjà mais d'autres pas du tout. Pop-up, animations, ateliers, démonstrations en cabinet ou en pharmacie, mise à disposition des appareils en test, nous ne négligeons aucun moyen pour acculturer le public à la beautytech. Grâce au bouche-à-oreille, aux réseaux sociaux et parce qu'elles s'intéressent aux évolutions technologiques en matière de beauté, de nombreuses clientes achètent directement sur notre site ou viennent dans notre showroom à Fort-de-France pour se faire conseiller. Nos appareils sont chers mais nous avons négocié avec les marques afin de pouvoir proposer un prix de vente équivalent à celui de l'Hexagone. L'investissement financier personnel est grand mais nous croyons à l'efficacité et au succès de nos produits. Aujourd'hui, notre nouveau facteur limitant est le positionnement physique : nous cherchons de nouveaux locaux, plus grands, afin de nous développer au sein d'un véritable concept store qui proposera des ateliers à la clientèle et accueillera de nouvelles marques ainsi que de nouveaux appareils de beautytech. »



« Mon rêve ? Voir se développer des vergers partout en Martinique ! »

Faby Sarl Lynda Blameble

« Nous produisons des pétillants de fruits 100 % locaux. Ce sont des boissons naturelles, sans conservateurs ni arômes artificiels appelés Q-V Tropical. Nous sommes installés au François où nous cultivons six hectares de vergers. Nous proposons des versions alcoolisées (4,5 %) et non alcoolisées, en quatre parfums : prune de cythère, ananas, maracuja et tamarin. Notre méthode de fabrication est inspirée de la tradition, nous laissons fermenter les fruits en utilisant leurs levures naturelles. Mon parcours d'ingénieure agronome m'a amenée à travailler sur la diversification agricole en Martinique, et Faby Sarl a vu le jour après ma rencontre avec mon associé, un producteur local. Ensemble, nous partageons une passion commune : valoriser les fruits locaux et contribuer à la création d'un marché. Nous organisons des visites des vergers et du site de production, avec dégustation et vente en boutique pour faire découvrir notre démarche. Nos produits sont disponibles en grande distribution, chez des cavistes, en épicerie fines et à la boutique de l'aéroport. Notre objectif est de créer une alternative de qualité pour encourager les consommateurs à redécouvrir les fruits de chez nous. Mon rêve ? Voir se développer des vergers partout en Martinique ! »





« Il a fallu opter pour la diversification de notre activité pour faire vivre l'entreprise »

Les saveurs de Waël *Waël Toto*

« J'ai su transformer l'exploitation familiale en entreprise agricole multidisciplinaire, en intégrant des activités qui valorisent nos produits tout en sensibilisant les clients à l'importance de la consommation locale. La diversification est effectivement une stratégie clé, surtout dans le contexte actuel. Les brunchs, ateliers et transformations en confitures témoignent d'une créativité qui permet non seulement de maintenir l'activité, mais aussi de renforcer le lien avec la population. Les obstacles rencontrés, tels que le changement climatique, le recrutement, sont des réalités qui touchent de nombreux agriculteurs, mais la détermination à promouvoir l'agriculture durable et la souveraineté alimentaire montre ma passion et, qui sait, pourrait en inspirer d'autres. En partageant mon expérience et mon savoir-faire, je souhaite contribuer non seulement à mon activité, mais également à un mouvement plus large en faveur de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement. »

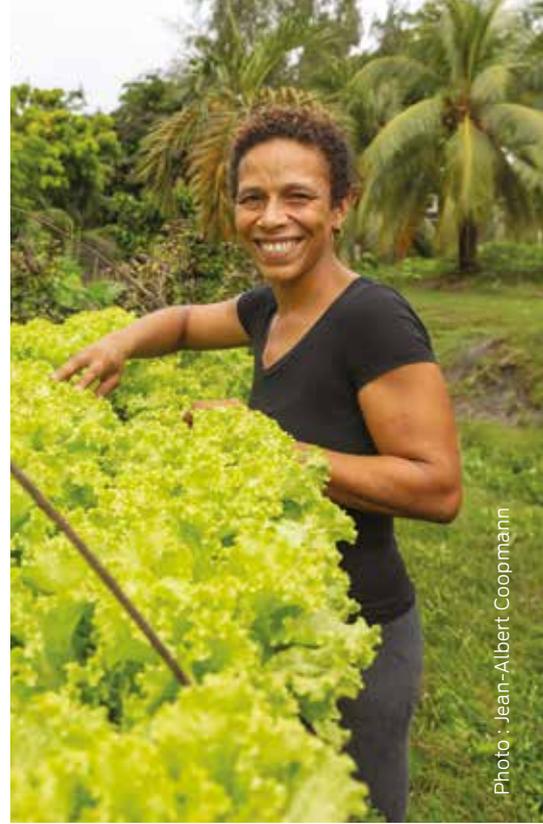


Photo : Jean-Albert Coopmann



Photo : Mathieu Delmer

« La logistique et la rareté des matières premières nous poussent à innover pour nos soins capillaires »

Amewat *Armande Marsan*

« Avec ma sœur, nous avons lancé Amewat en plein Covid, motivées par notre expérience de youtubeuses capillaires, passionnées par les soins naturels et efficaces pour les cheveux. Étant diplômée en chimie cosmétique, je maîtrisais la formulation, mais faire des produits de qualité pour le marché a été un vrai défi, notamment en raison des coûts élevés des tests et de la difficulté d'approvisionnement en ingrédients naturels en Guyane. On a alors décidé de s'approvisionner auprès de producteurs locaux pour obtenir des huiles rares comme le maripa ou le wara, mais l'offre est limitée et la logistique reste complexe, ce qui affecte notre capacité à livrer régulièrement. Nous restons proches de notre communauté sur les réseaux sociaux, notamment en leur permettant de participer à l'évolution de nos produits – leur soutien est notre moteur face aux défis de l'entrepreneuriat en Guyane. »



Photo : Lou Denim

« Bio, naturels et locaux, les produits de soin de La Source Cosmetics ont pour ingrédient principal la vanille. Grâce à Pôle Emploi (France Travail aujourd'hui), j'ai suivi une formation très complète sur la création de cosmétiques naturels qui me permet de maîtriser l'ensemble de la chaîne de fabrication. L'activité a démarré en 2020. Mon laboratoire éco-responsable 100 % autonome en énergie solaire et eau a été pris en charge à 80 % par le fond de soutien LEADER (Feader + région Guadeloupe). Tout le reste – achat de matières premières, contenants, étiquettes, analyses, identité graphique – a été financé sur fonds propres. J'achète la vanille (environ 10 kilos par an) à Cédric Coutellier (Vanigwa) mais l'année prochaine je m'approvisionnerai auprès de mon mari Sébastien Petitjean Roget qui a lancé une plantation de vanille certifiée AB dans la forêt domaniale de Sainte-Rose. Actuellement, nous proposons une gamme de 5 produits (shampooing solide, crème hydratante, sérum, etc.) avec des tarifs entre 18 et 36 euros. Même si l'activité marche bien, nous nous auto-finançons tout juste. J'aimerais développer de nouveaux produits, notamment en collaboration avec des agriculteurs bio et des artisans locaux pour mettre en valeur les ressources et les compétences de notre île. Mais pour réaliser les différents tests et analyses réglementaires, il faut de la trésorerie. Afin d'assurer notre croissance, j'envisage de faire appel à des soutiens comme BPI France ou des business angels. »

« Nous avons conçu une gamme de 5 produits (shampooing solide, crème hydratante, sérum, etc.) allant de 18 à 36 euros »

La Source Cosmetics

Sandra Albertoli



« Nous créons des maillots en série limitée, sans jamais rééditer nos modèles »

Ayana Swim

Tessa Dédel



« Amies d'enfance, Élodie et moi avons toujours travaillé dans l'univers de la beauté. L'idée d'Ayana Swim nous est venue en 2021 parce que nous ne trouvions pas de jolis maillots véritablement adaptés à la diversité des morphologies féminines. Nous voulions mettre en valeur les corps avec des coupes audacieuses et des matières colorées, en hommage à la Guyane. Nous dessinons nos créations et nous les faisons coudre à Bali. Nous choisissons les imprimés et les tissus éco-recyclés à distance avec notre fournisseur qui les achète en Italie. Notre premier fabricant était situé en Chine, les tarifs étaient très compétitifs et les délais de production courts mais il nous a volé des modèles que nous avons retrouvés sur le site d'une grande enseigne de mode. Cette expérience nous a servi de leçon ! En trois ans, nous avons créé une trentaine de références, produites chacune à une vingtaine d'exemplaires. Tous nos maillots sont vendus entre 70 et 100 euros sur notre site internet et dans quelques boutiques en Guyane. Notre volonté est de créer en série limitée, sans jamais rééditer nos modèles. Nous souhaitons que nos clientes aient des maillots uniques. Mais ce parti pris nous pose difficulté. Notre fournisseur rechigne de plus en plus à produire en petite quantité, ce n'est pas suffisamment rentable pour lui. Nous cherchons d'autres fabricants du côté du Brésil ou en Europe. Pour pouvoir produire plus, il nous faudrait faire davantage connaître notre marque, développer la communication. Mais nous avons chacune des métiers à côté, des familles, ce n'est pas facile de tout gérer. »



« Je travaille avec une dizaine d'illustrateurs et d'écrivains guyanais »



Éditions Plume Verte

Suzie Lan



« Au départ Plume Verte était une carterie créée par mon mari photographe, Thierry Montford. Quand je suis devenue maman en 2003, je ne trouvais rien à lire à mes enfants sur la Guyane. Il y avait un vrai manque. J'ai eu la chance de rencontrer l'auteure Sophie Darl'mat et l'illustratrice Anne-Cécile Boutard et nous avons lancé les aventures de Ti Zouk, une série d'albums pour les 3 à 6 ans. Notre offre s'est étoffée au fil des ans, on a développé différentes gammes tout en restant concentré sur deux pôles : la jeunesse et le tourisme. Aujourd'hui, nous publions une dizaine d'ouvrages par an. Le livre

n'étant pas un produit de première nécessité, il n'est pas toujours facile à vendre. D'autant que nous ne sommes pas à la pointe en matière de communication, c'est ce qui limite notre développement aujourd'hui. Je joue beaucoup sur le bouche-à-oreille mais ça ne suffit plus. C'est un point sur lequel on va travailler même si cela représente un investissement.

On imprime en Espagne, en France, à Hong Kong, selon les types d'ouvrages. 2 000 exemplaires minimum par titre, sinon ce n'est pas rentable. Nous les vendons entre 3,90 à 30 euros dans les librairies, grandes surfaces et boutiques souvenirs du territoire. On a tenté l'export mais c'est trop lourd à gérer et les frais de retours des invendus sont très coûteux. Je suis prudente budgétairement. Notre équipe est réduite : Thierry est à la maquette, moi à la gestion comptable et nous avons deux commerciaux. Nous travaillons également avec des correcteurs et des maquettistes freelances. L'autre difficulté de notre activité est de trouver des auteurs. Il est impensable que ce ne soit pas des Guyanais ou des personnes ayant vécu en Guyane qui écrivent sur le péyi. Je travaille avec une dizaine d'illustrateurs et d'écrivains. Je les remercie car sans eux, nous n'aurions jamais pu grandir. Il arrive qu'on me soumette des projets ou que je rencontre des plumes potentielles au gré des animations et salons. Je n'hésite pas à leur proposer d'écrire pour nous, parfois ça fonctionne ! Notre projet est d'éditer davantage de romans jeunesse mais aussi de développer le côté audio et multilingue des albums, pour représenter la diversité guyanaise et éveiller un maximum d'enfants à la littérature et à la culture locale. »



© Lou Benim

« On avait ce rêve de proposer du poisson local, frais, élevé dans les meilleures conditions »

Dipagua

Dimitri Ronil



« Avec mon associé Pascal, on a lancé Dipagua pour conjuguer nos deux passions : l'élevage et la mer. Tous les deux, on avait ce rêve de proposer du poisson local, frais, élevé dans les meilleures conditions. Mais quand on a démarré, on s'est rendu compte que le seul projet aquacole en Guadeloupe était un projet pilote. Tout était à créer, surtout sur le plan administratif. Pour obtenir la concession, il a fallu convaincre sept structures différentes, un vrai marathon ! Et puis, il y avait l'investissement de départ, bien plus élevé qu'en agriculture traditionnelle. Les banques ne jouent pas toujours le jeu, et les premières rentrées d'argent n'arrivent qu'après six à neuf mois d'élevage. Au début, les restaurateurs et les particuliers étaient méfiants : le poisson d'élevage ne faisant pas partie de la culture locale. On a dû prouver la qualité de nos loups des Caraïbes, et maintenant, on a une petite clientèle qui nous fait confiance. Aujourd'hui, notre objectif est de diversifier les espèces, élargir l'équipe et proposer bientôt de la transformation pour répondre à la demande. »



Photo : Lou Denim

« Des containers “premier voyage” qu'on récupère et transforme ici »

Medibox

Vanessah Machire



« Pourquoi ce projet pour les personnes âgées ? Spécialisée depuis plus de 15 ans dans le management de la qualité et la gestion de projet, je voulais lancer une entreprise qui réponde à un vrai besoin en Guadeloupe : permettre aux familles de garder leurs proches âgés près d'eux. Il s'agit de Medibox, des logements modulaires adaptés aux seniors, fabriqués en Guadeloupe avec des fournisseurs locaux. Ce sont des containers “premier voyage” qu'on récupère et transforme ici. Tout est pensé pour répondre aux besoins de perte d'autonomie, tout en respectant l'intimité des personnes âgées. Le défi principal est le financement de ce projet semi-industriel mais j'ai la chance d'avoir l'appui de réseaux comme BPI et Réseau entreprendre. L'accueil, lui, est excellent ! Entre les forums et salons, les familles et professionnels sont très réceptifs, car le besoin est réel. Les infrastructures pour seniors sont parfois saturées ou chères. Et puis, avec le vieillissement rapide de la population, ce genre d'alternative est essentiel pour répondre à cette demande croissante. Pour l'instant, nous sommes en Guadeloupe mais nous envisageons déjà de nous étendre en Martinique et dans l'Hexagone. »





« Avec les outils du marketing, on voudrait changer l'image touristique très lisse de la Guadeloupe »

Geedme.com

Anthony Rolnin



« J'avais voulu rentrer en Guadeloupe pour entreprendre. J'avais eu le déclic lors d'un mémoire universitaire sur le gaspillage alimentaire et je voulais rentrer avec l'idée d'apporter une solution dans l'esprit de TooGoodToGo. Finalement le projet ne pouvait être mené tel quel et avec un ami d'enfance, Jérémy Félix, qui a des compétences IT nous avons créé un autre projet autour de l'alimentaire. Il s'agissait d'une épicerie de proximité de produits locaux, Aktè complètement digitalisée, qui proposait et livrait les productions maraîchères, issues des métiers de bouche. Nous avons grâce au concours French Tech Tremplin pu être accompagné pendant 1 an par Zebox mais le marché n'était pas assez mûr ni assez grand pour que l'épicerie seule fonctionne, l'aventure s'est arrêtée début 2024. Nous nous sommes remis au travail rapidement et avons créé une plateforme e-commerce autour des activités

touristiques en Guadeloupe.

On s'attaque à un secteur concurrentiel certes mais avec l'idée de mieux valoriser l'ensemble du territoire, et pour cela délargir le champ des activités au-delà des 3 principaux spots de tourisme de la Guadeloupe. Notre objectif c'est de donner de la visibilité à des activités qui ne sont pas aussi bien vu qu'elles ne devraient l'être et de donner envie à certains de se professionnaliser pour faire valoir leur singularité. Je pense à des visites contées, par exemple celle des vestiges d'une ancienne prison pour esclaves, qui sont souvent spontanément écartées des programmes des bateaux de croisière afin de ne pas perturber les vacanciers. Nous sommes deux associés, et armés de nos outils marketing, on voudrait pouvoir changer cette image lisse de la Guadeloupe et rappeler que l'île entière se visite. »

Notre industrie locale
offre une solution
ÉCONOMIQUE
PERSONNALISÉE
& **RESPECTUEUSE**
de l'environnement
aux agriculteurs

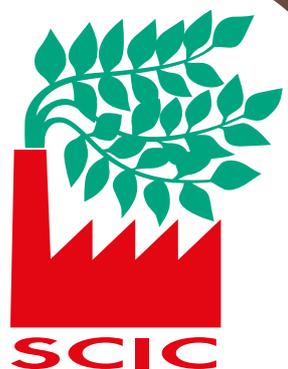


*Les engrais de mélange permettent
d'optimiser la fertilisation des cultures,
d'améliorer les rendements
et de soutenir une agriculture durable.*

SCIC, concepteur
de solutions de fertilisation
depuis plus de 40 ans !



PRODUCTION LOCALE



AU CŒUR DES ACTIONS DE LA COLLECTIVITÉ RÉGIONALE

À l'image des initiatives menées dans le cadre du nouveau modèle économique de la Guadeloupe, la lutte contre la vie chère nécessite une politique régionale forte, tournée vers la population.

Texte Rédaction - Photo Région Guadeloupe



La collectivité a signé une convention, le 30 juillet, avec l'État et l'Union des Associations de Consommateurs Agréées de ZOBAN (UACAZ*).

Depuis 2020, la Région Guadeloupe a intensifié sa lutte contre la vie chère. Ses objectifs sont clairs : renforcer le pouvoir d'achat des consommateurs, participer à la transparence des prix pour favoriser les conditions de la concurrence, mieux informer les citoyens et créer un environnement économique plus équitable pour tous. À ce titre, les baisses des taux d'octroi de mer sur les produits de santé et de première nécessité mises en place depuis le COVID ont représenté plus d'1,5 million d'euros d'exonérations chaque année.

BAISSE DES TAUX D'OCTROI DE MER

Dans le prolongement de ces actions, la Région contribue, notamment, via le Bouclier Qualité Prix (BQP), à une baisse significative de l'octroi de mer, en réduisant le prix sur de nombreux produits alimentaires et de première nécessité ; le lait demi-écrémé UHT, par exemple, pour lequel la pression fiscale à l'importation est de 4,6 % en Guadeloupe (2,5 % d'octroi de mer global + 2,1 % de TVA locale) contre 10 % dans l'Hexagone. De même pour certains produits d'hygiène, comme les gels douche, les dentifrices, les shampoings, les déodorants billes pour lesquels la pression fiscale est de 13 % en Guadeloupe (4,5 % d'octroi de mer global + 8,5 % de TVA locale) contre 20 %. La pression fiscale est de 11 % (2,5 % d'octroi de mer + 8,5 % de TVA locale) en Guadeloupe pour les couches pour bébés, contre 20 %.

Ainsi, en 2023, la baisse des taux d'octroi de mer appliquée a concerné 33 familles de produits alimentaires et de première nécessité, pour un montant de 3,7 millions d'euros. Certains prix pratiqués restent toutefois élevés. C'est la raison pour laquelle, en février 2024, le

**“ En 2023,
la baisse des taux d'octroi
de mer appliquée a
concerné 33 familles
de produits alimentaires
et de première nécessité,
pour un montant
de 3,7 millions d'euros ”**

président de Région Ary Chalus a demandé au président du Sénat Gérard Larcher, l'ouverture d'une commission d'enquête sénatoriale pour faire toute la lumière sur les causes profondes de la vie chère et proposer des solutions fiables sur le long terme.

TRANSPARENCE SUR LES PRIX

C'est encore dans ce sens que, le 30 juillet 2024, la collectivité régionale,

l'État et l'Union des associations de consommateurs agréées de ZOBAN (UACAZ)* ont signé la convention relative à la lutte contre la vie chère et le « mieux consommer ».

Il s'agit d'une avancée majeure car elle donne aux associations de consommateurs les outils nécessaires pour la mise en place d'une plateforme centrale dédiée. Celle-ci offrira une plus grande transparence sur les prix réellement pratiqués, notamment grâce à la création d'un comparateur de prix et d'une application mobile permettant aux consommateurs de les comparer en temps réel. L'union des associations de consommateurs pourra également mener des actions de groupe, un recours collectif permettant de réparer un préjudice ou de mettre fin à des pratiques abusives. Des enquêtes et études seront réalisées s'appuyant sur les relevés de prix des produits inscrits sur la liste du BQP, ainsi que sur les produits bénéficiant du taux de réduction de l'octroi de mer.

Parallèlement, la collectivité régionale poursuit, à hauteur de 50 millions d'euros chaque année, son soutien auprès des entreprises pour le renforcement des circuits courts au travers des aides financières aux entreprises locales, des partenariats avec les agriculteurs, les pêcheurs, les agro-transformateurs, etc.

*L'UACAZ est composée de : CLCV (consommation, logement et cadre de vie) ; l'UDCSFG (union départementale de la confédération syndicale des familles) ; la CNL (confédération nationale du logement) et l'UDAF (union départementale des associations familiales). (www.zoban.gp)

UNE DYNAMIQUE DE CROISSANCE

Camille Vaïtilingon, président de la commission industrie de la **Chambre de commerce et d'industrie de la Guadeloupe**, expose les stratégies et actions engagées pour soutenir l'emploi et l'innovation au sein des industries locales.

Texte Marie Ozier-Lafontaine - Photo Lou Denim

UNE COMMISSION DÉDIÉE AUX ENTREPRISES INDUSTRIELLES

Avec 17,3 % des ressortissants de la CCI provenant du secteur industriel et près de 19 500 salariés, la commission industrie de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI IG) est consciente de son rôle dans le développement économique du territoire. Elle accompagne les dirigeants face aux transformations et aux besoins émergents. Camille Vaïtilingon a souhaité rassembler des acteurs publics et privés autour de cette commission afin de « mener des réflexions stratégiques face aux enjeux de mutations rencontrés par les dirigeants », comme l'industrie du futur, l'industrie verte et la réindustrialisation. « Nous devons anticiper les défis et offrir des dispositifs d'accompagnement adaptés », déclare-t-il.

UNE STRATÉGIE QUI TIENT COMPTE DES SPÉCIFICITÉS LOCALES

La CCI soutient la stratégie de l'État pour la transition écologique et la réindustrialisation. Cependant, M. Vaïtilingon insiste sur l'importance d'adapter ces dispositifs aux réalités du territoire guadeloupéen. « Nous prenons en compte les particularités de notre territoire en ajustant les dispositifs nationaux à notre contexte local », précise-t-il. La CCI met ainsi l'accent sur plusieurs axes : la découverte de nouveaux marchés internationaux pour les entreprises locales (Canada, Japon,

etc.), la promotion du savoir-faire et la valorisation de la production locale à travers des événements tels que des salons et foires, et enfin, la réduction de l'impact écologique. De plus, la réindustrialisation est au cœur du plan de la commission, son président ayant la volonté de renforcer les interactions avec les acteurs du programme de territoires d'industrie.

UN SOUTIEN POUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Du 18 au 24 novembre 2024, la commission mobilise les entreprises pour la Semaine de l'industrie, visant à faire découvrir aux jeunes les métiers du secteur à travers des visites d'entreprises et des témoignages d'entrepreneurs. Un autre volet est axé sur la santé, la sécurité et l'environnement via le programme de certification MASE Antilles-Guyane. « Ce dispositif permet aux chefs d'entreprise de sécuriser leurs sites et de réduire les risques professionnels. En outre, en tant qu'administrateur MASE, nous aidons les dirigeants à obtenir un certificat attestant du respect du référentiel de risque sur leur site », souligne M. Vaïtilingon.

DES INITIATIVES POUR STIMULER L'INNOVATION ET L'INTERNATIONALISATION

Pour aider les entreprises locales à accroître leur production, le

programme Boost'Innov propose aux dirigeants un accompagnement individuel complet en matière de stratégie commerciale et d'innovation. « Nous conseillons également les entrepreneurs sur la protection de leurs marques et les soutenons dans leur développement à l'international », précise M. Vaïtilingon. L'objectif est de fournir aux dirigeants les meilleures conditions pour réussir le développement de leurs produits innovants, incluant le management de l'innovation et les mécanismes de conception.

PROJETS À VENIR : PRÉVENTION ET DÉCARBONATION

M. Vaïtilingon met également l'accent sur la santé au travail avec un projet sur la prévention des addictions, proposé à une dizaine d'entreprises locales. « Il est crucial de mettre en place des mesures préventives pour protéger les travailleurs », ajoute-t-il. Par ailleurs, pour 2025, la commission prévoit de sensibiliser les industriels aux enjeux de la décarbonation et de les accompagner dans l'adoption de stratégies bas carbone. « Le réseau des CCI soutient le programme du gouvernement pour aider les entreprises à s'adapter à ces nouveaux défis environnementaux », conclut M. Vaïtilingon.



Camille Vaitilingon, président de la commission industrie de la CCI IG

A photograph of Didier Payen, a middle-aged man with glasses, wearing a dark blue suit jacket over a white shirt. He is leaning forward on the handlebars of a vintage-style motorcycle. The background is a blurred bar or restaurant setting with green plants and bottles on a counter. The lighting is warm and focused on the subject.

OCTROI DE MER CET OUTIL PIVOT DE LA VALEUR AJOUTÉE LOCALE

Didier Payen, 1^{er} vice président des MPI

L'attention soutenue et régulière qui est portée à l'octroi de mer échoue souvent à poser sereinement les termes de la discussion. Dans une **tribune**, Didier Payen, 1^{er} vice président des MPI, pose les contours réels et opérationnels de la question de l'essor de la production locale et du bien-fondé d'une taxe intelligente.

Texte Didier Payen - Photo Lou Denim

Production locale, octroi de mer, TVA et vie chère font régulièrement leur réapparition dans le débat public, le plus souvent amalgamés au détriment d'une juste analyse et d'une parfaite compréhension. Une « juste analyse » est celle qui obéit à une règle d'objectivité sur les terrains de la logique économique, de la création d'emplois et du développement territorial. Réaffirmons donc que l'action consistant à produire localement des biens qui seront d'abord destinés à la satisfaction de la demande locale, ou qui trouveront des opportunités pour être exportés, devrait constituer un projet permanent et un facteur de fierté pour tous les guadeloupéens.

La démarche de l'industriel, qui consiste à investir pour implanter un équipement de production sur le territoire, créer des emplois qualifiés et durables, créer de la valeur ajoutée sur place, et satisfaire directement aux besoins des consommateurs locaux en leur proposant des produits plus frais et dont le coût carbone est largement inférieur à celui d'un équivalent importé, est donc une ambition noble, en plus d'une contribution capitale à l'activité économique et sociale du territoire.

IDÉES REÇUES

Cependant, lorsqu'il s'est agi en 2023 de rechercher des solutions au problème de la vie chère en outre-mer, l'idée de réformer l'octroi de mer a été relancée comme ce fut régulièrement le cas depuis une trentaine d'années, jusqu'à devenir

une priorité gouvernementale et l'objet de divers rapports, pour aboutir à un calendrier de mise en application dès le Projet de loi de finances pour 2025 avec une finalisation d'ici 2027. Dans la presse et dans l'opinion publique, l'octroi de mer a été l'objet de diverses attaques au point que ses nombreuses vertus ont été passées sous silence et mises sous le boisseau. Son caractère protecteur vis-à-vis des productions locales s'est trouvé dilué derrière certaines idées reçues, de même que la part importante que représente son produit dans le financement des collectivités.

« UN VIEIL IMPÔT EST UN BON IMPÔT »

Volontairement assortie du qualificatif ultra-péjoratif de coloniale, et au mépris de l'adage bien connu en matière fiscale voulant qu'un « vieil impôt est un bon impôt », la taxe d'octroi de mer a dès lors été présentée comme contribuant à la vie chère. Ce regard quelque peu biaisé a également masqué plusieurs de ses aspects qui sont extrêmement positifs, tels que la base juridique solide que lui confère le Conseil de l'Europe, les dernières décisions émises à son sujet par le Conseil d'État, ou le fait qu'elle permet de financer les services publics pour les administrés (citoyens et entreprises) que nous sommes tous.

Ce qu'il faut marteler, c'est que l'octroi de mer est et doit demeurer l'élément vital qu'il constitue pour les productions industrielles locales. Les professionnels regroupés au sein des MPI ont proposé, en toute

objectivité, diverses options qui consisteraient plutôt à améliorer son fonctionnement en lui appliquant un fonctionnement type TVA afin que les marges commerciales ne s'appliquent pas à l'octroi de mer. Nos autres propositions ont porté sur une réforme des modalités de fonctionnement de la TVA (modèle de Mayotte et de la Guyane : exonération sur tous les biens et les services), voire de cibler cette exonération sur une liste de produits de première nécessité comme le permet l'article 295 du code général des impôts.

VALEUR AJOUTÉE CRÉÉE SUR LE TERRITOIRE

Le système économique guadeloupéen semble difficilement concevable sans le maillage industriel qui alimente une part non négligeable de son PIB, et bien qu'il soit relativement rare de considérer les choses sous cet angle, il faut souligner que le volume des salaires versés dans le secteur (plus de 350 millions d'euros), permettent aussi de doper la consommation locale à partir d'une valeur ajoutée qui est créée sur le territoire, ce qui confirme tout l'intérêt du secteur productif et qui justifie que tant de territoires et tant de pays, y compris la France, concentrent leurs efforts sur des objectifs de réindustrialisation.

Notre credo est que l'amélioration du pouvoir d'achat devrait découler d'une élévation des niveaux de revenus par la création de valeur ajoutée locale, et non pas d'une baisse suicidaire des prix au travers des importations.

PROMOUVOIR L'INDUSTRIE GUADELOUPÉENNE

La **Semaine de l'industrie** est de retour pour une 13^e édition qui se déroulera du 18 au 24 novembre 2024. La CCI des Îles de Guadeloupe, les MPI, l'UDE-Medef et France Travail se mobilisent pour mettre en lumière ceux qui façonnent l'industrie locale. Zoom sur cinq d'entre eux.

Texte Sandrine Chopot - Photo Lou Denim



Eric Labelle, dirigeant de Matelas Baptistide

ERIC LABELLE, DIRIGEANT DE MATELAS BAPTISTIDE

« Notre intégrité et notre connaissance du marché local font de l'entreprise un acteur incontournable de la literie en Guadeloupe depuis près de 50 ans ». Des projets ? L'entreprise familiale équipe de plus en plus les petits hôtels et gîtes de literies sur mesure et propose une offre enrichie d'accessoires dédiés à cette clientèle. « La Guadeloupe est dotée de belles industries, qui font vivre de nombreuses familles guadeloupéennes. C'est le consommateur qui, en choisissant un produit local, contribue à l'emploi local. Me concernant, je n'ai pas

hésité à quitter mes fonctions à EDF Guadeloupe en 1999 pour rejoindre le monde de l'industrie et je ne regrette pas mon choix. »

OLIVIER BERHAULT, DIRECTEUR DE PRODUCTION DE CAP CRÉOLE

Spécialisée dans la transformation des produits de la mer, Cap Créole fait titiller les papilles des Guadeloupéens depuis 1996 et, depuis deux ans, celles des Martiniquais, leur proposant une gamme variée de poissons fumés et dérivés réputés pour leur qualité. « La qualité et l'innovation sont l'âme de l'entreprise. Faire plaisir à nos clients en leur offrant des produits imaginés et fabriqués localement avec passion par une équipe qualifiée, c'est un moyen de



Olivier Berhaut, directeur de production de Cap Créole



Jean-Philippe Littot, directeur Vivre en Bois

participer à l'autonomie alimentaire de la Guadeloupe. C'est une vraie valeur ajoutée dont nous sommes très fiers ! »

MATHIEU ORY, DIRECTEUR GÉNÉRAL ARMAPRESS

Spécialisée dans la production d'aciers pour béton armé sur mesure à destination des entreprises de construction, l'entreprise Armapress apporte également son expertise sur la pose de ses produits sur les chantiers de ses clients. Le respect de ses collaborateurs, la satisfaction de ses clients sont au cœur de ses préoccupations. Après 10 ans au sein du groupe Bouygues, Mathieu Ory ne cesse de porter haut et fort les valeurs de l'industrie guadeloupéenne. « Notre industrie est riche de femmes et d'hommes compétents. Cessons d'importer des produits venus d'ailleurs. Fos an Nou, d'offrir un service 100 % made in Guadeloupe ! »

YOURI EXELIS, DIRECTEUR ARTI GROUP

Fondée en 1982, Arti Guadeloupe est une entreprise locale et familiale spécialisée dans l'impression et la signalétique. Elle opère dans des secteurs variés : impression

grand format, PLV, packaging, personnalisation textile, affichage dynamique... « Nos équipes expertes sont le moteur de notre succès. À long terme, nous souhaitons promouvoir une industrie locale forte et durable en misant sur les compétences locales et l'innovation. Travailler pour le monde de l'industrie est une passion, une valeur fondamentale

qui guide notre engagement quotidien. »

JEAN-PHILIPPE LITTOT, DIRECTEUR VIVRE EN BOIS

Acteur majeur de la construction en bois aux Antilles depuis 1992, Vivre en Bois sélectionne et distribue des gammes de produits issus des technologies les plus innovantes à destination des professionnels de la construction et des particuliers qui souhaitent aménager leurs espaces extérieurs. Les bois, issus majoritairement des forêts françaises gérées durablement et certifiées PEFC, sont transformés en Guadeloupe dans le centre de traitement unique aux Antilles sous certification CTB-B+, gage d'une qualité contrôlée. « La Guadeloupe est un département dynamique où la construction bois est particulièrement adaptée au mode de vie locale, d'autant qu'elle est très performante en termes de réponse au risque sismique. Cependant, nous observons depuis quelques mois un ralentissement économique mais restons très confiants dans la résilience de notre activité et dans la poursuite de notre développement. »



Mathieu Ory, directeur général Armapress



LE CHALLENGE DU RECRUTEMENT

En 2023, **Top Caraïbes** opérait un tournant : historiquement basée à Baie-Mahault, l'entreprise déménageait dans des locaux plus grands et plus modernes aux Abymes. L'objectif ? Grandir en équipe et projet. Texte Laëtitia Juraver - Photo Lou Denim

Fondée en 1996, l'entreprise Top Caraïbes, acteur majeur du secteur de la tôle de couverture et de bardage en Guadeloupe a rejoint en 2010 le Groupe Acoma de plus de 400 collaborateurs, présent également en Martinique, en Guyane, à la Réunion, ainsi qu'en France Hexagonale.

Top Caraïbes transforme l'acier, matière première qu'elle importe sous forme de bobines, pour réaliser des matériaux alliant technicité et esthétique, destinés à l'enveloppe des bâtiments. Des matériaux adaptés aux contraintes locales et fabriqués dans le respect des recommandations de construction en vigueur.

LE PARI DE TOP CARAÏBES : LA FORMATION EN CONTINU

Top Caraïbes, c'est aujourd'hui une équipe de 25 collaborateurs, composée à 25 % de femmes, et dont la moyenne d'âge avoisine les 37 ans. « Nous sommes particulièrement sensibles à la question du recrutement et de la formation de nos collaborateurs », explique Jean-Philippe Gabourg, directeur. « Nous essayons, dans la mesure du possible, d'accueillir régulièrement des alternants : l'année dernière nous avons recruté un jeune de 18 ans qui prépare un BTS de maintenance industrielle et cette année, nous accueillons une personne en reconversion professionnelle, qui prépare un BTS en comptabilité. En parallèle, nous proposons régulièrement des formations à nos opérateurs. Certaines, liées à la maîtrise d'outils spécifiques comme les chariots

élévateurs sont obligatoires et d'autres, liées à l'acquisition de nouveaux équipements du fait de notre récent déménagement viennent en complément. Depuis le lancement de notre usine, nous contrôlons nos équipements une fois par an et nous nous assurons dans le même temps du niveau de maîtrise de nos opérateurs », précise le directeur.

L'ARGUMENT DE L'IMAGE DE MARQUE

« Les métiers de l'industrie pâtissent souvent d'une image négative », souligne Jean-Philippe Gabourg. « Certes, ce sont des métiers difficiles mais ils sont plutôt qualifiés. Dans les parcours scolaires existants, on recense peu, voire aucune formation qui correspondent à nos métiers. La qualification s'acquiert donc au moyen de formations internes et par l'expérience », précise-t-il. Néanmoins, le directeur concède volontiers que le fait d'avoir déménagé dans une usine flambant neuve, a contribué à changer l'image de l'entreprise. « Aujourd'hui, nous proposons un cadre et des conditions de travail très confortables et nous travaillons à développer de nouveaux produits avec le concours d'opérateurs qualifiés pour nous assurer de rester dans la course », conclut Jean-Philippe Gabourg. Dans un contexte économique très concurrentiel, nul ne peut nier l'importance de se renouveler. Un pari qui semble porter ses fruits pour l'entreprise Top Caraïbes qui connaît très peu de turn over.





Mathieu Thomas (chef d'atelier) et Alanoïc Danu (ouvrier polyvalent)

RENFORCER L'AGRICULTURE LOCALE POUR UNE **GUADELOUPE** **AUTOSUFFISANTE**

En facilitant l'accès au foncier agricole, en améliorant le réseau d'irrigation et en soutenant les filières, la collectivité départementale intensifie son engagement pour une production locale plus forte et autonome. Son président, Guy Losbar, porte cette vision d'une Guadeloupe tournée vers l'autosuffisance alimentaire.

Texte Rédaction - Photos conseil départemental



Quels sont les principaux dispositifs de soutien financier et technique que le conseil départemental met en place pour accompagner les productions locales ?

Guy Losbar, président du conseil départemental : Sous la responsabilité de Blaise Mornal, président de la commission agriculture et de Ferdy Louisy, président de la commission eau, le Département fournit aux agriculteurs ce qui leur est absolument indispensable : la terre et l'eau. Près de 500 d'entre eux sont actuellement installés sur le foncier de la collectivité pour qu'ils contribuent activement à améliorer l'autosuffisance alimentaire de l'archipel. Un audit généralisé des terres du Département a été lancé pour identifier de nouvelles parcelles pour nos agriculteurs. Le Département œuvre aussi avec ses partenaires à la remise en culture des terres agricoles en friche, tous propriétaires (publics et privés) et exploitants confondus.

La collectivité apporte également l'eau agricole à 3 500 abonnés à travers un vaste réseau de plus de 630 km. Ce dernier doit aujourd'hui connaître une évolution pour répondre à notre ambition. C'est tout l'enjeu des rencontres qui vont se tenir dans les prochaines semaines avec les filières agricoles de l'archipel pour convenir d'un plan de développement concerté tenant mieux compte de leurs besoins.

Quelles sont les priorités d'investissement pour soutenir la production locale en Guadeloupe ? Existe-t-il des priorités en termes de filières ?

Toutes les filières sont prioritaires, car l'autosuffisance est envisageable pour plusieurs productions si nous nous en donnons les moyens. Mais il faut surtout identifier les besoins

des guadeloupéens et arrêter une stratégie beaucoup plus collective de développement agricole pour y répondre.

Comment le conseil départemental collabore-t-il avec d'autres institutions pour maximiser l'efficacité des aides financières et techniques ?

Les partenariats et les mutualisations sont déterminants si l'on veut réellement accompagner nos agriculteurs et avancer ensemble vers une Guadeloupe plus autosuffisante. Par exemple, chaque année, ce sont ainsi 410 000 euros qui sont versés à la chambre d'agriculture pour l'accompagnement technique et financier des agriculteurs et des filières. À travers une subvention annuelle de 40 000 euros, nous soutenons « Sélection créole » pour la préservation de la race bovine créole. Avec Sanigwa(1), qui reçoit une contribution de 50 000 euros par an, le Département participe à la protection sanitaire de notre cheptel.

Concernant la filière canne, il faut retenir le fort engagement du Département avec une aide de 250 000 € aux planteurs pour améliorer leurs revenus au titre de la campagne 2024, le cofinancement de 850 000 € des trois bassins d'irrigation de la SRMG(2), de Marie-Galante et la prise en charge d'une large campagne de dératisation qui concernera plus de 10 000 hab.

Quelles initiatives sont mises en œuvre pour améliorer la formation des producteurs locaux, notamment les jeunes agriculteurs ?

Le Département n'est pas directement compétent en matière de formation des agriculteurs, mais à travers les soutiens financiers à la chambre d'agriculture et aux différentes filières, il y contribue. Par ailleurs, les allocataires du RSA (revenu de solidarité active) qui souhaitent devenir agriculteur peuvent bénéficier des aides à la formation de la collectivité (jusqu'à 10 000 euros par demande).



Le rendez-vous « De la Terre à l'Assiette » du 28 novembre au 2 décembre veut promouvoir une consommation responsable en valorisant les produits locaux

Quelle est la vision du conseil départemental pour atteindre une souveraineté alimentaire en Guadeloupe ? Le sujet est récurrent depuis des années, où en sommes-nous concrètement : la production locale se porte-t-elle mieux qu'il y a 10 ans ? Quels exemples permettent de s'en rendre compte ?

Notre approche est très pragmatique pour atteindre l'autosuffisance sur des productions à notre portée. Comme rappelé précédemment, la collectivité agit principalement sur trois leviers : l'augmentation des surfaces agricoles mobilisées pour la production locale, le développement du réseau d'irrigation et le soutien aux filières.

Il apparaît clairement que la production locale n'est pas encore au niveau où nous souhaiterions qu'elle soit. Elle n'affiche pas non plus des prix qui pourraient contribuer à la réduction de la cherté de la vie et donc à une plus grande consommation des productions de nos agriculteurs.

Mais nous sommes convaincus que la Guadeloupe dispose de toutes les richesses nécessaires pour augmenter son agriculture. Un rapport de 2021 du CIRAD(3) indique d'ailleurs qu'en mobilisant environ 1 000 hectares de foncier agricole supplémentaire, de nombreuses importations peuvent être remplacées par de la production locale.

Donc, les agriculteurs doivent continuer à croire en leur beau métier, d'être innovants. Je veux leur dire qu'un meilleur revenu est possible pour eux, que nous avons besoin de leurs propositions pour mieux structurer notre agriculture et ainsi répondre aux attentes de nos compatriotes.

Quelles collaborations sont envisagées avec d'autres acteurs locaux pour développer une chaîne d'approvisionnement plus autonome et durable ?

C'est un enjeu considérable à la fois pour les guadeloupéens, la structuration des filières agricoles, la restauration collective, l'agro-transformation... Toute l'action du Département est déjà directement axée sur cet objectif cardinal. La collectivité étudie actuellement des partenariats renforcés, notamment avec la chambre d'agriculture, l'Iguavie(4), l'Iguafllhor(5) pour aller encore plus loin dans les politiques que nous mettons actuellement en œuvre. Et je n'oublie pas les responsables des GMS (grandes et moyennes surfaces) qui doivent, eux aussi, agir sur leurs marges à la fois pour favoriser nos filières locales et réduire les prix.

Quel est le principal levier qui, d'après vous, permettrait de stimuler encore davantage la production locale : financier ? Formation et savoir-faire ?

Logistique et distribution ? Sensibilisation du public ?

Il faut tout cela à la fois car l'autosuffisance ne se décrète pas. Il faut s'entendre sur une démarche concrète et y mettre les moyens financiers, humains, techniques. C'est une préoccupation quotidienne pour moi, le Département est totalement engagé sur ce chemin.

Mais il faut aussi une plus importante prise de conscience des guadeloupéens sur la nécessité de penser et agir Guadeloupe pour leur santé et pour notre belle agriculture locale.

(1) SRMG : Sucrierie Rhumerie de Marie-Galante
 (2) SANIGWA : Association pour la protection sanitaire des élevages de Gwadeloup
 (3) CIRAD : centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement.
 (4) Iguavie : interprofession guadeloupéenne de la viande et de l'élevage.
 (5) Iguafllhor : interprofession guadeloupéenne des fruits et légumes et de l'horticulture.





Béatrice Fabignon, cheffe

C'est en mai 2024, en Guyane, que Béatrice Fabignon et Katia Desprez, cheffes — Béatrice est spécialisée en gastronomies créoles des Outre-mer en France et à l'international et Katia est cheffe Kréyol & Co à Saint-Quentin — ont concrétisé la première édition de leur événement inédit destiné à célébrer l'agriculture, l'aqualculture et l'agro-transformation Outre-mer : De la Terre à l'Assiette.

Placé sous le haut patronage du président de la République et porté par l'association DNIGCC*, ce projet se distingue par son originalité : une expérience immersive, pendant dix jours, en collaboration avec des lycées agricoles ainsi que des acteurs professionnels, économiques et politiques du secteur de l'agriculture locale.

Le but est de sensibiliser les jeunes sur les réalités et défis des métiers de l'agriculture et de la pêche ; promouvoir les échanges de savoirs entre acteurs économiques et valoriser ces métiers essentiels pour le développement durable et la sécurité alimentaire.

Grâce à de nombreux partenaires, dont la collectivité départementale, la prochaine escale est prévue en Guadeloupe du 25 novembre au 5 décembre.

ENTRE TERRE ET SAVEURS : ENSEMBLE, CULTIVONS L'AVENIR

Et si la souveraineté alimentaire devenait une réalité ? C'est le défi lancé par les deux cheffes Béatrice Fabignon et Katia Desprez via leur événement De la Terre à l'Assiette. Objectifs : promouvoir une consommation responsable en valorisant les produits locaux.

Texte Sarah Balay - Photo Gael Rapon

Au programme : visites de terrain (lycée agricole, ferme et restaurant pédagogique du RSMA (régiment de service militaire adapté), sites agricoles, aquacoles, d'agro-transformation, conférences grand public, ateliers culinaires, grande table de producteurs et récoltes de fruits et légumes.

DES DÉFIS URGENTS

« C'est en 2020 que le projet débute réellement », confie Béatrice Fabignon. « J'étais en Guadeloupe, en pleine crise sanitaire. Je parcourais le pays pour me ravitailler et dialoguer avec les agriculteurs et agro-transformateurs. Le concept De la Terre à l'Assiette émerge naturellement lorsque je commence à les filmer et à les interviewer. Avec Katia, nous réalisons l'urgence d'intervenir en Outre-Mer où les défis liés au changement climatique, la biodiversité et la souveraineté alimentaire, sont bien plus prégnants qu'à l'échelle nationale. »

*DNIGCC : Développement national et international des gastronomies et des cultures créoles.

Les temps forts ouverts au public

Jeudi 28 novembre, salle communale de Wonche (Baie-Mahault) : conférence sur l'employabilité dans les filières agricoles.

Samedi 30 novembre : collecte de fruits et légumes organisée avec Glan'Market.

Lundi 2 décembre : glanage à Petit-Canal, ateliers culinaires et deux conférences consacrées au monde agricole au Fort Fleur d'Épée à Gosier.



Katia Desprez, cheffe



PROMOUVOIR NOS PRODUITS À L'ÉCHELLE MONDIALE

Le syndicat des jeunes agriculteurs de Guadeloupe s'associe à l'événement **De la Terre à l'Assiette** qui se déroule du 25 novembre au 5 décembre. L'occasion pour ses adhérents de mettre en avant la richesse de la production locale et d'explorer de nouvelles perspectives.

Texte : Sarah Balay - Photo : Lou Denim

Président du syndicat des jeunes agriculteurs de Guadeloupe depuis mai 2024, Yannick Kindeur, incarne la nouvelle génération de producteurs engagés pour une agriculture diversifiée, innovante et durable.

C'est dans cette optique que l'événement De la Terre à l'Assiette prend tout son sens. Partenaire du projet, porté par les cheffes Béatrice Fabignon et Katia Desprez, organisé du 25 novembre au 5 décembre en Guadeloupe, le syndicat entend mettre en lumière la diversité des produits locaux. En effet, des visites d'exploitations sont prévues, tout comme des conférences, notamment sur l'employabilité dans les filières agricoles, des cueillettes et des ateliers culinaires.

« Ce type de manifestation est indispensable pour nous, professionnels du monde agricole », défend Yannick Kindeur. « C'est une occasion précieuse de créer du lien entre acteurs du secteur et de dialoguer avec le grand public, avec lequel nous avons peu d'interactions. Valoriser les trésors culinaires de la Guadeloupe aux côtés de chefs de renom et d'invités influents peut aussi nous ouvrir de nouvelles perspectives ».

TERRITOIRE DE RÉFÉRENCE

Conscient des défis auxquels fait face le secteur et du manque d'attractivité des métiers agricoles, le président croit néanmoins qu'avec un effort significatif de

“ L'objectif est d'équilibrer les importations et les exportations localement, voire d'inverser la tendance ”

structuration, la Guadeloupe peut largement parvenir à une souveraineté alimentaire. Selon lui, le territoire dispose d'une terre fertile et d'un sol d'exception capable de produire des denrées

de qualité mondiale. « L'objectif est d'équilibrer les importations et les exportations localement, voire d'inverser la tendance », explique-t-il. « Ceci passe par le développement de produits de niche ou non, capables de conquérir les marchés internationaux. Nous avons déjà le rhum, la banane et le melon, mais il existe un potentiel immense avec bien d'autres ressources. À l'heure du “sans gluten”, le manioc et le fruit à pain sont, par exemple, très recherchés en Europe et en Amérique. Nos tisanes, issues de la pharmacopée locale, sont également très appréciées dans les quatre coins du globe et je connais même une productrice de poudre de piment végétarien issu d'une variété très ancienne particulièrement demandée dans les palaces français et dans les Émirats ».

Impulsé par le projet De la Terre à l'Assiette, le syndicat ambitionne de transformer le paysage agricole local pour en faire un territoire de référence, reconnu pour la qualité de ses produits et capable de rivaliser sur la scène mondiale.





M'amour
 les confitures de Guadeloupe

Faire chanter les sens,
 voilà le pari que Guy Lesueur,
 amoureux de son île, a voulu réaliser
 avec son café et ses confitures
 exotiques.



Café
**GUY
 LESUEUR**



www.guylesueur.com



FAIRE FACE AU DÉFI CLIMATIQUE

2024 a été une année difficile pour les producteurs de fruits et légumes guadeloupéens. « Aucune production n'a été épargnée », déplore Victor Nannette, président de l'Iguaflhor.

Texte Caroline Bablin - Photo Lou Denim

Il a fait très chaud et il a beaucoup plu cette année. Quelle a été l'incidence sur la production de fruits et légumes dans l'archipel ?
Victor Nannette, président de l'Iguaflhor : 2024 est la pire année que j'ai connue. Ça fait 40 ans que je suis dans le métier, et je n'avais jamais vu cela. Il a plu anormalement beaucoup, et ça a eu une incidence sur toutes les productions. Pour les melons, qui n'aiment pas l'humidité, ça a été une catastrophe. Quant aux tomates, il faut une différence de température entre le jour et la nuit pour qu'elles poussent bien. Or, il a fait chaud tout le temps. De plus, on a eu des attaques de cécidomyies sur les tomates, aubergines, poivrons, pastèques... C'est un insecte minuscule qui pond dans les fleurs et empêche la formation des fruits. Nous n'avons actuellement aucune solution de traitement pour le combattre.

Quel est le rôle de l'Iguaflhor dans ce contexte difficile ?

L'Iguaflhor est là pour soutenir et accompagner les producteurs. L'état de calamité agricole a été déclaré pour les grosses pluies de ce début d'année et les dossiers de demandes d'aides sont en cours de traitement par l'administration. En octobre, nous avons fait une démarche auprès du ministère, afin de plaider notre cause.

Les conséquences du changement climatique sont déjà visibles. Comment abordez-vous les nouveaux défis qui se présentent ?

Nous menons actuellement

une réflexion sur un plan de développement global de la production en Guadeloupe. Nous allons nous faire aider par un bureau d'études. Un appel d'offres a été lancé, tous les adhérents et tous les collègues seront consultés. Les conclusions sortiront à la fin du premier semestre 2025, et nous pourrons alors décider dans quel sens nous voulons aller.

De leur côté, le CIRAD*, l'INRAe* et l'IT2* travaillent sur les variétés et les techniques culturales. Des essais sont menés dans des parcelles tests. Mais là encore, c'est un travail de longue haleine. Nous sommes dans une période de transition.

Intéresser les jeunes au métier est aussi un défi à relever pour l'avenir de la profession. La main d'œuvre qualifiée est difficile à trouver. Les jeunes qui se lancent dans le métier ne sont pas assez nombreux. Beaucoup de producteurs vont prendre leur retraite dans les années à venir, et il y a moins de jeunes qui arrivent que d'anciens qui partent.

Comment se porte la marque Mòso Tè La ?

Mòso Tè La est une marque que nous avons créée il y a dix-huit mois environ, afin de garantir au consommateur qu'il s'agit de fruits et légumes de qualité, produits localement. Le cahier des charges est strict et les distributeurs commencent à adhérer. Mais une étude de notoriété que nous venons de mener montre que nous devons mieux positionner la marque pour être plus efficaces. On sent la volonté des consommateurs de revenir à

des circuits courts, à privilégier les produits locaux, et Mòso Tè La répond à cette demande, à condition de mieux la faire connaître.

* CIRAD : Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement

* INRAe : Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement

* IT2 : Institut technique tropical

Qu'est-ce que l'Iguaflhor ?

L'Iguaflhor est l'Association interprofessionnelle guadeloupéenne des fruits et légumes et de l'horticulture. Elle est composée de quatre collèges : les producteurs, les approvisionneurs, les agro-transformateurs et les distributeurs.

Les acteurs qui adhèrent au collège de la production sont :

- Les quatre organisations de producteurs de fruits et légumes de Guadeloupe :

- la Sicapag
- la Sicacfel
- la Sica Les Alizés

- Et deux groupements de producteurs spécialisés :

- l'Assofwi (arboriculture fruitière)
- l'Apagwa (agroforesterie : vanille, cacao, café, etc.)

NOUS DEVONS TRAVAILLER DAVANTAGE EN “TRANSFILIÈRES”

L’**Iguavie** fête ses 20 ans cette année. Bilan et perspectives avec Alain Bazir, secrétaire général de l’Interprofession guadeloupéenne de la viande et de l’élevage.

Texte Caroline Bablin - Photo Lou Denim



Alain Bazir, secrétaire général de l'Interprofession guadeloupéenne de la viande et de l'élevage.

L'Iguavie, créée en 2004, a signé le premier accord en 2005. Quel regard portez-vous sur le travail mené depuis 20 ans ?

Alain Bazir : Avant 2004, chacun travaillait de son côté. Le défi a été de réunir tout le monde autour d'une table : les éleveurs, le provendier*, les abattoirs, les boucheries artisanales et la grande distribution. Ils constituent aujourd'hui les cinq collèges présents au sein de l'interprofession. L'objectif était double : améliorer les revenus des producteurs et répondre aux besoins des consommateurs. Des projets structurants ont été menés. Il y a 20 ans, on vendait des quartiers de porc et des demi-bovins à la sortie de l'abattoir. Aujourd'hui, nos structures vendent des produits découpés et transformés (entrecôtes, saucisses, etc.) Des ateliers de découpe et d'agrotransformation ont été mis en place. La rémunération des éleveurs a ainsi pu être consolidée au fil des années.

Où en est l'Iguavie aujourd'hui ?

Depuis 20 ans, on se connaît. Chacun comprend les besoins et les contraintes des uns et des autres. Nous avons une bonne connaissance du marché, du point d'équilibre qu'il faut atteindre pour éviter que les prix s'envolent.

Justement, concernant la vie chère, comment abordez-vous cette problématique au sein de l'Iguavie ?

Si on parle du poulet surgelé à un euro le kilo, nous n'irons jamais sur ce terrain-là. En Guadeloupe, nous consommons plus de 12 000 tonnes de poulet par an et la production locale couvre à peine 10 % des besoins. En revanche, nous pouvons chercher à augmenter la production afin d'offrir un produit dont la qualité et la traçabilité sont garanties au meilleur prix. Notre objectif, à l'horizon 2030, est d'atteindre une production de 2 400 tonnes de poulet. On va y aller par étape afin d'assurer aux distributeurs (boucheries, grande distribution) un approvisionnement régulier, à un prix qui rémunère le travail de nos éleveurs et accessible à tous.

Quelles seront vos priorités dans les années à venir ?

Nous devons encourager les agriculteurs à rejoindre les organisations professionnelles. La filière bovine est celle qui a le plus décliné en 20 ans. Nos vaches, en moyenne, ne font qu'un veau tous les cinq ans, souvent par manque d'accompagnement technique pour la reproduction, l'alimentation et les problèmes sanitaires. Si davantage d'éleveurs adhéraient aux

structures collectives, celles-ci auraient plus de moyens pour les aider à améliorer leur productivité. Avec un veau tous les deux ou trois ans, nous accroîtrions le cheptel et les éleveurs augmenteraient leurs revenus. C'est ce cercle vertueux qu'il nous faut encourager, dans toutes les filières.

Ainsi nous montrerons aux jeunes qu'ils peuvent vivre décemment de leur travail, et nous rendrons le métier plus attractif.

Comment peut-on encourager les Guadeloupéens à consommer la viande locale ?

En 2025, nous organiserons plusieurs manifestations afin de valoriser nos filières auprès des enfants en priorité. Nous souhaitons aussi améliorer la visibilité de nos produits. Cela peut passer par une marque collective ou en réunissant toute la viande locale dans un même espace, bien mieux identifié, sur les lieux de vente. Nous relèverons les défis à venir en travaillant davantage en « transfilères ». On pourrait, par exemple, s'organiser entre filières pour optimiser la livraison de nos produits dans les points de vente éloignés. C'est en travaillant tous ensemble que nous progresserons.

* Provendier : celui qui produit et/ou distribue l'alimentation destinée aux animaux d'élevage.

Qu'est-ce que l'Iguavie ?

L'Iguavie, Interprofession guadeloupéenne de la viande et de l'élevage, est reconnue au niveau européen pour sept filières : bovins, ovins-caprins, porcins, lapins, volaille, apiculture et les œufs.

Ses principales missions :

- Structuration des filières d'élevage
- Améliorations du revenu des producteurs
- Défense des intérêts et représentation des filières d'élevage
- Promotion et valorisation des produits de l'élevage
- Gestion de la mesure « Structuration de l'élevage » du POSEI-FRANCE

DES TOMATES TOUTE L'ANNÉE GRÂCE À L'AQUAPONIE

Élever des poissons pour produire des légumes, tel est le principe de l'aquaponie, un mode de production aux nombreux atouts, comme a pu le vérifier Frédéric Galan, fondateur d'IDDOM.

Texte Caroline Bablin - Photo Lou Denim



Frédéric Galan, fondateur d'IDDOM

« L'aquaponie, ça marche si on fait les bons choix. » Frédéric Galan, ingénieur agronome aux Antilles-Guyane depuis 17 ans et fondateur d'IDDOM, cabinet qui accompagne les acteurs du développement agricole, a longtemps travaillé sur le sujet. Aujourd'hui, il en est convaincu,

l'aquaponie est un des moyens à développer en Guadeloupe si on vise la souveraineté alimentaire, notamment en saison des pluies.

En aquaponie, les poissons fournissent des nutriments aux plantes qui, en les absorbant, assainissent l'eau qui retourne aux poissons. C'est un cercle vertueux réalisé en circuit fermé, hors du sol, ce qui permet d'économiser 90 % d'eau par rapport à une production en pleine terre.

DU POISSON ET DES LÉGUMES SANS ENGRAIS NI PESTICIDES

Les salades, tomates, cives et plantes aromatiques sont « chouchoutées ». Elles poussent plus vite, produisent en contre-saison et sont sans résidu de chlordécone. En aquaponie, on peut produire des tomates ou des piments de janvier à décembre.

« Avec les fluctuations du marché et du climat, ce sont de réels atouts. Ça ouvre de réelles perspectives pour les jeunes et pour une agriculture guadeloupéenne plus performante à l'horizon 2050 », souligne Frédéric Galan.

L'aquaponie s'adapte aux objectifs du porteur de projet : 10 m² pourront suffire à une famille ou à un restaurateur, 2 000 m² permettront à un agriculteur de vivre de ses productions (légumes et poissons)

et d'employer quatre personnes à temps plein. On peut l'implanter partout. Une unité pourrait voir le jour sur une friche industrielle ou à Jarry. La gamme végétale possible est aussi très vaste ; on pourrait faire pousser des fraises sur les reliefs de la Basse-Terre.

Grâce à son savoir-faire et au réseau de partenaires tissé depuis plusieurs années, IDDOM peut accompagner tout porteur de projet aquaponique (école, Ehpad, restaurant ou exploitant agricole), de la formation initiale au démarrage du projet, en passant par la réalisation d'études préalables ou le montage des dossiers administratifs et financiers.

Première formation à l'aquaponie pour les restaurateurs guadeloupéens

IDDOM et son partenaire Antilles Consulting organisent une formation de trois jours (deux jours en salle et une journée sur le terrain), à destination des restaurateurs, du 9 au 11 décembre prochain.



POUR TOUTES LES GRANDES SOIFS D'ÉCONOMIE



Eau rendue potable par traitements

POUR VOTRE SANTÉ, PRATIQUEZ UNE ACTIVITÉ PHYSIQUE RÉGULIÈRE - WWW.MANGERBOUGER.FR

UNE MARQUE AU SERVICE DE LA **PRODUCTION LOCALE**

Leader de la transformation des produits de la pêche en Guadeloupe et Martinique, **Cap Créole** s'affiche aujourd'hui comme un véritable écrin de la production locale sur ces deux territoires.

Texte Sandrine Chopot - Photo Lou Denim



Lohanna Suarez, Lucie Brillant, Roxane Malrieu forment une équipe dynamique et accueillante à la boutique de Jarry.

« Nous disposons de trois boutiques en Guadeloupe, une à Bouillante, notre boutique historique, adossée à notre laboratoire, une à Saint-François et une à Jarry », nous explique Olivier Berhaut, le directeur de production de Cap Créole. Convaincu de la qualité des produits, il y a deux ans, deux boutiques ont vu le jour en Martinique, à la Jambette et aux Trois-Ilets ainsi qu'un laboratoire de transformation de haute technologie de 1 600 m². « Ce développement répond à une demande croissante des martiniquais d'avoir du poisson frais et par conséquent d'accroître notre production en circuit court », poursuit-il. La marque est également commercialisée dans les grandes surfaces, cafés, hôtels, restaurants (C.H.R) et « nous exportons nos produits à Antigua, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Marie-Galante, les Saintes », complète le directeur de production.

UN SAVOIR-FAIRE TRADITIONNEL

Si 40 % des poissons sont achetés auprès de pêcheurs locaux, la production locale n'est pas suffisante pour répondre aux besoins de production. « Nous sommes obligés d'importer des poissons pêchés en Atlantique ou dans le Pacifique, que nous sélectionnons avec soin », précise-t-il. Selon les arrivages, thons, marlins, thazards, daurades, espadons voiliers... sont transformés sur place en poissons fumés selon les méthodes traditionnelles de saumure et de fumaison. « Les espèces sont choisies pour leur saveur et leur goût unique », indique Lucie Brillant, manager des boutiques de Guadeloupe.



UNE GAMME DE PRODUITS VARIÉS

Poissons fumés tranchés, rillettes de poisson, steak haché de la mer, tartare frais ou surgelé, pavé assaisonné ou nature, gratinés de morue, crabes farcis, saucisson de la mer marlin/thon fumé, carpaccio... que ce soit en Guadeloupe ou en Martinique, la marque affiche plus d'une centaine de références. « Nous sommes une épicerie fine de la mer en constante évolution. Notre gamme de produits s'étend régulièrement pour offrir de nouvelles expériences gustatives à nos clients », ajoute-t-elle.

UNE VITRINE POUR LES PRODUCTEURS LOCAUX

Grâce à la notoriété acquise par la marque, les boutiques sont une vraie valeur ajoutée pour les petits producteurs locaux. On y trouve du miel, de la confiture, du chocolat, du vinaigre, du sel, de l'huile, des sauces antillaises, du rhum, etc. « Il s'agit de produits qui se marient parfaitement avec le poisson. Notre

volonté est de promouvoir l'artisanat local guadeloupéen et martiniquais. Pour se faire référencer chez Cap Créole, il suffit de contacter les boutiques et de prendre rendez-vous. Nous sommes toujours à la recherche de produits pertinents, chaque artisan peut tenter sa chance. Au final, c'est toujours le client qui décide ! », conclut Lucie Brillant.

5 adresses aux Antilles

GADELOUPE

- . La Lise Pigeon - Bouillante - 0590 98 64 41
- . Zone Industrielle Jarry - Immeuble La City Houelbourg Sud, Baie-Mahault - 0690 00 78 09
- . Saint-François - Immeuble La Trezel - 0590 10 75 77

MARTINIQUE

- . La Jambette - ZI Zone de gros La Jambette, Le Lamentin - 0596 73 81 29
- . Trois-Ilets - Village Quartier Vatable - 0596 53 89 39



ACCOMPAGNER LES TALENTS DE DEMAIN

Huit ans après la création du label « Produits d'Ici », **Carrefour Destreland et Contact** lancent une initiative inédite, baptisée « Jeunes Pousses ». Ce dispositif vise à faire grandir les talents émergents et leur donner les moyens de se lancer. Présentation.

Texte Laurie-Anne Antoine

UN PARCOURS STRUCTURÉ POUR LES PRODUCTEURS EN HERBE

Fort du succès du label « Produits d'Ici », créé en 2016 pour promouvoir les produits locaux, Carrefour Destreland et Contact renouvellent leur engagement en proposant un accompagnement personnalisé. « L'objectif est simple : transformer de bonnes idées en beaux projets pour faire émerger nos talents locaux », explique Fabrice de Reynal, directeur régional de Carrefour Destreland et Contact Guadeloupe et Guyane. Car selon lui : « Soutenir nos producteurs, c'est valoriser notre patrimoine et offrir aux consommateurs le meilleur de notre terroir ».

Et pour ce faire, le programme se décompose en trois phases clés, « semence, éclosion, floraison » adaptées à leur projet, quelle que soit sa maturité ou ses spécificités.

SEMENCE : POSER DES BASES SOLIDES

La phase de « Semence » s'adresse aux producteurs qui ont une idée mais ont besoin de structurer leur projet. Cette étape met l'accent sur l'essentiel : se préparer aux exigences de la grande distribution en validant

les normes d'hygiène et de qualité, en structurant les conditions générales de vente et en testant le potentiel commercial du produit.

ÉCLOSION : UNE PREMIÈRE MISE EN LUMIÈRE

Une fois cette base établie, les produits des « Jeunes Pousses » accèdent aux rayons de Carrefour, leur offrant ainsi une première visibilité auprès du public. Ici, la mise en avant est soutenue par des animations en magasin, une signalétique visible et des opérations promotionnelles qui permettent aux consommateurs de découvrir les nouvelles saveurs locales.

FLORAISON : L'INTÉGRATION DANS LE LABEL « PRODUITS D'ICI »

La dernière étape, « Floraison », est destinée aux producteurs dont le produit a trouvé son public. C'est le moment d'intégrer la gamme « Produits d'Ici », symbole de qualité et d'authenticité en Guadeloupe. Cette intégration s'accompagne d'un plan de communication renforcé pour solidifier la présence des produits en magasin et dans le cœur des consommateurs.

“ L'objectif est simple : transformer de bonnes idées en beaux projets pour faire émerger nos talents locaux ”

Contactez-nous :

Laurent D'Auber, directeur
Carrefour Destreland :
laurent.dauber@gbh.fr

Sabrina Sandoz, directrice
adjointe Carrefour
Destreland :
sabrina.sandoz@gbh.fr

Elodie Dupuy, directrice
Carrefour Saint-François :
elodie.dupuy@gbh.fr

Zoom sur trois jeunes pousses



« J'ai fondé Paradis des Noix pour réinventer les saveurs locales en proposant des noix de qualité, enrobées de cannelle, muscade ou chocolat, sans additifs, ni conservateurs. Le dispositif "Jeunes Pousses" m'a permis d'aller plus loin en structurant mon projet et en accédant aux rayons des magasins Carrefour Destreland et Contact. Pour moi, c'est une opportunité immense, car être distribué en grande surface permet de faire découvrir l'excellence de notre terroir à un large public, tout en relevant les exigences de la grande distribution. »

*Karen Bédard,
fondatrice de Paradis des Noix.
Petit-Canal*



« Avec Lion Spirit, je voulais créer un rhum épicé qui exprime le caractère boisé et épicé de nos îles. "Jeunes Pousses" m'a ouvert les portes de la grande distribution et offert la visibilité nécessaire pour atteindre les amateurs de rhum guadeloupéens. Ce soutien m'a aussi aidé à mieux structurer mon approche commerciale, en suivant les normes rigoureuses du marché. Voir mon produit en rayon est une victoire et une étape clé pour faire reconnaître mon savoir-faire au-delà des frontières. »

*Vincent Vallet,
fondateur de Lion Spirit.
Le Moule*



« So Chic Sugar est né de ma passion pour les biscuits artisanaux aux saveurs locales, sans conservateurs. À la base, je proposais des biscuits personnalisés pour les grandes occasions, mais le succès m'a motivée à viser plus grand. Le dispositif "Jeunes Pousses" m'a donné les clés pour intégrer la grande distribution, un vrai tremplin pour me faire connaître. Aujourd'hui, voir mes biscuits dans les rayons des magasins Carrefour Destreland et Contact, c'est la reconnaissance de mon travail et un lien plus direct avec les consommateurs guadeloupéens. »

*Tracy Moueza,
fondatrice de So Chic Sugar.
Le Gosier*



KARUKER'ART KARUKERA ET SES CHAIIS «D'ŒUVRES»

Une fusion créative en Guadeloupe

La Rhumerie Karukera, nichée au Marquisat de Sainte-Marie à Capesterre-Belle-Eau, incarne bien plus qu'une simple rhumerie de renom. C'est un lieu où l'art et la culture se rencontrent, créant une fusion dynamique entre le rhum et l'expression artistique. Nous sommes fascinés par la diversité des formes artistiques – peinture, sculpture, musique, littérature ou toute autre forme créative – qui ont le pouvoir de transcender les barrières culturelles et linguistiques. Cette passion anime nos interactions avec le monde artistique.





La fusion entre l'art et le rhum Karukera s'inscrit dans la durée, soutenue par l'histoire et la culture de la Guadeloupe. Avec sa longue tradition artistique et de production de rhum, Karukera illustre parfaitement cette union entre création artistique et savoir-faire rhumier.

En mettant en avant l'histoire de Karukera et son lien avec les arts de la Guadeloupe, nous (Karuker'art) enrichissons l'expérience des amateurs de rhum et renforçons le lien entre la marque et son héritage culturel. Cela se traduit par des collaborations avec des artistes locaux, des événements culturels alliant art et rhum, ainsi que des initiatives de préservation du patrimoine régional.

Notre collection permanente inclut la sculpture emblématique de Lrcréation, les sculptures du SOUDA, ainsi que du street art sur nos murs avec les œuvres d'Antonwé, Ruddy Roquelaure, Yeswoo et Mathias Flodrops. Les meubles d'art à la rhumerie sont signés Yeswoo et MOV. Le packaging de nos bouteilles, la personnalisation de nos coffrets et autres produits sont l'œuvre de la talentueuse artiste Olf. Toutes nos photographies sont réalisées par deux artistes, Boris Wilensky et Margot&Cie Photos.

Nous accueillons régulièrement des artistes pour leurs expositions, et notre partenariat avec des galeries comme « L'art s'en Mêle » témoigne de notre engagement envers l'art et la créativité. Cet espace, ouvert au public, est devenu un véritable lieu d'inspiration et de découverte artistique.

Cette connexion entre l'art et le rhum Karukera crée une expérience immersive et significative pour les consommateurs, tout en renforçant la position de la marque en tant que gardienne de la culture caribéenne. C'est dans cette synergie entre passion artistique et engagement historique que réside le potentiel de leadership de Karukera dans le domaine du rhum.

C'est avec plaisir que nous accueillerons l'exposition « Regards Croisés » en janvier 2025. Charrol, Réache et Zoé sont trois peintres qui, par les sujets qu'elles choisissent de peindre, répondent à notre ambition d'allier culture, histoire et art des Antilles. Elles le font avec une sensibilité qui leur est propre, quelque chose de doux, de passionné, de coloré et de lumineux.

J'espère avoir le plaisir de vous y rencontrer. À bientôt !

Estelle Hayot
Fondatrice et présidente de Karuker'art

Visite gratuite de la Rhumerie
Section Bélair Sainte-Marie
97130 Capesterre -Belle-Eau
06 90 12 46 93
visite@rhum-karukera.com
Lundi au samedi
9h00 à 13h00 et de 14h00 à 18h00



GUADELOUPE
1922
KARUKERA
STORIEDRUM.COM

LA LITTÉRATURE EN PARTAGE

La 3e édition du festival en Pays Rêvé, du 18 au 24 novembre 2024, interroge le pouvoir du livre. Et pour révéler toute l'étendue de ce pouvoir, 23 écrivains animeront 7 jours de rencontres, lectures, débats et discussions, en Martinique, sous le parrainage de Dany Laferrière, invité d'honneur de cette édition.

Faire société

« Je suis une conteuse d'histoire, j'ai l'impression d'avoir tout appris dans ma vie grâce aux histoires que j'ai lues », confie Viktor Lazlo, fondatrice du Festival. Le livre a ce pouvoir-là, celui de nous confronter à la réalité, même parfois dans sa version la plus crue. « La lecture est un élément incontournable de la liberté d'opinion, elle éveille les consciences. Il est important, pour l'écrivain, de dénoncer et de dire les maux de la société surtout à une époque comme la nôtre, où nous sommes surexposés à l'information. » La programmation du Festival offre donc une large place aux questions de société : « Famille et dépendance », « Le poids du silence », « Émancipation » feront l'objet de rendez-vous littéraires modérés par Marijosé Alie-Monthieux et Alexandra Schwartzbrod. D'autres sujets tel que le racisme, les violences faites aux femmes et aux enfants s'inscrivent en filigrane des ouvrages de Alain Mabanckou (Angela Davis, l'Amérique et moi), Sarah Barukh (125 et des milliers) et Vanessa Springora (Le Consentement). Mais, comme le dit Viktor Lazlo : « Le pouvoir du livre et de l'écriture n'est pas seulement de dénoncer, c'est aussi de révéler la beauté ».

Toutes les matinées seront consacrées aux rencontres scolaires, d'ailleurs une classe du collège Maisonneuve

de Montréal fera le déplacement, et trois rencontres seront organisées au centre pénitentiaire de Ducos, les 20, 21 et 22 novembre. Une inclusivité qui s'inscrit aux origines du festival qui s'étoffe, cette année, en accueillant des auteurs du Pérou, du Cameroun, du Québec et des États-Unis.

Au carrefour des cultures et des arts

L'autre particularité du festival en Pays Rêvé est de mêler les genres : musique et littérature s'accordent et se répondent en une nouvelle harmonie. Cette année, 10 rencontres seront mises en musique et c'est Max Télèphe qui animera la soirée inaugurale. « Musique, images, livre... c'est un combat très personnel de décloisonnement des créations », souligne Viktor Lazlo. Pour cette 3e édition, et dans la continuité des éditions précédentes, deux projections feront l'objet d'une soirée spéciale : Le Consentement, de Vanessa Filho, à Tropiques Atrium, le 19 novembre, et Vivante(s) de Claire Lajeunie, le 21 novembre à la médiathèque de Sainte-Luce. Chaque projection sera suivie d'un débat avec Vanessa Springora, Georges Arnaud et Stéphanie Mulot pour le film de Vanessa Filho et Sarah Barukh, Rita Bonheur, Suzanne Dracius et Vanessa Springora pour le documentaire de Claire Lajeunie.

« Chaque année, avant même de démarrer le festival, je pense déjà à celui de l'année prochaine. Et malgré les inquiétudes et les difficultés, je m'accroche au bien-fondé de cette initiative parce qu'elle rassemble », et c'est certainement aussi là que réside le pouvoir du livre.

Programme complet à retrouver sur :

<https://festivalenpaysreve.fr/edition-2024>



Viktor Lazlo,
fondatrice du Festival

1

LE COUP DE CŒUR DE LA RÉDACTION

Texte Floriane Jean-Gilles
Photo Jean-Albert Coopmann

— PAUSE CAFÉ

La chaux : une alliée précieuse

Pour cette toute nouvelle rubrique, Chloé Lasserre, notre experte déco, manager du showroom Granbleu à la Martinique, nous délivre astuces et conseils afin de sublimer nos intérieurs. Ce mois-ci, la chaux décorative.

La chaux est très prisée dans le domaine de la construction et de la rénovation, autant pour ses avantages fonctionnels qu'esthétiques, on la retrouve en tant que solution décorative et protectrice de l'habitat local, sous forme de badigeon de chaux ou d'enduit de finition.

Pour des murs qui respirent

Elle peut être appliquée presque partout. En intérieur comme en extérieur, sur les murs, les plafonds, sur certains meubles, sur des surfaces en bois comme des pergolas, le béton, la brique... Elle est particulièrement adaptée aux environnements humides car elle permet aux murs de respirer.

Elle était autrefois fabriquée en Martinique, notamment à partir de conques de lambis dans des fours à chaux. Ce savoir-faire s'est malheureusement perdu avec le temps, au profit d'autres matériaux importés comme les peintures modernes. Mais aujourd'hui, on redécouvre ses avantages surtout dans nos climats où elle est parfaitement adaptée.

Un rendu esthétique unique

Elle laisse apparaître les nuances de couleur et les mouvements de l'applicateur. On peut opter pour des finitions différentes, allant d'un gros grain, à un très lisse, des textures plus rugueuses, voire satinées ou brillantes. Chaque application est donc unique et confère une chaleur naturelle à l'espace. Il existe plusieurs techniques d'application en fonction de la finition souhaitée. Pour le badigeon, c'est à la brosse à chauler, mais pour des enduits plus épais, on utilise un plateau, un couteau à lisser ou une taloche. Pour les finitions plus techniques, il est recommandé de faire appel à un professionnel.

2 INSTANT DÉCO

Texte Alix Delmas

Comment intégrer la chaux dans un intérieur ?

La chaux décorative est très polyvalente et idéale pour sublimer les espaces. On peut l'appliquer sur des murs stratégiques qui vont permettre de valoriser son mobilier comme derrière un canapé, la tête de lit, sur un meuble de cuisine... On peut l'associer à des matériaux bruts ou des textiles naturels pour créer des ambiances chaleureuses et raffinées. Les couleurs les plus répandues avec la chaux sont les couleurs pastel pour leur côté apaisant mais on peut aussi trouver des teintes plus profondes comme le vert émeraude, le bordeaux, pour rajouter du caractère à ses espaces.

De multiples vertus

En plus de ses qualités esthétiques, la chaux a des propriétés assainissantes. Elle limite la prolifération des acariens, des champignons et même le salpêtre. Elle est à la fois perméable à l'air et imperméable à l'eau, elle permet donc une bonne gestion de l'humidité. Elle est aussi un excellent isolant et parfaite pour la rénovation du bâti ancien, on la retrouve dans quasiment toute la ville de Fort-de-France. Enfin, elle se conserve très bien dans le temps, tant qu'elle est à l'abri du gel, ce qui n'est pas un problème ici !



GRANBLEU

LE VOYAGE COMMENCE CHEZ VOUS



PEINTURE - PAPIER PEINT - BÉTON CIRÉ - CHAUX DÉCORATIVE - INTERRUPTEURS - OEUVRE D'ART - BROSSERIE

451 RUE CADASTRE - IMMEUBLE CARMÉLIA - ÉTANG Z'ABRICOT - 97200 FORT-DE-FRANCE
SHOWROOM@GRANBLEU.COM - WWW.GRANBLEU.COM



DOCUMENTAIRE Made in Vogue

Une histoire passionnante de la mode au fil des pages de Vogue, le plus célèbre magazine en la matière, qui a d'ailleurs contribué à l'écrire ! Chaque épisode revient sur un moment crucial des années 1990, fondateur de tendances ou marquant l'avènement de designers et de mannequins. Le casting des intervenants est impressionnant. Le documentaire revient sur l'ancrage du magazine dans son époque et l'influence réciproque de la culture populaire. L'épisode sur la relation entre la mode et le monde du hip-hop est d'ailleurs particulièrement intéressant.

In Vogue : The 90s, série documentaire en 6 épisodes, disponible sur Disney+.

3 SÉLECTION CULTURE

Texte Floriane Jean-Gilles
et Mathieu Rached

JEU VIDÉO

À deux, c'est encore mieux

L'enquête annuelle du SELL (Syndicat des éditeurs de logiciels et de loisirs) torpille le cliché du joueur du jeu vidéo : c'est un homme ou une femme (la parité est presque atteinte) et il a 18 ans ou plus. L'enquête révèle aussi que le jeu vidéo serait un formidable outil de sociabilité. Alors, pour renouer avec la console ou simplement jouer à deux, *It Takes Two* est un jeu de coopération. La mission : permettre à un couple en instance de séparation, transformé en poupées par leur fille unique, de renouer le dialogue et de regagner leur forme originelle. Une aventure drôle et touchante, au design soigné, où chaque objet du quotidien prend vie pour mettre les deux personnages à l'épreuve.

It Takes Two par Hazelight, disponible sur PS4, PS5, Xbox One, Xbox Series X|S, PC, Nintendo Switch.



POÉSIE Femmes puissantes

Diglee signe un recueil très personnel de poésie. Une sélection soigneusement illustrée, émouvante et éclectique de 50 auteures reconnues, méconnues ou souvent oubliées. Dans cet ouvrage, les vers de Audre Lorde côtoient ceux de Andrée Chédid et Emily Dickinson. Certains poèmes n'avaient même jamais été traduits en français auparavant. Un livre puissant et inspirant, qui invite à la flânerie poétique.

Je serai le feu, Diglee, la ville brûle, 2021.

BEAUX LIVRES Exposition à la maison

Le quai Branly présente l'exposition « Zombis » depuis le 8 octobre 2024 jusqu'au 16 février 2025.

Et pour ceux qui ne seraient pas de passage à Paris pour s'y rendre, le catalogue de l'exposition est disponible. Philippe Charlier, commissaire de l'exposition, remonte à l'origine du concept de zombi, de l'Afrique à Haïti, dans une démarche anthropologique, loin de l'image hollywoodienne de la créature.

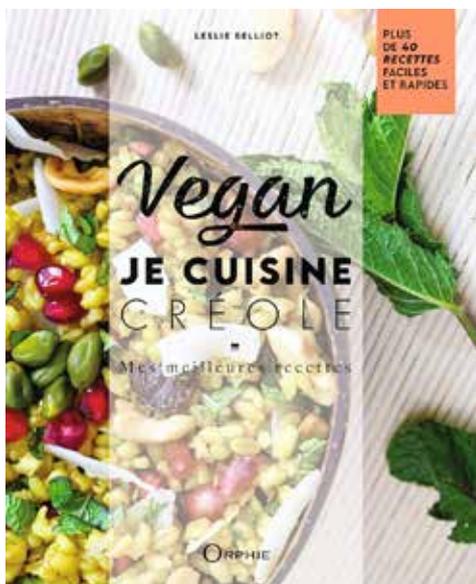
Zombis. La mort n'est pas une fin ? - Collectif, Gallimard/Musée du Quai Branly, Paris, 2024.



LIVRE Vous avez dit vegan et créole ?

Pas de difficulté pour Leslie Belliot. Cheffe guadeloupéenne influenceuse, elle publie un nouveau livre de recettes, « Vegan, je cuisine créole, mes meilleures recettes » où on retrouve un colombo de légumes péyi, une terrine de banane plantain ou encore une recette de tatin à la mangue... Le vegan se marie à merveille avec les ingrédients et les savoir-faire de la cuisine créole. Démonstration à travers plus de 40 recettes salées comme sucrées, agrémentées de conseils ou alternatives.

Éditions Orphie, disponible le 26 novembre 2024



DOCUMENTAIRE **Q**

Enfant afro-américain qui grandit dans la banlieue de Chicago dans les années 30, jusqu'à ses 11 ans, il voulait « être un gangster ». C'est finalement la musique qui lui a offert sa liberté et avec laquelle il a marqué son empreinte dans la vie des gens. Trompettiste à ses débuts, il se révélera un compositeur et arrangeur hors pair, avant de devenir l'un des producteurs les plus récompensés avec 28 Grammy Awards. Quincy Jones est mort le 4 novembre dernier, à 91 ans. Dans une interview il expliquait qu'on ne vivait que 26 000 jours dans une vie et « qu'il comptait bien tous les utiliser ». Se replonger dans le documentaire Quincy, sorti sur Netflix en 2018, permet de mesurer son parcours de musicien, de chef d'entreprise et de citoyen.

Quincy, sur Netflix



Archives

Gardiennes de notre mémoire

Dépositaires d'une partie de l'histoire guadeloupéenne, les **Archives départementales** jouent un rôle crucial dans la préservation et la transmission de la mémoire collective. Accessibles à tous, elles proposent de nombreuses animations pour faire vivre et découvrir notre patrimoine.

Texte : Sarah Balay - Photos : Archives départementales

Collecter, classer, conserver, communiquer et valoriser... Voilà le quotidien des Archives départementales depuis 1951 !

Situé à Gourbeyre, ce service du Conseil départemental, est l'un des garants de notre mémoire collective. Sa mission : préserver les documents à valeur historique, administrative ou juridique. Outre les archives publiques, les Archives départementales accueillent des trésors relatifs à l'histoire locale provenant également de particuliers, d'associations ou d'entreprises.

Elles disposent d'une vaste salle de lecture où grand public, chercheurs et étudiants peuvent consulter des documents originaux ou numérisés (archives, livres, presse, etc.). Elles proposent aussi des conférences et expositions, donnant vie à l'histoire.

Un million de documents numérisés

« Les documents les plus consultés sont les registres d'état civil, les titres de propriété et les archives relatives à la mémoire de l'esclavage », précise Charly Jollivet, directeur des Archives départementales depuis le 1er octobre. « Nous détenons aussi des ressources iconographiques uniques telles que des photographies, notamment celles d'Adolphe Catan, des cartes anciennes, des gravures ou encore des documents d'urbanisme. Autre exemple montrant la richesse et la diversité des documents conservés : des tracts de 1971 émanant du comité guadeloupéen de défense de l'activiste anticolonialiste afro-américaine Angela Davis ». Grâce au travail de numérisation réalisé, près d'un million de documents sont consultables en ligne.



Une exposition consacrée au Bumidom

À partir du 29 novembre et pendant quatre mois, les Archives départementales présenteront une exposition scénographiée sur le Bumidom, cet organisme mis en place de 1963 à 1981 pour encadrer la migration des Antillais, Guyanais et Réunionnais vers l'Hexagone. L'exposition retracera leur périple au travers de leurs dossiers de candidature, de témoignages, de photographies, d'articles de presse... Le départ, l'installation, la formation et leur nouvelle vie dans l'Hexagone seront ainsi mis en lumière. L'exposition sera ensuite itinérante et proposée dans les écoles, associations et médiathèques de l'archipel.

Démocratiser l'accès à la culture

Guy Losbar, président du Conseil départemental, insiste sur l'importance de rendre ce patrimoine accessible aujourd'hui mais aussi pour les générations futures : « J'invite les Guadeloupéens à profiter pleinement des ressources culturelles mises à leur disposition sur les sites patrimoniaux de la Collectivité telles que les Archives départementales. Penser Guadeloupe, Agir Guadeloupe c'est se battre pour que la préservation et la valorisation de notre culture patrimoniale et mémorielle soient une priorité ; il en va de la pérennité de l'identité de notre territoire ».



Archives départementales de la Guadeloupe

Rue des archives, Bisdary
97113 Gourbeyre
0590 81 13 02
archivesguadeloupe.fr

YouTube @archivesguadeloupe
facebook.com/archivesguadeloupe
https://x.com/ArchivesDep971

KaruMag

By
EWAG
NOV 2024 N° 189

BONFILON.INFO

Bien anticiper les entretiens annuels

CFE

Zoom sur un impôt mal connu

5 CHOSES À SAVOIR

Le boom des métiers de la mort



Sébastien Luissaint,

président de la Technopole I-NOVA et de la French Tech Guadeloupe

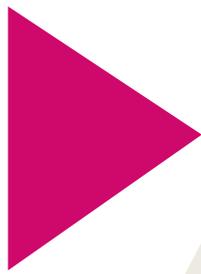
DOSSIER
AU DÉFI DE L'ÉCONOMIE LOCALE
RENCONTRE DES RÉSEAUX ET DE 13 ENTREPRISES

UNE VITRINE DE L'INGÉNIOSITÉ CARIBÉENNE

REJOIGNEZ-NOUS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX



@ewag.fr #mediapositif



4. CE QU'IL NE FALLAIT PAS LOUPER

Texte Floriane Jean-Gilles



CHERCHEURS D'EAU

Capter une nappe d'eau souterraine par forage, pour l'irrigation de cultures ou pour répondre aux besoins en eau potable, rencontre sur le terrain avec Perrine, ingénieure hydrologue pour Hydrofor Caraïbes en Guadeloupe. Elle nous livre les secrets de cette technologie de pointe.



DANS LES COULISSES DE L'ÉLECTION DE MISS MARTINIQUE 2024

Ewag s'est glissé en coulisses pour suivre les candidates à l'élection de Miss Martinique : entre stress et excitation, revivez le spectacle en compagnie des équipes qui œuvrent en backstage, jusqu'au couronnement de Angélique Angarni-Filopon.



ÊTRE COACHÉ PAR SES PAIRS

Coaching PassLas propose un accompagnement aux étudiants en santé pendant l'année de concours. Au-delà du tutorat dans l'apprentissage des cours, les coaches apportent méthodologie de travail et soutien psychologique, indispensables à la réussite !



EWAGLIVE
EWAG.FR



Boulangerie Rôtisserie de Jarry

Petits déjeuners - Brunchs

Pâtisseries Fines

Rôtisserie



Lundi au
Samedi
6h - 19h
Dimanche
6h-13h

1178 rue de l'Industrie
JARRY
97122 Baie Mahault
0690 50 76 00 - 0690 64 85 06



Et la politesse ?

« Politesse » vient du latin « politus » qui veut dire « lisse, brillant ». La politesse sert donc à polir les relations sociales, qui seraient bien rugueuses sans elle. Dans ses Propos, le philosophe Alain remarque : « Bien saluer est comme bien danser... Il s'agit de faire société mais physiologiquement, comme les oiseaux volent... Nul ne force et nul n'est forcé, nul ne heurte et nul n'est heurté ».

Les codes de politesse varient selon les lieux, selon les cultures et selon les époques, la plupart des manuels européens de « savoir-vivre » datent du XIX^e siècle. Ils décrivent minutieusement la façon de se comporter à table, de déplier sa serviette, de tenir son couteau et sa fourchette, de finir la soupe, d'éplucher les fruits, de saluer les invités, de tendre la main en premier ou non, selon son âge. La façon de mener la conversation en évitant les sujets qui fâchent ou les sujets trop intimes. La façon de rédiger son courrier, de terminer avec des « salutations distinguées » pour un supérieur, des « salutations les meilleures » ou « cordiales » pour une personne de même niveau et des « salutations respectueuses » pour une personne d'un niveau inférieur. Toutes choses qui font sourire aujourd'hui...

Le reproche que certains font à la politesse, c'est de n'être qu'une pure forme, une convention démodée qui nous empêche de témoigner un intérêt sincère. Au point même que la politesse serait une pure hypocrisie qui nous empêcherait d'être authentique. Et le langage ne s'y trompe pas. « Une écoute polie » ce n'est pas vraiment une écoute intéressée et l'expression « trop poli pour être honnête » parle d'elle-même...

Si de nos jours dans la vie quotidienne, on peut sourire des codes d'une étiquette surannée sur la façon de manger un fruit ou de rédiger une lettre, il ne serait pas superflu de garder quelques principes fondamentaux de la politesse pour la vie en société. L'usage du téléphone mériterait à lui seul un code bien précis : régler la sonnerie pour ne pas déranger le voisinage, baisser la voix lorsque l'on n'est pas seul, ne jamais le consulter au cinéma, au théâtre, au restaurant... La conduite de la voiture est un autre domaine où un peu d'hypocrisie serait souhaitable, comme nous le rappellent les constats amiables des assurances, en gros titres « Ne nous fâchons pas, restons courtois, soyons calmes ! » Cela nous éviterait des problèmes.

« Nul ne force et nul n'est forcé, nul ne heurte et nul n'est heurté... »



EW'AG

| DOSSIER DE DÉCEMBRE |

GuyaMag KaruMag MadinMag SoualiMag

INNOVATION ET ATTRACTIVITÉ

Comment transformer nos territoires
en terre d'opportunités ?

Vous souhaitez communiquer ?

CONTACTEZ-NOUS



GUYANE

0694 26 55 61

GUADELOUPE | SAINT-MARTIN

0690 37 54 82 / 0691 24 28 92

MARTINIQUE

0696 19 31 98 / 0696 07 62 64



Sous le haut patronage de
Monsieur Emmanuel Macron
Président de la République

de la



erre

Du

25
NOV.

au

05
DEC.

2024

à l'**Assiette**

2e édition
Escale Guadeloupe

FONDÉ PAR LES CHEFFES

BÉATRICE
FABIGNON

&

KATIA
DESPREZ



#de la terre à l'assiette



PARTENAIRES PREMIUM



AIRFRANCE



France Travail



La Créole

DES HÔTELS & DES ÎLES



Promocash

